

Université des Femmes



CHRONIQUE

périodique bimestriel
n°2/ janvier-février 1983

**Les travailleuses
de Bekaert**

**Les hommes
se déshabillent**

Viol

Chronique

place Quetelet, 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02121961 07

Equipe

Françoise Hecq
Martine La Haye
Hedwige Peemans-Poullet
Geneviève Simon
Christine Jonckheere
Edith Rubinstein
Suzy Deigner
Anne Kervyn
Nadine Plateau
Nadine Masselos
Fanny Filosof
Madeleine Denis
Marina De Ridder

Chronique paraît 6 fois l'an.

Chronique est envoyée aux abonnés.
Abonnement : 500 F par an,
compte CGER 001-1118659-34.

Chronique est en vente au numéro
à Bruxelles dans les librairies
La Rabouilleuse
Dulle Griet
Librairie de Rome
Libris
Corman
Macondo

Chronique peut, sur demande adressée
à l'Université des Femmes, vous être
envoyée par la poste.
Prix par numéro : 150 F,
compte CGER 001-1118659-34.

Mise en page
Chantal Bouly
Photocomposition
Johan Buyens
Impression
I.D.I.
15, rue du Méridien
1030 Bruxelles

Chronique est éditée avec l'aide
de la **CGER**

Les Rabouilleuses
221 Chée d'Ixelles-1050 Bruxelles
T. 02/648 43 18

RoSa
62 Bondgenotenstraat-1190 Brussel
T. 021347 24 77

Les activités de l'Université des Femmes
sont réalisées avec l'appui du Ministère
de la Communauté Française et de la
Commission Française de la Culture.

Chronique est le magazine
de l'Université des Femmes.

Elle contient :

- des articles généraux sur la condition
des femmes en Belgique et ailleurs,
des interviews, des reportages, ...
- aussi des renseignements sur le
programme de l'Université des Femmes
(dates, présentation des cours, éléments
de bibliographie, comptes rendus,
réflexions, échos des débats, ...) et sur
le Centre de documentation (livres
acquis et reçus, critiques de livres, ...)
- enfin, toutes les petites informations
que nous cherchons partout: les livres
importants récemment parus, l'évolution
de nos luttes, des repères sur les lois,
des positions politiques, ...
- et, pour marier le sérieux et l'agréable,
des petits faits, à croquer comme
des zakouskis...

Dans **Chronique**, vous pouvez prendre
la parole. Ecrivez-nous.

Activités de l'Université des Femmes

Cours

Thème : "Le pouvoir".
Voir le programme dans la Chronique,
page 5.

Lectures. Rencontres.

Le premier mardi du mois, à 12h 15.
Présentation et discussion de livres
récents (animé par Martine La Haye)

Groupes de réflexion

Des groupes de réflexion sont créés
sur demande. Un groupe "Femmes et
tiers monde" est prévu.

Centre de documentation

La bibliothèque est ouverte tous les jours
sauf le samedi, de 12h à 17h. Le jeudi
elle est ouverte jusqu'à 19h.
Consultation de livres, revues,
documents, bibliographies.
Informations et assistance pour travaux
et mémoires.

Renseignements pratiques

Sauf indication contraire, toutes les
activités ont lieu dans les locaux de
l'Université des Femmes
place Quetelet, 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02121961 07

Participation aux frais

Pour toutes les activités
de l'année : 1.500F.
Par séance : 100F.



Je m'appelle Marguerite **Staquet**, et je suis une des treize femmes licenciées chez **Bekaert-Cockerill** de **Fontaine-l'Évêque**, dont le siège social se trouve à Hemiksem.

Licenciées, pourquoi ?

Le 18 août 1982, les 275 travailleurs et travailleuses de Bekaert sont partis en grève, grève qui dura neuf semaines, pour sauver l'emploi et l'outil à Fontaine. En septembre, 18 hommes et 10 femmes furent licenciés.

En octobre, des conciliations eurent lieu. Une convention fut pratiquement imposée : c'était cela ou la fermeture, quatre équipes à l'usine C ; garantie d'emploi **jusqu'en** décembre 83 et toutes les femmes non chef de famille, c'est-à-dire 28 femmes sur 31, passaient au temps réduit, ou alors 13 licenciements féminins. C'était cela ou la fermeture de l'usine de Fontaine.

On nous imposait le temps réduit. Les hommes n'étant plus touchés, un vote (sur une chaise) fut effectué : environ 40 personnes refusèrent de voter, 60 personnes votèrent contre la convention, mais les hommes étant majoritaires, ils l'emportèrent. La convention ne fut même pas lue. Le travail a repris les 19 et 20 octobre (la mort dans l'âme!).

Les délégués syndicaux promirent de rediscuter secteur par secteur.

Ce qui fut fait, une semaine après la reprise du travail, le 28 octobre.

Entretemps, nous avions appris que, nous les femmes, passions au temps réduit, alors que nous avions du travail, pour mettre des hommes, en chômage partiel, dans un autre secteur, à notre place à temps plein.

Et ça nous ne pouvions l'accepter.

Je dois vous préciser qu'à certains postes de notre secteur, le travail est mixte. Alors, nous avons proposé de partager le travail avec les hommes de l'autre secteur, de chômer partiellement avec eux, mais de garder notre temps plein. C'est notre droit, c'est notre travail. Autrement, c'est de la discrimination au niveau féminin.

Les délégués et permanents syndicaux demandèrent à nouveau une négociation avec la direction pour rediscuter du point 1.-4. de ladite convention, le point discriminatoire. La date du 22 novembre fut annoncée. Le mercredi 3 novembre au matin, les 28 préavis furent envoyés. Nous nous sommes réunies l'après-midi, et nos délégations syndicales nous firent partir en grève.

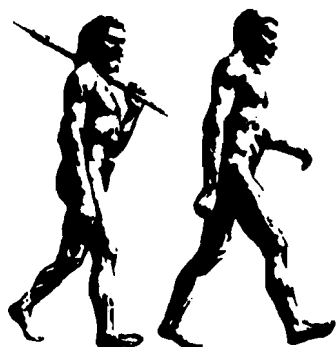


SOMMAIRE

L'équipe de <i>Chronique</i>	2
Qu'est-ce que <i>Chronique</i> ?	2
Pré-texte	3-4
Programme de l'université des Femmes	5
Travailleuses de Bekaert-Cockerill	6-7
A la sauvette	9-10-11
Correspondantes	12
Attentives	13-14-15-16-17-18
Lire	19-20-21-22
Adresses utiles	23
Feministes	A-B-C-D-E-F-G-H
Brigitte Ernst	
Viol	
"Women's Studies"	

"Chronique" vous souhaite
UNE BONNE ANNEE

EVOLUTION
OF MAN...



and woman ***



Nous ne pouvions pas accepter le préavis, car :

1. n'étant pas valable vis-à-vis de l'ONEm ;
2. on ne pouvait pas nous *imposer* le temps réduit ;
3. nous ne pouvions pas signer un contrat de travail à temps réduit qui aurait *pris fin* avec la convention en décembre 83.

Nous, les 28 femmes, avons décidé de défendre nos droits. Les patrons n'étant pas pressés de négocier, ni nos délégués syndicaux non plus, semble-t-il, nous avons décidé d'appeler à l'aide vers l'extérieur, pour qu'on nous explique nos droits. Nous voulions apprendre et savoir nous défendre nous-mêmes, car la délégation, elle, en était incapable: elle nous laissait tomber. Notre appel fut entendu, on est venu de l'extérieur nous aider, nous renseigner. Et la délégation syndicale s'est scandalisée que nous ayons pu penser, agir, nous battre pour nous défendre.

Le 22 novembre, jour de commission paritaire, nous avons demandé que deux d'entre nous puissent participer à cette commission: refus catégorique de part et d'autre. Nous sommes restées, nous les 28 femmes, sur le trottoir de Fabrimétal, de 8 heures du matin à 4 heures de l'après-midi, sous la pluie, sans que nos délégués syndicaux veuillent bien venir nous dire quoi que ce soit, jusqu'à ce que, fatiguées d'attendre en vain, nous sommes rentrées chez nous.

Le lendemain, à 6 heures du matin, nous arrivons à l'usine, espérant connaître les résultats. Les délégués nous ont répondu: ((Assemblée générale le mercredi 24, à 13h30)), et rien d'autre. Nous avons eu beau insister, rien à faire pour avoir des informations.

Mercredi, 13 heures: nous arrivons à l'usine. Quelle ne fut pas notre stupéfaction en voyant nos 13 noms **affichés** au mur: nous étions licenciées!

Licenciées pour avoir osé réclamer l'égalité des droits.

Licenciées pour avoir osé nous battre malgré les délégations qui apparemment étaient d'accord avec la Direction.

Les ouvriers et ouvrières **furent** scandalisés: jamais une chose pareille n'avait été faite. Une assemblée a été tenue pour conseiller aux travailleuses non licenciées de reprendre le travail, car, **comme** d'habitude, il y avait un chantage à la fermeture de l'entreprise. Rien n'a été dit sur la nouvelle convention, sauf qu'il n'y avait plus de temps réduit.

Nous, les 13 licenciées, nous ne faisons déjà plus partie de l'usine pour la délégation. **Oubliées! Rejetées** pour avoir combattu la discrimination. On ne nous reconnaissait plus le droit de grève. **Expulsées** pour avoir demandé qu'on nous reconnaisse nos droits de travailleuses. Les délégués syndicaux ont conclu qu'on avait fait un "exemple" avec les licenciées, pour que celles qui ne le sont pas se taisent à l'avenir...

Notre cas n'est pas une simple histoire féministe, mais bien quelque chose qui risque **d'arriver** aussi injustement aux autres femmes qui, comme nous, sont des travailleuses.

Personne n'a le droit de fermer les yeux sur notre drame, et c'est un appel que nous vous lançons pour alerter toute l'opinion publique.

Nous ne voulons pas que nos enfants puissent un jour nous reprocher d'avoir baissé les bras au lieu de nous battre, le moment venu de la discrimination et de l'injustice.

Nous disons "Victoire!" pour avoir réussi à ne pas introduire le temps réduit, mais nous sommes bien tristes d'être sans emploi:

Merci de m'avoir écoutée.

le 1er décembre 1982

CALENDRIER

janvier/février

Séminaire "Femmes et tiers monde"

jeudi 13 janvier, à 20 heures
la, place Quetelet, 1030 Bruxelles

Par Myriam Gérard

L'objectif de ce séminaire est de rassembler dans une réflexion active des femmes préoccupées de la situation actuelle et du devenir des femmes du tiers monde.

Se voulant réflexion féministe, il y va de comprendre ce qu'il advient des femmes qui conjuguent lutte pour l'autonomie des femmes et pour le développement de leur pays. Celles qui refusent de se laisser piéger dans une hiérarchisation de ces deux buts (du genre ((d'abord le développement, le reste suivra!)))!

Souci de solidarité mais aussi tentative d'entendre ce que ces femmes ont à nous dire, à nous apprendre à travers les différences de situations culturelles, économiques, historiques, politiques.

Afin d'éviter d'en rester à un niveau purement spéculatif, le séminaire pourrait être aussi l'occasion d'analyser la politique de coopération à différents niveaux (national, international, non gouvernemental). Quel impact ces projets ont-ils sur la situation des femmes?

La participation de femmes du tiers monde (immigrées, étudiantes, réfugiées politiques) et de celles qui ont une expérience dans la "coopération au développement" sous toutes ses formes pourra enrichir et alimenter grandement les débats.

De cette réflexion pourrait sortir une série de propositions d'actions.

Le séminaire pourrait se découper en trois morceaux:

- Une **introduction**. Pour que tout le monde puisse entrer dans la discussion, un premier travail collectif consisterait à brosser le cadre général dans lequel s'inscrit notre problématique (lectures proposées, courts exposés, etc.).
- Une **discussion**.
- **Analyse concrète**.

Le pouvoir et la famille

Jeudi 20 janvier, à 20 heures
la, place Quetelet, 1030 Bruxelles

Evolution de la fonction paternelle

Par Marie Escuer, professeur a l'Institut d'études sociales de la province de Liège, auteur d'une thèse sur l'apparition des "nouveaux pères".

Dans l'espace-temps, Marie Escuer nous parlera de la famille patriarcale, la famille conjugale, la famille-association.

L'essor et l'enjeu des nouveaux pères à travers la presse dite féministe.

Etude de "F Magazine", "Marie-Claire", "Voyelles" et "Femmes en mouvement".

Jeudi 27 janvier, à 20 heures
la, place Quetelet, 1030 Bruxelles

Les nouveaux pères

Par Anne Kervyn, sociologue.

Tendance récente, chez les hommes, à vouloir occuper une nouvelle place dans la cellule familiale. Quelle est cette place? Pourquoi? Que signifie cette tendance? En quoi ce nouveau rôle redéfinit-il celui des femmes?

Jeudi 10 février, à 20 heures
la, place Quetelet, 1030 Bruxelles

Cédepe et Jocaste, dialogue derrière un divan

Par Robert Georges, sociologue

«Ou l'influence du texte dans ce qui s'entend de ce que dit l'inconscient. Du sexe et de quelques autres choses encore...».

Samedi 19 février, à 10h30
la, place Quetelet, 1030 Bruxelles

Le pouvoir de la mère.

Remarques d'une historienne.

Par Yvonne Knibiehler, professeur a l'université de Provence et auteur, entre autres, du livre ((L'histoire des mères, du Moyen Age à nos jours)) (en collaboration avec C. Fouquet, éd. Montalba, 1980).

Le discours théorique, qu'il soit ecclésiastique, médical ou juridique, refusait autrefois à la mère tout pouvoir sur ses enfants. Mais les pratiques lui laissaient une part importante d'influence, et même de décision.

Dans les sociétés rurales, le pouvoir de la mère était lié à l'importance vitale des tâches accomplies.

Dans la société urbaine, depuis la réduction du nombre d'enfants, il a été la conséquence d'une intimité croissante au sein de la famille.

A l'âge de la contraception, il constitue l'un des grands problèmes des sociétés occidentales.

Jeudi 24 février, à 20 heures
la, place Quetelet, 1030 Bruxelles

Le pouvoir familial et la société.

Un aperçu historique et sociologique du problème.

- "Sociologie de la famille", éd. A. Colin, 1981
- "Man et femme dans la société paysanne", éd. Flammarion, 1980.
- "Amour et mariages dans l'Ancienne France", éd. Berger/Levrault, 1981.

Aujourd'hui, on dit volontiers que la famille est "éclatée, déstructurée". Mais par rapport à Quelle famille, et dans quel type d'environnement social? Un regard historique est nécessaire pour juger des changements contemporains qui affectent les pouvoirs familiaux.

T' travailleuses de Bekaert-Cockerill

Depuis plus d'un mois, un conflit social "exemplaire" oppose les travailleuses de Bekaert-Cockerill principalement à leur employeur qui, d'une part, **procède à des licenciements** plutôt qu'à une réduction **générale** du temps de travail et, d'autre part, cherche à imposer des conditions de travail, licenciement et **récompensation** discriminatoires à l'encontre des femmes, mais aussi secondairement à leurs centrales syndicales qui ne les soutiennent pas, ou pas pleinement, dans leur action pour faire respecter leurs droits.

Ce conflit est exemplaire parce qu'il a surgi à propos de l'introduction forcée du travail à temps partiel pour les femmes «non-chef-de-ménage»: travail dont "on" dit qu'il répond si bien à une demande de la

part des femmes mariées !

Conflit exemplaire encore, parce que les travailleuses se sont montrées continuellement solidaires de l'ensemble des travailleurs d'abord, de toutes les travailleuses ensuite, **lorsqu'elles** ont temporairement accepté une solution mauvaise pour elles **afin d'éviter** le licenciement de **certaines** d'entre elles. La rupture de **solidarité** est venue de la part des hommes, qui ont **cherché à** faire mettre des travailleuses au "temps partiel" pour se **préserver** un travail à temps plein, refusant la solution proposée par les femmes: un **chômage** partiel pour tout le monde...

Exemplaire enfin, parce que le rapport des travailleuses avec le syndicat dans une telle action est tout à fait **différent** de ce qu'il peut être

pour les travailleurs (masculins) en **général**. Bien que tous les travailleurs paient aujourd'hui également leur cotisation syndicale, il n'est pas certain qu'ils soient tous également **défendus...** A l'heure où nous **écrivons**, il est devenu presque certain que les deux organisations syndicales "défendront" les travailleuses devant le tribunal du travail, mais il reste que le licenciement de 13 **d'entre** elles aurait pu **être évité** si les syndicats bîaient intervenus autrement et plus tôt, et que l'intervention actuellement décidée ne se fera que par suite de "**détours**" qui ne sont pas habituels dans ce type de conflits...

Pour ouvrir ce dossier si important, nous avons **placé en éditorial le texte** que Marguerite Staquet a dit à la

conférence de presse du **Comité** de Liaison des Femmes, le 1er **décembre**. Il traduit parfaitement l'**état** d'esprit de l'ensemble des travailleuses concernées. Plusieurs d'entre elles bîaient d'ailleurs **présentes** à cette conférence de presse.

Ci-dessous, un article **écrit** par une militante relate le conflit jusqu'au 20 octobre.

Ensuite, des extraits de la position **prise** par le **Comité** de Liaison des Femmes, qui au cours de cette **conférence** de presse a annoncé qu'il **déposait** plainte **auprès** de la Commission des **Communautés** Européennes.

Treize travailleuses ont **été** licenciées, parce qu'elles ont fait grève pour **défendre** leurs droits, c'est-à-dire nos droits à toutes.

31 femmes en grève

Il pleut à Fontaine-l'Évêque, et l'usine Bekaert est difficile à trouver. La section **emballage-encollage** où travaillent une trentaine de femmes se trouve au bout d'un long chemin qui contourne l'usine. Sur la porte de leur local, une affiche: «**Aucune loi n'autorise le temps partiel**».

Une quinzaine de femmes sont assises autour de la table et discutent. La plupart d'entre elles ont entre 30 et 40 ans. Certaines travaillent depuis 25, 29 ans chez Bekaert. Le local est sobre. Au mur, quelques articles et des télégrammes de solidarité. Sur des cartons utilisés pour emballer la production, une série d'explications sur la loi du 4 août 1978 relative à l'égalité dans le travail.

Pour nous accueillir, une femme nous chante une chanson qu'elles ont composée sur l'air des "Machos"...

Un tract nous est glissé entre les mains. Il commence par cette phrase: «**Appel à tous nos camarades. Nous avons bien réfléchi à ce qui nous arrivait, et ce n'est pas à la légère que nous avons décidé de partir en grève...**».

Elles sont en grève depuis le 3 novembre. Pourtant, le personnel entier de l'entreprise sortait d'une grève longue de neuf semaines qui remettait en cause les **dernières** propositions patronales de restructuration de l'entreprise:

- le transfert progressif des **fabri-**cats de Fontaine vers la Flandre. Un investissement de 100 millions a été fait à Hemiksem, non loin d'Anvers, pour produire les fils d'acier pour béton précontraint, spécialité de l'usine de Fontaine, dont la rentabilité est prouvée. Sous-jacent à cette proposition, et signalé à plusieurs reprises par la CSC, le démantèlement progressif de l'entreprise au profit de Hemi-



- le licenciement de 40 personnes (75 personnes étaient prévues initialement). Depuis 1974, l'usine a connu plusieurs restructurations, ramenant l'emploi de 869 travailleurs (-ses) à 320 actuellement.

Cette grève de neuf semaines s'est terminée en octobre par une convention - présentée comme celle de la dernière chance - qui prévoit de garder le fabricant à Fontaine et limite le nombre de licenciements à 28 (les travailleurs qui avaient reçu leur préavis en septembre, au cours du conflit, soit 18 hommes et 10 femmes).

De plus, une mesure de temps partiel est proposée pour les femmes non-chef-de-ménage (28 sur 31). En fait, et pour elles seules, **tous** les travailleurs de l'usine (245 hommes et 31 femmes) doivent choisir entre deux maux: ou bien ces travailleuses passeront au travail à temps réduit, ou bien 13 d'entre elles seront licenciées. La **majorité** de l'**Assemblée Générale du personnel** (245 hommes contre 28 femmes) **accepte cette convention qui prévoit le travail à temps partiel pour les femmes non chef de famille** et ce malgré la désapprobation des travailleuses concernées. Encore un bel exemple de ce que certains appelleraient la démocratie!

A signaler encore, comme si ce qui précède ne **suffisait** pas, que la prime de 75.000 FB offerte jusqu'au 31 décembre 1982 aux travailleurs qui quitteraient l'entreprise de leur propre chef n'est pas percevable **par** les travailleuses! En toute logique d'ailleurs, puisque c'est seulement à la production (secteur occupé par les hommes) qu'il y a des problèmes de surnombre! Cette disposition est, elle aussi, contraire à la loi du 4 août 1978.

Ainsi donc, les femmes, qui ont été solidaires de la lutte des hommes pour leur emploi lors de la grève, se voient abandonnés par les travailleurs lors de l'accord final! Et dire ensuite qu'elles ont accepté le temps partiel pour échapper au chômage, c'est vraiment le comble!

Les travailleuses reçoivent donc leur préavis le 3 novembre, afin d'être éventuellement réengagées à temps partiel.

Depuis, les femmes ont réagi, car elles ont réalisé qu'elles faisaient, à elles seules, les frais du licenciement. La négociation avait divisé les travailleurs et les travailleuses. Et, comble, le temps ainsi libéré dans le secteur de l'emballage (secteur des travailleuses) allait **permettre**

à des hommes, trop nombreux à la production, de prendre la place des femmes à l'**emballage-encollage**, secteur dont aucun emploi n'a été supprimé! Les travailleurs ont donc voté une convention qui leur permet de prendre le travail des femmes mises au temps partiel!

Les travailleuses, par leurs nouvelles actions de grève, revendiquent le partage du travail disponible dans l'entreprise avec les hommes

- soit, et de préférence, par une compensation du chômage partiel partagé également (- salaire couvert au maximum, car dans ce cas c'est le patron qui paye la différence entre les heures chômées et les heures prestées, soit environ 120 FB par jour et par travailleur);

- soit, si le patron refuse, une redistribution du travail avec réduction des heures. Cette dernière proposition présuppose l'ouverture de tous les postes de travail aux femmes comme aux hommes (mixité de l'emploi).

Face au tollé des femmes, une modification de la convention a été adoptée, qui, en fait, "camoufle" la discrimination. De plus, leur préavis a été reporté au 22 novembre (date de la prochaine **conciliation**), ceci parce que le patron n'avait pas respecté le délai minimum à prévoir entre deux licenciements collectifs. En prévision de cette conciliation, certaines femmes parlementaires ont rencontré le Ministre de l'Emploi pour lui demander de faire respecter la loi.

Tout n'a cependant pas encore été dit sur le chantage que le patron de l'entreprise a fait peser sur ces femmes:

- certaines ont quitté l'entreprise, mais sans avoir eu droit aux 75.000 FB proposés aux hommes...;
- certaines pressions ont été faites sur des travailleuses dont le mari risquait d'être licencié: il valait mieux qu'elles leur laissent la place;

- elles ont également appris que le patron allait faire appel à un service de nettoyage extérieur à l'entreprise. alors que c'était la tâche de certaines d'entre elles...

De plus, les femmes se rendent compte que cette convention, qui prend fin en décembre 83, ne dit rien quant à leur avenir après cette date!

Face à cette convention, les femmes n'ont plus rien à perdre, et c'est pour cela qu'elles se battent jusqu'au bout.

La grève de Bekaert-Cockerill est une première à bien des égards en Belgique : sans la réaction des femmes qui, bien que minoritaires, remettent en question l'accord conclu le 18 octobre, le patronat tentait de passer outre à la loi du 4 août 1978 sur le respect de l'égalité des droits dans le travail. Cette première risquait de se généraliser dans d'autres entreprises en mal de rationalisation.

De plus, accepter la proposition du travail à mi-temps pour les femmes, n'est-ce pas déjà un demi renvoi des femmes à leur foyer?

Aussi, c'est la première fois que dans une convention de travail la notion de "non chef de ménage" fait son apparition et qu'indirectement la notion de "besoin" est introduite à la place du droit au travail.

Un parallèle peut être fait avec la situation dans le chômage où par diverses mesures gouvernementales mises en place, le droit à l'allocation de chômage est indirectement attribué en fonction des "besoins", que l'on évalue à partir de la situation familiale. Or, les prestations de chômage, tout comme les autres prestations de la sécurité sociale, découlent d'un droit social

fondé sur une cotisation payée individuellement. Les revenus de remplacement (allocations de chômage, pension, indemnités de maladie) viennent remplacer le revenu professionnel perdu. Or, ni le revenu professionnel, ni les cotisations sociales ne sont établis en fonction de la situation familiale: chacun, homme ou femme, belge ou immigré, jeune ou vieux, marié ou célibataire, a donc droit à un égal remplacement de son revenu professionnel perdu.

Au delà de tout cela, on doit enfin se poser cette question : que cherche le patron de Fontaine à travers des propositions qui ne respectent pas les lois en vigueur en matière d'égalité, de travail à temps partiel et de licenciements collectifs? Ces provocations, et les réactions qu'elles entraînent auprès des travailleurs, ne risquent-elles pas de justifier le démantèlement qu'il a prévu et qui se fera, sinon dans quelques semaines, certainement dans quelques mois?

Autre question d'une importance capitale pour toutes les travailleuses et futures travailleuses: comment se fait-il que les syndicats aient accepté une convention qui ne respecte pas les lois en cause? Pourquoi n'a-t-il pas proposé le partage du travail encore disponible entre tous les travailleurs? Partage qui était d'ailleurs le mot d'ordre des journées de grève des mardis 30 novembre et 7 décembre? Après cela, qu'on ne nous fasse pas croire que si l'usine Bekaert-Cockerill ferme ses portes et que tous les emplois sont perdus, c'est à cause des femmes!!

Une militante
(avant le 22 novembre)

Discrimination au détriment des femmes Ce qu'en pense le Comité de Liaison des Femmes

Dans la négociation menée entre la direction de l'entreprise et les organisations syndicales sous la houlette d'un conciliateur social désigné par le Ministre de l'Emploi et du Travail, il est apparu naturel que les femmes considérées comme "non chef de ménage" soient sacrifiées pour maintenir l'emploi des travailleurs masculins.

En effet, dans une première version de l'accord paritaire conclu le 18 octobre 1982, il était ouvertement prévu pour cette catégorie de femmes "des prestations de travail à temps partiel".

Devant les protestations soulevées par cette disposition manifestement contraire à la loi du 4 août 1978 sur l'égalité de traitement dans l'emploi entre les travailleurs et les travailleuses, un nouvel accord a été conclu, non pour mettre réellement

fin à la discrimination, mais pour la camoufler sous des termes sybillins et donner à l'accord un "aspect" non discriminatoire; il est, dans cette deuxième version, question de "proposition de travail à temps réduit" en ce qui concerne les "problèmes d'emploi à l'encollage, l'emballage et aux services généraux".

Or, ces secteurs ne présentent pas de "problèmes d'emploi" mais occupent principalement des femmes.

On sait que les ouvrières ont continué seules la grève pour protester contre cette disposition et ont demandé un partage du travail entre tous les travailleurs.

Le 24 novembre, 13 ouvrières ont été licenciées parce qu'elles avaient voulu faire respecter leurs droits; il faut remarquer que ce licenciement



L'idéal de certains maris : la femme chez soi.
Dessin de G. Vin Raemdonck

(La Vie Ouvrière, mars 1931.)

ment a été fait de manière arbitraire sans tenir compte des critères de licenciement établis par le Conseil d'Entreprise. Autrement dit, la lutte des ouvrières pour maintenir leur droit au travail sur pied d'égalité n'a plus été reconnue et, dès le lundi 29 novembre, des ouvriers remplaçaient des femmes dans leur travail avec un salaire supérieur de 30 FB à l'heure.

Le Comité de Liaison des Femmes rappelle que, selon la loi du 4 août 78, l'employeur ne peut mettre fin à la relation de travail pour le motif que la travailleuse a tenté de faire respecter les dispositions de la loi de l'égalité; or, c'est précisément pour ce motif que les ouvrières ont été licenciées.

Aux organisations syndicales il revient de maintenir intégralement la défense des droits des femmes et ce dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Le Comité de Liaison demande au Ministre de l'Emploi et du Travail de saisir les commissions paritaires de ce problème.

Dans cette affaire où des hommes ont négocié pour des femmes, il est apparu que les hommes ne pensent pas que les femmes sont des travailleurs égaux aux hommes, et qu'ils estiment que le renvoi d'une femme à son foyer ne présente pas de caractère discriminatoire.

Le Comité de Liaison des Femmes souligne que des principes graves sont en cause et que la nécessaire solidarité entre tous les travailleurs a été rompue.

La lutte des femmes de Bekaert pour maintenir en période de crise leur droit au travail à part entière,

sur un pied d'égalité avec les hommes, est aussi exemplaire que celle des femmes de la F.N. en 1966 pour l'égalité de rémunération.

Le Comité de Liaison des Femmes demande que la loi du 4 août 1978 sur l'égalité de traitement dans l'emploi, découlant de la Directive européenne du 9 février 1976, soit respectée et, pour sa part, il a décidé de déposer plainte auprès du Commissaire Richard, Responsable des Affaires sociales à la Commission des Communautés Européennes, contre le gouvernement belge pour n'avoir pas veillé au respect de cette directive dans le déroulement de la négociation paritaire qu'il a supervisée par la voie d'un conciliateur social.

1er décembre 1982

Carte de visite de Bekaert-Cockerill (Fontaine-l'Évêque)

- 2 divisions dans la production :
C = les torons ou fils pour béton précontraint,
D = la pointerie (clous).
- 280 travailleurs :
31 femmes et 245 hommes
- La production (C et D) est assurée en majorité par les hommes.
- L'emballage-encollage est assuré par les femmes.
- Fontaine-l'Évêque est la région des plus vieilles clouteries de Belgique.

Contraception : nouveautés dernière

Stop, c'est rouge !

Un architecte suisse, Edmond Desjacques, catholique romain, a mis au point un petit appareil de format poche, le *Biosele*, qui donne à la femme la possibilité de connaître ses jours de fertilité. Si tout va bien, il sera sur le marché l'année prochaine.

Tout ce qu'il faudra faire, c'est mesurer sa température en poussant sur un bouton. Si c'est vert, on peut y aller; si c'est rouge, méfiance, les jours de fertilité sont proches, mais si un flash rouge s'allume, alors... holà !

Le quotidien flamand *De Standaard* interviewé le professeur de gynécologie Brosens (K.U.L.) : « Nous avons testé cet appareil il y a six mois et, à ce moment-là, il n'était pas du tout fiable. Je suis surpris qu'il vienne bientôt sur le marché. »

Comme on lui demandait si, même parfait, cet appareil ne connaîtrait pas les mêmes inconvénients que la méthode des températures, le professeur a répondu : « Si vous voulez être absolument certaine, il faut l'utiliser en même temps qu'une autre méthode comme, par exemple, celle de Billings (examen des glaires). Mais, à ce moment, cela devient déjà fort compliqué. »

A bonne entenduse, salut !

Passe-moi l'éponge...

Lu dans le quotidien français *Le Matin* daté du 28 octobre : « Au début de l'année prochaine, un nouveau produit contraceptif sera mis sur le marché. Efficace et inoffensif.

Sperme

Le *Oakland Feminist Women's Health Center* (Californie) vient de créer une banque de sperme. Elle est destinée à aider les femmes dont le mari est stérile, mais aussi les femmes seules et les couples de lesbiennes qui désireraient un enfant. La responsable du Centre, Laura Brown, a défini ainsi sa position : « Je n'ignore pas que cette banque apparaît comme très menaçante pour pas mal de gens. Les femmes pourront dorénavant avoir le contrôle de leur corps non seulement grâce à l'avortement mais aussi en vue de la reproduction. A présent, nous pouvons choisir d'avoir un enfant sans aucune dépendance vis-à-vis de l'homme. »

Le système est si simple qu'on se demande pourquoi il n'a pas existé plus tôt : il se présente sous la forme d'une petite éponge d'Ivalon, imprégnée d'un spermicide. L'Ivalon est une mousse utilisée depuis des années en chirurgie, parce qu'elle est bien tolérée par l'organisme. Facile à poser, l'éponge est immédiatement efficace, et ce 24 h durant, quel que soit le nombre de rapports amoureux pendant cette période. On peut ensuite la retirer de une à 24 heures après ses ébats...

Expérimenté dans plusieurs services gynécologiques, à Paris, Grenoble et Marseille, le tampon a prouvé qu'il était parfaitement anticonceptionnel, et qu'il n'entraînait pas d'effets secondaires. En revanche, quelques femmes se sont plaintes d'éprouver de légères brûlures. D'autres ont eu des difficultés à retirer le tampon.

Cette nouvelle fera plaisir à celles que la prise quotidienne de la pilule hormonale avait fini par lasser, comme aux récalcitrantes du stérilet intra-utérin. Quant à celles qui avaient déjà opté pour une contraception locale, elles lui trouveront aussi des avantages : plus besoin d'interrompre brutalement des pourparlers pour aller poser son diaphragme...

Un seul inconvénient : le prix. Pharmelac, le laboratoire qui produit le tampon, envisage de vendre 40 F la boîte de six éponges. Non remboursé par la Sécu...

Les 40 francs sont français, soit 320 FB, soit 54 francs la journée d'amour. Un luxe ? Hum, si j'ai bien lu l'article, de légères brûlures et des difficultés à retirer le tampon ne sont pas des inconvénients. Je me demande si cette méthode inoffensive leur brûle aussi la... Allons, allons, trêve de générosité...

Laura Brown a elle-même choisi l'insémination artificielle et a mis au monde une petite fille, à sa plus grande satisfaction.

E.R.

Une analyste exceptionnelle...

Anna Freud, la plus jeune fille de Sigmund Freud, est morte à Londres à l'âge de 86 ans. Elle s'était surtout spécialisée dans l'étude du développement des adolescents et le traitement des névroses enfantines. Dans sa biographie de Freud, R.W. Clarck dit d'elle : « Elle était non seulement une infirmière, une secrétaire et un soutien dans l'adversité mais aussi le successeur naturel de son père, vu ses capacités exceptionnelles d'analyste. »



Bizarre, bizarre...

En Union Soviétique, les autorités font une campagne de presse contre le divorce. Elles désirent accroître le nombre d'enfants.

Une enquête a été effectuée à Dnepropetrovsk, ville d'Ukraine, où le nombre de divorces atteint la moitié du nombre de mariages. Mais que faire dans ce cas-là, sinon lancer une équipe de sociologues pour interroger les femmes ! Soixante pour cent des femmes ont déclaré préférer travailler à l'extérieur plu-

tôt que de rester chez elles, avec leurs enfants. Le journal syndical local, *Troud*, n'hésite pas à désigner du doigt les coupables : « L'aspiration des femmes au succès professionnel entraîne l'instabilité de la famille et un trop petit nombre d'enfants. » On croirait lire une feuille paroissiale ou une déclaration de certains syndicalistes de chez nous.

Le Bureau des Mariages de Moscou considère que la boisson constitue la cause principale des divorces : « Nos femmes sont très indépendantes et ne veulent pas être battues ». Vraiment bizarres, ces femmes soviétiques !

F.R.



Coup au cœur

La mansuétude des femmes me sidère toujours !

A Turnhout vient de se terminer le procès de Danny (25 ans), accusé de tentative de meurtre sur sa femme Odrada.

Le jeune couple avait passé la journée à placer des cartes de la Croix Rouge, dont ils sont membres. Le soir, au cours d'une dispute, Danny flanqua à sa femme un coup de couteau dans la région du cœur. Il se rendit compte qu'elle vivait toujours. Elle se coucha. Il revint vers elle. lui mit le couteau dans la main pour faire croire à un suicide et, enfin, téléphona au médecin. La jeune femme en réchappa. et ils filent à nouveau le parfait amour, ce qui a permis au procureur de condamner avec sursis ce mari si attentionné...

Nous sommes toutes des candidates

Madame Fanny Fuks, présidente du Conseil des femmes belges (CNFB), Angèle Verdin et Marie-Bernard Doré ont annoncé le lancement d'un Prix de la Femme de l'année, qui sera décerné en janvier prochain.

Cette nouvelle initiative du CNFB est tournée vers la presse belge dans son ensemble : les journalistes devront proposer, puis retenir la candidature d'une femme qui, agissant en Belgique, par son action a le mieux contribué à favoriser la promotion des femmes ou leur insertion, tant au niveau politique qu'économique ou social (extrait du « Sc ir »).

Les hommes se déshabillent

Au bonheur des dames ou une célébration dépourvue de sens



Marilyn Schrut/Photo

A l'angle de Sainte Catherine et de Bery, comme ils disent là-bas, une enseigne au néon qui clignote vaguement, un portier en uniforme à l'air affable, des gens qui font la file... Qu'est-ce donc qui attire ces gens? Un cinéma? Un dancing? Une boîte de nuit comme une autre, comme il y en a beaucoup dans les grandes villes. Pas très chic, pas vraiment vulgaire, non plus... en effet, une boîte.

Qu'est-ce qui fait donc courir les gens en cet automne 80 devant l'entrée un peu sombre de cet établissement bien ordinaire? C'est que, ma foi, ici, ce ne sont plus les femmes qui assureront le spectacle, mais, voyez plutôt, de l'autre côté

de la porte, des hommes, des super-mâles, admirablement bâtis, qui ont choisi de se déshabiller pour les dames et les dames uniquement (les hommes ne sont admis que s'ils sont accompagnés).

Ainsi donc, à New-York, San Francisco, Montréal, les femmes ont désormais droit à leur strip tease. Imaginez quel plaisir!

Le spectacle n'est cependant pas sans intérêt. En tout cas, il surprend.

Ce n'est pas tous les jours, en effet, que la bière est servie par de beaux jeunes gens qui ne portent en tout et pour tout qu'un slip de couleur et une paire de bottes.

Les danseurs sont, eux aussi, à la

hauteur. On en a vraiment pour son argent (une bière, ici, ne coûte que 1,50\$). Ils se déhanchent à souhait, enlèvent leurs vêtements pièce par pièce et, ma foi, vont jusqu'au bout de leur entreprise. Ils enlèvent tout, oui tout, dans un énorme frisson et devant des mains qui s'agitent de spectatrices manifestement pas indifférentes.

Les danseurs sont brillants, ils ne manquent pas d'audace (seulement... d'érection). La transe gagne une certaine partie du public féminin, qui sort alors ses billets pour les enfoncer dans les premiers slips qui passent.

Qui sont-elles? Ces filles de 18 à 60 ans, rarement élégantes, parfois jolies, qui viennent ainsi, sans complexe apparent, siffler et convoiter des anatomies qu'elles ne se payeront de toute manière pas. Sociologiquement, elles viennent de partout, elles sont indéfinissables. Les rôles sont-ils alors renversés? L'homme devient-il à son tour l'objet tant convoité? Est-ce donc la fin de la femme passive, frustrée? La libération des femmes a-t-elle atteint enfin son but? En d'autres termes, *le strip-tease masculin est-il la revanche des féministes?*

Pour pouvoir affirmer cela, il faudrait d'abord admettre que les féministes constituent un groupe monolithique avec une ligne de pensée ferme et organisée, ce qui est loin d'être le cas. D'autre part, il ne peut y avoir de revanches sérieuses dans un mouvement marginal, ponctuel, qui ne s'affiche même pas, et qui connaît quelques manifestations assez rares dans des grandes villes, toujours à la recherche d'excès et de tolérances en tout genre.

De plus, si certaines féministes ont condamné le strip-tease féminin comme offense faite à la femme, il s'agissait surtout pour elles de lutter contre une exploitation par des hommes de certaines catégories de femmes qui se déshabillent en public parce qu'un homme en a décidé ainsi. A ce titre, les strip-teaseurs sont logés à la même enseigne que leurs consœurs, car les patrons de ces entreprises "philanthropiques" sont... des mecs.

Si ce n'est une revanche des féministes, serait-ce alors un raffinement de la phallocratie? Ces créatures superbes qui viennent ainsi exciter des pauvres femmes, leur extorquer quelque argent, exhiber

leur virilité pas très conquérante pour les faire saliver, tout en sachant qu'elles retourneront chez elles, bien seules, avec des rêves peut-être, mais une soumission de plus, n'est-ce pas là une nouvelle forme de domination? La réponse me paraît devoir être non. Car, si le fantasme sexuel masculin s'est construit autour d'une femme nue que l'on admire, que l'on exhibe volontiers, même la sienne, le fantasme sexuel féminin s'est socialement élaboré autour d'un homme vêtu, richement vêtu, couvert d'accessoires qui vont de la belle voiture jusqu'au stylo, en passant par la montre en or, le portefeuille en croco (plein, de préférence). Ce qui fait rêver la femme, c'est un homme habillé qui se dévêt pour elle et pour elle seule. Par conséquent, ce jeune homme beau, même très beau, qui se dépouille ainsi en public, au son d'une musique endiablée, n'alimente pas les fantasmes sexuels des femmes. Il est simplement ridicule...

S'il y a une excitation féminine au cours du spectacle, et elle existe, elle est, à mon avis, d'un autre ordre. L'attrait ne réside pas dans le fait de voir, ou de toucher, mais de payer. Plus qu'un fantasme sexuel, il s'agit d'un fantasme social qui conduit un certain nombre de femmes à trouver excitant de glisser quelques billets de dollars dans le slip d'un homme. Le plaisir est dans l'acte de payer qui leur donne, non pas une image de libération, mais une impression de domination. Payer, en toutes circonstances, n'est-ce pas avoir des droits?

Il ne faut pas oublier non plus que beaucoup de femmes sont accompagnées d'hommes qui trouvent leur compte en disant à leur compagne: «Tiens, celui-là, je te le paye.» A travers un ou plusieurs gestes sexuels, ce sont donc des rêves de revanche sociale qui s'ébauchent.

Le strip-tease masculin, finalement, faut-il s'en étonner, s'en émouvoir. être choquée. en faire des articles? Non, certainement pas. Il s'agit, d'une autre façon, d'alimenter le commerce du sexe, sur un marché tout compte fait marginal. Le spectacle est médiocre, même si les hommes sont superbes. Il n'y a là ni pouvoir mâle, ni pouvoir femme, c'est une affaire de sous, qui excite momentanément la curiosité des femmes et qui, en tout cas, un soir d'automne 1980, alors que je séjournais à Montréal pour de tout autres raisons, a éveillé la mienne... un soir...

Bernadette Bawin-Legros

De l'effeuillage des marguerites à l'effeuillage des bleuets

Comment on devient "voyeuse"...

Françoise, explique-nous pourquoi et comment tu en es venue à assister à un spectacle de strip-tease masculin ?

J'étais aux Etats-Unis pour un mois d'études. J'habitais avec trois étudiants, deux filles et un garçon. Les filles avaient 19 et 21 ans, et le garçon 23 ans. Nous regardions souvent la télévision le soir, et il y passait une publicité vantant un spectacle de strip-tease masculin, affirmant que pour être une femme dans le coup, il fallait voir p. On voyait une série de femmes se précipiter en hurlant, en tendant les bras, en s'agitant... Bref, le délire. Les deux jeunes filles trouvaient ça terrible, et me proposèrent d'y aller. Pour ma part, j'en avais envie parce que je trouvais incroyable l'"accrochage", c'est-à-dire la publicité qu'en faisait la télévision, et je voulais voir ces femmes qui s'excitent devant des hommes qui se déshabillent. Je me suis dit que ce serait un document sociologique sur les femmes américaines. Ce qui fait que la veille de mon départ nous nous sommes fait conduire par notre étudiant dans un endroit similaire, situé dans une petite ville de province. Notre conducteur n'a pu entrer, c'était interdit aux hommes !

Le personnel, par contre, est exclusivement masculin. Nous sommes donc entrées. C'était une salle assez grande, et pas très remplie, avec au bout une petite scène éclairée ; en somme, une boîte de nuit. Il y avait là une quarantaine de femmes, des femmes de tout âge, pas de très très jeunes, pas d'étudiantes, surtout des femmes à partir de 28/30 ans et jusqu'à la soixantaine.

Parce que cela coûte cher ?

Non, pas vraiment : quelque chose comme 350 francs belges, les boissons étant à 3\$ environ. Ce n'est pas le grand Iwe. Je n'ai pas vu de femmes seules, elles sont en groupe de 4 ou 5, parfois plus.

Et le spectacle commence...

Et le spectacle commence : l'animateur en smoking arrive, se présente, dit bonsoir aux femmes et les félicite : « Vous êtes des femmes fantasmatiques parce que vous êtes la. Vous êtes des femmes libérées, vous avez certainement abandonné mari et enfants. Qu'est-ce que vous avez dû dire

pour venir ici ! Comme vous avez bien fait, vous allez avoir un spectacle formidable, nos vedettes sont extraordinaires... ».

Les strip-teaseurs se présentent les uns après les autres. Ils sont tous très jeunes : entre 18 et 20 ans, et sont ou se croient très beaux. Pour ma part, je ne les trouve pas beaux du tout.

Quand tu dis beau, à quel genre de corps masculin fais-tu référence (body-building...) ?

Non, ce ne sont pas des "Monsieur Muscle", mais plutôt des hommes élégants, le genre mannequin ; tu vois ceux qui posent pour "Eminence", même encore un peu plus jeunes.

Le premier type arrive en dansant. Il est en imper, et le système est le suivant : il se promène entre les tables *tant qu'il est habillé*. Quand on lève la main, tenant un billet de 1 dollar (50 FB), le garçon vient le chercher, et vous embrasse si vous le désirez, *c'est-à-dire* qu'il fait une petite pirouette sur la joue ou dans le cou. Certaines essayent déjà d'être embrassées sur la bouche. Ensuite, il fait semblant d'ouvrir son imper, de le fermer ; il excite un peu, puis il l'enlève et le jette. Tout le monde crie alors "Wouah!!!". Une ambiance commence à s'installer, ça s'excite de plus en plus, l'alcool aidant. Le strip-teaseur n'enlève de vêtements qu'à coup de dollars. Tant qu'il n'en reçoit pas, il danse, et l'animateur encourage : *(« Personne n'a envie d'être embrassée ? Vous n'avez pas envie d'aller voir plus loin ? Il faut qu'il retire quelque chose : vous ne savez pas ce que vous perdez... »).*

L'affaire du baiser

Dès que le garçon a enlevé son imper et son veston, il monte sur le petit podium, puis continue son effeuillage jusqu'au slip (ils en portent parfois quatre ou cinq, le dernier des slips pouvant être *taxé* de "niet en niks").

Dès ce moment-là, la manière de donner le billet diffère : les femmes placent le dollar à l'endroit de leur choix, sur leur propre corps (sur l'épaule, dans le creux du décolleté,...), bref, il y a là une recherche : ou vais-je mettre mon billet... Puis, elles s'approchent du podium en file indienne. Le strip-teaseur vient près d'elles en dansant, les regarde, les excite et -ce que je trouve absolument atroce- une espèce de malabar prend les bras

de chacune des femmes et la maintient. Cette vision m'a profondément agressée. On craint que les femmes ne montent sur la scène, se précipitent sur le type, sans doute parce qu'ils s'imaginent que les femmes se déchaînent en voyant leurs belles épaules, leurs jambes qui tricotent... Il faut ajouter aussi que puisque les femmes sont plus bas, elles ont le nez sur le bassin du gars qui se dandine. On aurait envie de prendre leurs... C'est peut-être pour ça qu'on les maintient.

La femme attend son baiser, elle en veut, tendue vers le type à moitié nu qui s'approche d'elle. Il prend son dollar, puis remonte sur le podium, et le moment tant souhaité... du baiser... sur la bouche amve enfin.

Les autres applaudissent, regardent si c'est long ou pas, puis se renseignent auprès de l'intéressée sur la qualité du baiser.

En voyant revenir les femmes, je leur demandais si c'est vraiment bon, cette affaire. Ça n'en a pas l'air. Elles me répondaient que celui-ci n'est vraiment pas bon, mais que le suivant, ça, c'est un bon "kissing man". Mais il faut bien que le spectacle avance et que l'on continue à donner des dollars, sinon on n'aura pas la suite.

Si les femmes, manifestement, en veulent, le strip-teaseur, lui, visiblement s'ennuie. Il fait son boulot mais n'a aucune envie d'embrasser. D'abord, je pense que trois sur les cinq étaient homosexuels, c'est peut-être un jugement rapide de ma part, mais il me semble que ces hommes n'aiment pas les femmes.

Ils ne font même pas semblant de les aimer ? Essayent-ils de séduire ?

Oui, ils essayent de séduire : ils avancent en se trémoussant... Mais il n'y avait même pas de gentillesse dans leur baiser. C'est ressenti comme une corvée, et cela reste pour moi des images odieuses.

Le travail de danseur, par contre, et la mise en valeur de leur petit corps, avaient l'air de leur plaire beaucoup. Ils se regardaient souvent dans les miroirs qui entourent la salle, avec l'air de dire « *Regardez comme je danse bien, regardez comme je suis beau.* »

Le strip-teaseur suivant est déguisé en policier, parce qu'il y a toutes les images : type en imperméable, puis un (faux) flic qui vient (soit disant) arrêter le présentateur, un zorro, homme du soir avec sa cape, et un



sportif. Le "policier" a eu beaucoup de succès, c'était le "bon" : il embrassait assez longuement, en effet. Des femmes faisaient la file pour être embrassées. A mesure que le spectacle avance, les femmes s'excitent et hurlent de plus en plus.



Marilyn Schrut/Photo

La scandaleuse...

Quand le dernier danseur a terminé son show, il encourage l'animateur à se déshabiller aussi, et demande aux femmes si elles veulent le voir.

Bien entendu, celles-ci répondent en chœur «*Oui, oui, on le veut!*». Tout cela fait partie du jeu. Et, pour finir, l'animateur lui-même... Les deux étudiantes qui m'accompagnaient voulaient absolument que j'embrasse un des strip-teaseurs. Moi, je ne voulais pas: ça me dégoûtait vraiment trop. Lorsque l'animateur commence son show, la fille assise à côté de moi place un billet de 1 dollar derrière ma tête. Je ne m'en rends compte qu'au moment où le garçon s'approche de moi. Mon sang n'a fait qu'un tour: je me lève, il veut m'embrasser sur la bouche et... je me détourne; il m'embrasse donc dans le cou. Puis, je commence à danser avec lui. J'enlève sa veste et la jette dans la salle, ce qui était absolument hors jeu. Il y a eu à la fois un éclat de rire – je crois que c'est le seul éclat de rire que j'ai entendu cette soirée-là – et puis, une espèce de stupeur, parce que le type n'a pas été content du tout. Alors, sans doute excitée par cet éclat de rire, j'ai suivi ce type, qui déjà me quittait, et j'ai voulu sortir la chemise de son pantalon – qui a marché, d'ailleurs – et une rumeur de blâme s'est levée.

Parce que tu transgressais les règles...

Oui. C'est à ce moment-là que le danseur est revenu vers moi, m'a prise par les mains et m'a secouée en me lançant toute une bordée d'injures. Je n'ai jamais vu une telle colère, une telle méchanceté et une telle violence dans le regard d'un homme. Je me suis dit: «*Françoise, calme-toi!*», et j'ai été me rasseoir. J'ai senti des regards de désapprobation très nets de la part des autres femmes.

Lorsque l'animateur a fini son effeuillage, les autres danseurs viennent le rejoindre sur la scène, et la course aux baisers recommence, avec en plus une certaine émulation entre les garçons.

Quand ils en ont marre d'embrasser, ou quand ils ont assez de dollars, l'un des danseurs annonce la fin du spectacle. Et, comme dans une boîte de nuit classique, il propose aux femmes d'inviter les garçons à leur table, de danser avec eux, etc.

En fait, c'est une reproduction à l'envers de tout ce que l'on peut reprocher à l'usage qui est fait du corps de la femme et de son image. J'ai trouvé cela terrible. On propose aux femmes d'imiter le comportement des hommes vis-à-vis des femmes dans ce qu'il a de plus humiliant pour elles. D'ailleurs, la référence «*Vous allez faire comme vos maris*» était souvent citée. C'est inouï que des femmes qui exigent

certaines choses pour leur vie, pour le respect de leur personne, aillent payer des hommes pour qu'ils se dégradent en vendant leur corps. Pour moi, tout ce discours était particulièrement provoquant et explique ma "bêtise".

Pourquoi appelles-tu cela une bêtise?

J'étais tellement agressée par ce qui se passait, par le discours, que je ne l'ai pas ressenti comme une bêtise. Mais en réfléchissant à l'envers de la situation, c'est-à-dire si la même chose arrivait à une strip-teaseuse, dont le métier est aussi de provoquer les hommes, dans ce cas – un homme qui la toucherait et l'agresserait –, je trouverais cela dégoûtant et stupide. C'est pourquoi j'estime que ce que j'ai fait est une idiotie.

Hommes, femmes : effeuillage égal ?

Il y a plusieurs choses qui diffèrent dans le strip-tease masculin par rapport au strip-tease féminin : d'abord, ce baiser. Je trouve un côté «*romance*» dans l'attente de ce baiser. Par les femmes. Cela n'existe pas dans le strip-tease classique. D'ailleurs, on ne peut imaginer que les hommes se contentent d'un baiser sur la bouche donné par la strip-teaseuse.

A mon avis, le baiser a quelque chose de très américain, c'est le symbole d'une liaison. Je sais que des strip-teaseurs se produisent en France, mais ils n'embrassent pas. Toutes les femmes ne veulent pas être embrassées sur la bouche. Il y a un code qui différencie celles qui veulent de celles qui ne veulent pas.

Ce qui est frappant aussi dans ce genre de strip-tease, c'est qu'à un moment donné, un contact physique est possible entre le strip-teaseur et les femmes. Cela voudrait dire qu'il ne suffit pas pour les femmes de "voir" un homme qui se déshabille, il faut une excitation supplémentaire, due à la possibilité de recevoir un baiser.

Je ne crois pas que la vue d'un homme qui se déshabille peut tellement exciter une femme. Pour ma part, je ne trouve pas le corps masculin beau comme peut l'être celui d'une femme. Et puis, la manière dont ils se dandinent et mettent tous les symboles sexuels en avant, c'est plus ridicule qu'érotique. Peut-être que pour les femmes qui viennent là, se dire qu'elles vont être embrassées de manière extraordinaire les comble et leur donne le sentiment d'avoir fait quelque chose d'exaltant.

La deuxième différence est que dans ce type de spectacle les hommes ne peuvent pas rentrer. Comment peut-on expliquer cela?

C'est pour renforcer l'idée «*Vous êtes de grandes filles toutes seules, qui décidez de votre vie, de l'emploi de votre temps et de votre argent...*».

Et puis aussi, parce que peu de maris accepteraient de voir leur femme embrasser d'autres hommes.

Cette interdiction me fait penser aux débuts du mouvement des femmes. Là, les femmes avaient choisi de se réunir entre elles, dans ce qu'on appelait les groupes de prise de conscience. Elles utilisaient l'absence des hommes pour jouer avec l'idée de la "femme libérée", vantée tout au long du show.

Les femmes sont-elles hystériques ?

Quand tu nous racontais tout cela, j'avais l'impression de voir un pensionnat de filles qui se défoule. C'est un peu cette corde qu'on exploite?

Dans les spots publicitaires, on nous montre ces femmes qui hurlent, déchainées. On sait donc, quand on entre là-bas, que l'on doit crier. Le modèle que l'on donne dans ce spot est celui d'un spectacle hystérique: «*Allez vous rincer l'œil dans une ambiance terrible*», et l'ambiance, c'est de hurler à chaque fois qu'un type enlève un vêtement. Ça va de plus en plus fort, il faut se manifester.

Tu ne crois pas qu'il existe un "a priori", que les femmes sont hystériques, et que lorsqu'elles assistent à un spectacle de ce genre, elles ne savent pas modérer leurs élans et qu'il faut donc les maintenir.

C'est évidemment l'idée qu'on a quand on assiste à ce spectacle.

D'ailleurs, la preuve, c'est toi ! Exactement.

Document sociologique

J'ai demandé aux femmes pourquoi elles venaient. Certaines m'ont dit que c'était pour rigoler. D'autres parce qu'elles choisissent un type et reviennent pour lui. «*Il embrasse bien; c'est tellement bon d'être bien embrassée...*», disait l'une d'entre elles. «*Je trouve cela formidable*», disait une autre. Beaucoup d'entre elles ne travaillent pas, et viennent avec l'argent du mari. D'autres jouent aux cartes et viennent avec la cagnotte. De plus, elles trouvent très amusant que ce soit leur mari qui vienne les conduire et les rechercher.

Prendre l'air

Bonjour,
Nous sommes très contentes de vous annoncer l'ouverture d'un nouveau lieu réservé aux femmes, et ce à partir du 15 décembre 1982 :

Le **Point du jour, 206**

4260 Pitet (Fallois)

Tel. 019/69 97 95

- Grande maison, isolée à la campagne ;
- Hébergement / Restauration / Stages / Animation ;
- Possibilité d'accueillir des femmes et des groupes de femmes qui souhaitent organiser leur propre activité.

Merci, et à bientôt.

Martine

Mesdames,

Je me permets d'attirer l'attention des femmes sur un problème qui, bien que très mineur à côté de nombreux autres (avortement, les femmes battues, le chômage frappant surtout les femmes,...), n'en est pas moins significatif d'une certaine conception de la femme.

Il s'agit de la discrimination des femmes à travers les appellations "Madame" et "Mademoiselle". Ce serait tellement plus respectueux et plus logique si tout le monde appelait toute femme "Madame",... tout simplement comme on dit "Monsieur" à tous les hommes, quel que soit leur état civil officiel. Nous sommes nombreuses à souhaiter un changement dans ce sens. Avec toute ma sympathie et mes meilleurs sentiments,

Mme E.P., Virton

Précision

Dans notre interview d'Emilienne Brunfaut, il fallait attribuer au Comité National d'aide à l'Espagne républicaine ce que nous avons attribué au Rassemblement Universel pour la Paix.

Le Rassemblement Universel pour la Paix a été très actif au moment de la guerre d'Espagne, notamment dans l'organisation du Rassemblement Mondial qui eut lieu à Bruxelles en 1936, au stade du Heysel, et qui a réuni une foule considérable (cf. photo qui montre l'importante participation "spécifique" des femmes).

Pour être militante, (on n'en est pas moins femme...

Si la vie d'une femme n'est pas rose chaque jour, celle d'une militante, bien souvent déchirée, est plus dure encore. Je n'ai pas le moindre regret d'avoir choisi cette voie, au contraire.

Comme vous toutes, j'ai aimé, j'ai été heureuse, j'ai souffert d'inquiétude et de détresse. J'ai tremblé, j'ai connu des déceptions.

Oui, j'ai aimé pendant plus de quarante ans le compagnon de ma vie, mon mari, mon amant, le père de mes enfants.

J'ai perdu mon premier bébé à l'âge de 7 mois, et on a tué ma fille, Louise, qui avait 32 ans.

J'ai savouré mes jours de bonheur, j'ai lutté contre l'adversité, j'ai pleuré mon chagrin, j'ai assumé la vie des autres et la mienne tout en combattant.

J'ai distribué à chacun mes joies et j'ai travaillé toujours plus durement pour dépasser mon chagrin, aidée par l'affection de mes enfants et de mes six petits-enfants et soutenue par l'amitié d'innombrables femmes de mon pays et d'ailleurs.

Aujourd'hui, le dernier tournant de ma vie se profile. Je suis persuadée que si j'ai dû vaincre des obstacles, j'ai sûrement choisi la meilleure part de la vie en luttant pour la justice sociale, pour l'égalité des femmes et des hommes, pour la paix.

Non pas que j'aie conscience d'avoir accompli ma B.A. chaque jour - il ne s'agit pas de cela - mais de m'être consacrée à la cause de la vie.

Par leurs luttes, les femmes ont amoncelé des droits dans tous les domaines et, quoique certaines, les conditions de vie ont été largement améliorées. Elles ont beaucoup de droits, mais tous ne sont pas appliqués : le temps de l'égalité des sexes n'est pas encore venu, il n'est pas voulu, il n'est pas pensé, parce que nous vivons dans une société inégalitaire où - nous le voyons au travers de la crise - les riches deviennent plus riches, les pauvres plus pauvres. Ceux qui sont favorisés n'ont pas envie du moindre changement.

Or, les aînées, qui laissent un travail essentiel à charge des plus jeunes, adjurent les jeunes de s'orienter courageusement vers le changement. Je voudrais qu'elles se sentent mobilisées et, qu'au besoin, elles forcent les portes que d'aucuns persistent à verrouiller. Malgré tous les combats menés par le monde du travail, il faut encore gagner la réforme profonde de ce monde - la crise économique actuelle nous le prouve suffisamment.

Allez vers le changement : c'est la voie à suivre. Réclamez-le et imposez-le. Prenez votre place dans la vie politique, économique, sociale et culturelle. Femmes, vous êtes l'espoir et la jeunesse du monde... Vous avez la force, la connaissance et si vous déployez vigueur et union, vous remporterez la victoire.

Soyez les "battantes" du 20e siècle, de l'avenir...

Emilienne Brunfaut

11/11/1982

Mais c'est le Comité National d'Aide à l'Espagne républicaine qui a organisé l'essentiel de l'aide matérielle à l'Espagne. Ici aussi, les femmes ont joué un rôle très important : création de l'hôpital d'Ortigueira, accueil et adoption d'enfants espagnols, récolte d'argent, de vivres, de médicaments, ... (cf. photo).



Photos extraites du livre sur Isabelle Blume, Fondation Jacquemotte, Bruxelles, 1976.

Je vais essayer d'y penser...

Un entretien avec Brigitte Ernst, écologiste, 25 ans, Echevin de la Jeunesse et des Sports à Liège

Brigitte Ernst, nous voulions savoir quelles conditions votre mouvement avait mises pour entrer au Conseil communal de Liège, conditions qui ont été plus ou moins acceptées, semble-t-il.

Brigitte Ernst - Il y avait effectivement trois conditions - qui étaient trois conditions nationales - que nous avions posées pour pouvoir participer à un pouvoir quelconque. La première condition, c'était l'organisation de référendums d'initiative populaire, c'est-à-dire qu'à la demande d'une fraction de la population (10 à 20%) il soit permis aux gens de se prononcer sur une question qui les concernerait, avec une limite toutefois, que ces questions ne puissent aller à l'encontre de la Constitution belge et surtout de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. La deuxième condition, très importante pour nous, en ce qu'elle représente une plus grande participation des habitants et des citoyens au pouvoir, c'était l'institution de Conseils de quartiers. Nous voulons rapprocher le pouvoir des citoyens: nous considérons que les fusions de communes ont été une très mauvaise chose et nous voulons par les Conseils parvenir à donner aux gens d'un quartier les moyens de décider, d'avoir la prise en charge effective de tout ce qui concerne leur quartier: aménagement vie collective, structures sportives et culturelles, crèches,...

Comment imaginez-vous que seraient constitués ces Conseils de quartier? Quelle serait la représentativité des gens? Est-ce que tout le monde pourrait y aller, ou bien y aurait-il des représentants?

B.E. - A Liège, qui compte 200.000 habitants, nous avons pensé à une élection à la proportionnelle, étant donné qu'une assemblée ne peut pas être trop nombreuse. Serait électeur, tout habitant de 16 ans domicilié dans son quartier depuis un minimum de six mois, et en utilisant une définition aussi large, nous entendons bien inclure les immigrés. Les conditions d'éligibilité seraient les mêmes. Le nombre de représentants par Conseil n'est pas encore fixé: il dépendra du nombre d'habitants. Nous insistons aussi sur le fait que nous ne voulons pas imposer aux habitants les

Conseils de quartier; nous ne voulons pas les forcer à participer au pouvoir si cela ne les intéresse vraiment pas. Nous considérons qu'il faut une certaine initiative, une certaine demande de la part des citoyens: 10 à 20% d'entre eux, environ. Il faudrait donc une demande préalable.

Si les gens qui ont envie d'être élus doivent se présenter, quelles catégories de personnes penses-tu avoir? Crois-tu vraiment qu'il y aura beaucoup d'immigrés, de femmes, de jeunes? Il n'y aura pas une représentativité proportionnelle à la population?

B.E. - Nous nous sommes aussi posé la question. Mais nous avons pensé que nous ne devions pas nous-mêmes imposer des critères ou des quotas. Ce que nous voudrions suggérer, c'est que, si possible, il n'y ait pas trop d'interférences des partis politiques traditionnels, c'est-à-dire que les gens qui seront élus le soient pour leur personne, pour leurs idées, et pas pour l'étiquette de leur parti.

N'y a-t-il pas un risque que ce soient toujours les mêmes qui se retrouvent dans ce genre de Conseil: le pharmacien, le professeur, etc.?

B.E. - Bien sûr, il y a un risque. Mais l'expérience que nous avons déjà à Liège des Comités de quartier est assez positive, et les compétences que nous voulons donner sont très proches des gens. Elles seront données pour rapprocher le pouvoir des gens, pour démystifier un peu le système de pouvoir, et nous pensons que les gens seront moins effrayés par tout ce que cela peut impliquer à leur niveau. Bien entendu, cela exige une certaine information, un certain temps libre aussi, mais nous avons l'espoir que si on fournit cet instrument aux gens, ils parviendront à l'utiliser.

Est-ce que vous faites déjà un travail de sensibilisation au niveau des quartiers pour aller dans ce sens?

B.E. - Jusqu'à maintenant, le mouvement Ecolo à Liège a été surtout centré sur son organisation propre et sur les élections. Mais par le fait que nous accédons maintenant à une fraction du pouvoir, nous allons essayer de disséminer ce pouvoir au maximum. C'est pour cela d'ailleurs que l'Echevinat que



je vais être appelée à exercer comprend dans ses attributions les relations et la participation avec les quartiers. J'espère bien qu'avec le personnel communal qui sera mis à ma disposition, nous pourrions répercuter mieux l'information de ce qui va se passer au Conseil communal et, d'autre part, percevoir mieux les demandes et les désirs des gens.

Alors, il y avait un troisième point...

B.E. - Effectivement, et celui-là aussi nous paraît important au niveau communal, c'est d'introduire une plus grande transparence et une plus grande démocratisation dans les intercommunales. Une intercommunale, c'est un organisme, un organe, qui est mis en place entre plusieurs communes pour gérer certains problèmes spécifiques, par exemple les transports, la distribution d'eau, de gaz, d'électricité. Il y a deux sortes d'intercommunales: les intercommunales dites pures, qui comprennent uniquement des représentants politiques des différentes communes concernées, et les intercommunales dites mixtes, qui associent les représentants politiques - donc le pouvoir communal - à ce qu'on appelle des techniciens, sociétés privées qui sont censées être plus à même d'aborder les problèmes techniques qui se posent à une intercommunale.

Ce que nous souhaitons, c'est d'abord une plus grande transparence dans les comptes des intercommunales et, d'autre part, que le pouvoir politique retrouve toute sa force et tout son impact au sein de ces intercommunales. Nous ne souhaitons pas que des questions soient écartées de ce pouvoir politique sous prétexte de technicité. A Liège, nous avons une demande particulière. Il y a une intercommunale, Socolie, qui est une intercommunale pure, mais qui a, par le

bias d'une autre société publique, la Société de Production de l'Energie, une participation de 4% exactement dans les nouvelles tranches nucléaires de Doel et de Tihange. Nous souhaitons que la Socolie, qui est liégeoise, se dégage de cette participation. Il a fallu discuter un certain temps pour voir comment cela pourrait être aménagé, parce que nous ne souhaitons pas que tout cela soit transmis au privé et qu'il n'y ait plus de contrôle des pouvoirs publics et communaux liégeois sur ce qui allait se passer. Nous avons obtenu l'engagement ferme que le dégagement de la Socolie du nucléaire serait réalisé dans les cinq premières années de la législature. Et aussi que les bénéfices qui seraient éventuellement enregistrés par la Socolie soient utilisés à étudier comment on pourrait remplacer cette production d'énergie nucléaire par une production d'énergie différente, soit énergie nouvelle, soit énergie traditionnelle mais aménagée, production combinée de chaleur et d'électricité, qui nous paraît une formule plus intelligente de produire de l'énergie.

Question idiote: comment se fait-il que cela ait été accepté? Comment l'expliquez-vous?

B.E. - Les prises de position socialistes au niveau wallon ont été, ces derniers temps, des positions anti-nucléaires. Ce qui a permis que certains courants socialistes aillent plutôt dans notre sens. Maintenant, savoir pourquoi le rapport de forces s'est établi dans ce sens-là, c'est difficile à dire. On peut peut-être dire que c'est parce que pour Liège, jusqu'à maintenant, la production d'électricité nucléaire n'était pas vraiment indispensable, et que sa participation dans le nucléaire ne représente que 4%. C'est un début d'explication, mais j'aimerais croire que cela traduit aussi un nouveau courant de pensée qui traverse le Parti socialiste.

Le nucléaire nous ramène vers le problème des grandes options fondamentales. A long terme, quels sont vos grands projets de société, et comment imaginez-vous d'y arriver?

B.E. - Le projet de société Ecolo, c'est d'abord tout ce qui touche à la qualité de la vie et ensuite une vision différente de la société, en ce sens que nous sommes absolument opposés à un productivisme effréné. Nous pensons que la qualité de la vie ne passe pas nécessairement par la consommation et



nous voulons essayer de réhabiliter et de promouvoir un autre circuit économique, un autre système de valeurs aussi au sein de la société. Une autre chose qui nous paraît importante, c'est de rapprocher le pouvoir du citoyen et de rendre aux gens de tous les jours une fraction du pouvoir qui est en fait exercée par une classe politique professionnelle. C'est pourquoi, parmi les options fondamentales du mouvement Ecolo, on retrouve ce qu'on appelle le fédéralisme intégral. Ce système consiste à rendre le plus de pouvoirs possible aux gens qui sont concernés. On aurait ainsi un niveau de pouvoir qui serait le quartier, lequel, pour des décisions plus importantes, serait fédéré en communes, lesquelles seraient fédérées en provinces ou régions, elles-mêmes fédérées en pays, et l'on peut même élargir cela jusqu'à l'Europe. Je pense que ce sont les deux choses essentielles à dire : réappropriation par l'individu du pouvoir politique et des décisions qui le concernent, réappropriation également par l'individu de tout le système économique via un autre système de production, qui serait plus orienté vers une qualité de la vie que vers une quantité des objets produits et vers une croissance dont nous estimons qu'elle ne correspond plus à la réalité actuelle.

Pratiquement, par rapport à cette réalité – la crise économique, le nombre croissant de chômeurs – comment imaginez-vous d'aller vers l'objectif que vous décrivez ?

B.E. – La crise, c'est à la fois quelque chose de très négatif, dans la mesure où elle est supportée le plus durement par ceux qui ont les conditions économiques les moins favorables, mais c'est aussi très positif en ce qu'elle nous fait comprendre que nous avons vécu jusqu'ici au-dessus de nos moyens, que nous avons utilisé l'énergie et les ressources naturelles d'une manière aberrante et sans tenir compte du futur. Comment pallier les effets de la crise ? A mon avis, le plus important, c'est le partage du travail : le travail ne doit pas être monopolisé par quelques-uns, les plus qualifiés, mais redistribué à travers la société, puisque manifestement la masse de travail nécessaire est moins importante et le restera probablement.

Ce qui se passe en ce moment, c'est plutôt qu'on ne redistribue pas le travail, mais qu'on renvoie les femmes à leur foyer...

B.E. – C'est un fait auquel personnellement je suis très opposée. Je pense qu'il faut laisser à chacun son libre choix. Nous ne voulons

pas non plus empêcher ceux qui veulent travailler avec acharnement de le faire.

Ceux qui travaillent comme des fous en empêchent d'autres de le faire, il faut le reconnaître...

B.E. – Oui, dans la mesure où ils empêchent leur accès au circuit monétaire. Mais on ne peut pas non plus empêcher quelqu'un de travailler bénévolement, s'il le souhaite. Pour les femmes, je veux dire qu'il n'est pas question de les renvoyer toutes à leur foyer. La solution, c'est de partager au sein de la société, entre les hommes, entre les femmes, tous ceux qui le souhaitent, les tâches – qu'il s'agisse de tâches de travail extérieur ou à l'intérieur du foyer. Je pense qu'il n'y a pas de ségrégation à faire à ce niveau-là, et que c'est un peu court de dire que si l'on renvoie les femmes au foyer, la crise sera résolue. On assiste à un retour en arrière. On accuse souvent les éwlos d'être rétrogrades, mais ceux qui sont rétrogrades, à mon avis, ce sont ceux qui souhaitent que subsiste cette division de la société selon un axe masculin/féminin, les hommes travaillant à l'extérieur, les femmes à l'intérieur.

Par contre, partager également le travail à l'extérieur et à l'intérieur du foyer entre hommes et femmes, me paraît beaucoup plus enrichissant pour les deux, et beaucoup plus conforme à une vision d'avenir où chacun partage ses centres d'intérêt entre différents milieux, entre différentes activités.

Jusqu'à présent, tu disais "nous", et maintenant, tu dis "je". Ce que tu viens de dire, est-ce une option personnelle ou bien l'option du groupe ?

B.E. – Je pense que c'est l'option du groupe. Ecolo ne traite pas spécifiquement des problèmes féminins, dans la mesure où il considère que la distinction homme/femme au niveau du travail ne se justifie pas. J'ai parlé en mon nom parce que c'est une question qui n'a pas été discutée de manière fondamentale au sein du mouvement, mais je pense que mon opinion est partagée.

Existe-t-il dans votre groupe une Commission Femmes, ou avez-vous le projet d'en avoir une ?

B.E. – A ma connaissance, il n'en existe pas, en tout cas pas à Liège. Pour qu'il en existe une, il suffirait d'une demande à Ecolo. Les commissions se créent suivant le désir des membres. Les propositions sont soumises à une assemblée Ecolo, et ensuite la commission étudie les problèmes qu'elle souhaite traiter.

Jusqu'à présent, donc, personne n'a eu cette envie. Penses-tu, toi, que ce serait important d'avoir une Commission féminine au sein d'Ecolo, qu'il y a quelque chose de spécifique à faire ? De la façon dont tu parles des hommes et des femmes dans le monde du travail, on voit bien qu'ils devraient y être sur un pied d'égalité, mais on ne voit pas très bien comment on y arriverait. Par exemple, tu parles de diminution du temps de travail et de répartition. Dans la pratique, on introduit le travail à temps partiel, et ce sont les femmes qui le prennent, parce que cela leur permet de faire le ménage et parce que leurs salaires sont inférieurs à ceux des hommes, globalement. A ton avis, y a-t-il quelque chose de spécifique à faire, au niveau des femmes, ou bien est-ce que cela va se régler de soi-même quand on aura fait un peu la révolution ?

B.E. – J'aimerais que ce problème ne doive même pas se poser au sein du mouvement Ecolo. Je le souhaiterais franchement, mais il est vrai que nous sommes confrontés à une société extérieure et que nous devons accorder une attention particulière à ces problèmes.

Au sein du mouvement, j'ai l'impression que les relations hommes/femmes ne posent pas de problèmes cruciaux. Je remarque seulement – et c'est peut-être dommage – que parmi les militants, parmi l'Assemblée Ecolo, on retrouve quand même plus d'hommes que de femmes.

Au niveau des élections, comment cela s'est-il passé ? Pourquoi toi, et pourquoi pas un homme ?

B.E. – Je peux essayer d'analyser les résultats du scrutin. Ceux qui votent pour Ecolo, votent en général en tête de liste. Ils se prononcent pour des idées plutôt que pour des personnes, et d'ailleurs nous ne faisons pas de campagne personnelle. Mais parmi les votes de préférence, on a remarqué que les 14 femmes de la liste, soit environ un quart, avaient regroupé à elles seules plus de 56% des voix de préférence. On peut donc dire, pour Liège en tout cas, que nous avons eu une proportion de voix féminines très importante, et je crois que le fait que j'ai été choisie comme Echevin tient vraiment à ce que l'Assemblée voulait que cela se reflète au niveau de la présentation Ecolo au sein du pouvoir communal. J'étais quatrième sur la liste, et avant moi, il y avait trois hommes. C'est donc par une volonté de l'Assemblée que j'ai été élue. Pour que cela reflète mieux le vote.

Vous n'avez pas dû vous battre ?

B.E. – Non, non. Cela a été un peu discuté. Il y avait deux candidats en lice. Il a fallu discuter, mais se battre, non. De toutes façons, s'il s'était agi de deux autres personnes, deux hommes ou deux femmes, il aurait fallu en discuter aussi.

A ton avis, pourquoi tant de votes se sont-ils portés sur des femmes sur la liste écologiste ?

B.E. – Je pense qu'effectivement il y a beaucoup de femmes qui votent pour Ecolo. Le mode de vie Ewlo et la philosophie Ewlo séduisent beaucoup de femmes, par le souhait de qualité de vie, une vie qui ne soit pas axée sur le productivisme, le pouvoir, la violence. La société proposée par Ecolo est fondamentalement non violente, vis-à-vis des individus et vis-à-vis de la nature.

On en arrive au problème du pacifisme et de la guerre. Vous avez pris position là-dessus ?

B.E. – Oui, bien sûr. Au niveau communal, notre position est très nette. Nous souhaitons que Liège se déclare "commune dénucléarisée" aussi bien dans le domaine militaire que dans le domaine civil. Plus généralement, Ecolo est par tradition un mouvement non-violent, et je citerai à cet égard une petite anecdote amusante : dans les attributions de l'Echevin de la Jeunesse et des Sports, il y a notamment le tir communal, et nous avons demandé que ce tir communal ne soit pas repris dans les attributions des Ecolos.

Une autre question. Il est évident qu'une grande partie de la richesse de nos pays développés repose sur l'exploitation du tiers monde. Est-ce qu'il y a une position particulière d'Ecolo sur ce sujet ?

B.E. – Oui. Nous souhaitons que les pouvoirs publics redistribuent un pourcentage de leurs revenus – 1%, c'est vraiment très modeste – aux pays du tiers monde via les organisations nongouvernementales. Comme vous le savez, Liège est dans une situation financière très difficile. Nous sommes en négatif, et il serait difficile de distribuer un pourcentage négatif, mais nous avons mis en place un système qui associe deux de nos objectifs : nous souhaitons que tous les mandats qui sont exercés en cumul par des Echevins ou des Conseillers communaux, que l'argent qu'ils reçoivent, soit dans des intercommunales, soit dans des sociétés, puisse être versé sur un compte commun, dont la gestion serait assurée en coopération avec des organisations non-gouvernementales pour assu-



rer un jumelage entre des quartiers de Liège et des régions défavorisées du tiers monde. Par là, nous nous opposons à la fois au cumul des pouvoirs chez les conseillers communaux, et nous apportons des ressources à ces organisations non-gouvernementales. Nous espérons ainsi faire prendre conscience aux gens, et leur permettre d'avoir une relation plus personnelle au niveau des quartiers avec une région défavorisée du tiers monde. Ce n'est donc plus une question de jumelage de prestige avec une grande ville d'Afrique ou d'Asie, mais un jumelage au niveau d'un quartier avec un projet choisi.

En tant que femme et en tant qu'Echevin, tu es en accord avec les positions politiques de ton Mouvement Est-ce que le fait que tu es une femme va faire passer certaines choses, ou bien y a-t-il des priorités qui ne seraient pas les mêmes si un homme avait été élu à ta place ?

B.E. - En tant que femme, je ressens plus particulièrement la nécessité de ne pas faire du pouvoir une espèce de manteau ou de couronne dont on se pare et de montrer autour de moi que ce pouvoir, je ne le recherche pas pour moi, que c'est seulement un moyen de faire changer les choses, de les faire avancer dans le sens qui me paraît le meilleur. Je pense que les femmes ont moins exercé le pouvoir et y voient moins un moyen de promotion personnelle. Sur ce point, il est important d'être une femme.

Tu rejoins là le thème central choisi cette année par l'Université des Femmes, celui du pouvoir. Les femmes, en tout cas dans les milieux féministes, ont rejeté le pouvoir, un pouvoir qu'elles ne voulaient pas exercer. Mais toi, tu sembles dire qu'il faut quand même un certain pouvoir pour faire avancer les choses ?

B.E. - Oui. Nous en avons beaucoup discuté à Ecolo, dans la mesure où toute participation à un pouvoir, et surtout avec des personnes qui avaient participé au pouvoir communal antérieurement, entraînait manifestement certains renoncements de notre part et certaines prises de responsabilité dans une situation que nous n'avions absolument pas voulue. Mais il nous a semblé qu'il était nécessaire de saisir cette occasion dans la mesure où nous ne faisons pas de la politique pour nous-mêmes mais pour faire changer les choses. En soi, le pouvoir pour le pouvoir ne nous intéresse pas, et moi encore moins.

Et si jamais tu te laissais prendre aux charmes de ce pouvoir, est-ce

qu'il y aurait un contrôle de ton mouvement ou de tes électeurs, des garanties pour eux que tu ne te laisses pas aller à faire des concessions ?

B.E. - J'ai été élue Echevin par l'Assemblée Ecolo de Liège, et elle pourra toujours me demander des comptes sur mon action et la manière dont je travaille. Cela s'est passé tout au long des négociations, et cela va continuer sans doute dans les six années à venir. Mais, bien sûr, une Assemblée Générale ne peut pas tout contrôler. Cependant, sur les décisions fondamentales, nous aurons toujours des comptes à rendre à cette Assemblée, et elle pourra nous démettre comme elle nous a mis au pouvoir.

Par rapport à ta vie personnelle, qu'est-ce que cela va représenter pour toi, cet Echevinat : comme investissement en temps, en travail, etc. ?

B.E. - Je suis célibataire, et j'ai toujours attaché beaucoup d'importance à toutes les activités que j'avais à côté de mon travail. Je travaille à l'Université de Liège, et j'ai demandé un congé politique parce qu'il est bien précisé que la fonction d'Echevin est une fonction à temps plein, qui ne peut pas être cumulée avec une autre profession. Et cela correspond tout à fait à ma vision des choses. Je n'ai pas l'impression que j'aurais pu faire deux choses à la fois.

Est-ce que les autres Echevins cumulent ?

B.E. - Légalement, il est permis de cumuler. Mais à Liège il a été clairement formulé dans l'accord de majorité que le cumul est interdit. Liège est une grande ville, et donc cela se comprend. Mais cela n'a pas toujours été le cas, et notamment dans la législature précédente.

Donc, le temps que tu vas consacrer à l'Echevinat va remplacer le temps que tu consacrais à ton travail ?

B.E. - Il va même en prendre un peu plus, et cela ne correspond pas tout à fait à mon optique de vie, ni à celle des Ecolos en général, car nous souhaitons avoir plus de temps à l'extérieur. Mais à partir du moment où l'on croit à ce qu'on fait, il faut accepter de faire un sacrifice. Comme je ne compte pas faire une carrière politique, je sais que ce ne sera pas toute ma vie comme ça, et je l'accepte en pensant que par mon action j'arriverai peut-être à ce que ce ne soit plus comme ça pour les autres non plus.

Tu peux aussi imaginer que d'autres prendront la relève ?

B.E. - Oui, pourquoi pas ?

Mais dans un an tu seras peut-être prise dans un engrenage ? Vous y avez déjà réfléchi ? Vous êtes-vous fixé des temps-limites ?

B.E. - Nous n'avons pas fixé un temps limite, qui serait comme un couperet pour tout le monde. Mais nous avons réfléchi à la question du renouvellement des élus. Nous pensons quand même que pour exercer convenablement un métier, il faut un minimum d'expérience. Un an serait un délai trop court. Il va falloir assimiler beaucoup de connaissances : les circuits de l'administration, par exemple, et les dossiers ; il va falloir établir des contacts avec les gens et ceux avec qui on travaille. Tout cela prend du temps. Alors, un an, c'est trop court. Ce qui ne veut pas dire que je souhaite exercer mon mandat pendant six ans, je ne le pense pas. Si j'entrevois la possibilité de former quelqu'un d'autre et de lui laisser la place, je le ferai certainement.

Et si personne ne se présente ?

B.E. - Il n'y aura sans doute pas de problèmes. Au niveau communal, nous sommes six élus, et nous avons six suppléants qui sont déjà désignés. Ce serait vraiment un coup de malchance incroyable s'ils étaient tous indispensables en même temps !

Est-ce que ce n'est pas un choix politique à faire que d'être moins rentable et moins efficace, mais plus démocratique ? Admettons que tu ne soies vraiment au courant qu'après deux ans, ce serait un véritable choix que de te remplacer à ce moment. Est-ce que vous y avez réfléchi dans cette optique-là ?

B.E. - C'est comme cela que nous le ressentons, en effet. Un an, ce serait sans doute trop court comme temps d'adaptation, mais trois ans, ce doit être suffisant. Et nous espérons bien effectuer une rotation après trois ans, en ayant recours aux suppléants désignés.

On t'a donné l'Echevinat de la Jeunesse et des Sports. Comment ce choix a-t-il été fait ? Les femmes ont souvent droit à l'Echevinat de la Famille ou de la Jeunesse et des Sports, mais on ne leur donne pas l'Aménagement du Territoire.

B.E. - Cela relève un peu d'un souhait personnel. Je n'ai que 25 ans et je ne me sentais pas à même de prendre en charge des problèmes trop importants et aussi énormes que l'Aménagement du Territoire ou le Logement, qui ont une grosse administration, un gros parc immobilier à gérer. D'autre part, le pro-

blème des relations avec les quartiers et la participation, ce sont des problèmes qui me tiennent vraiment à cœur, et je souhaite y apporter tout ce que je peux.

Crois-tu que tu aurais pensé la même chose si tu avais été un homme de 25 ans ?

B.E. - Comment savoir ? Cela tient peut-être à ma conception personnelle, au fait que je ne suis pas assez sûre de moi.

C'est justement la question que nous nous posons par rapport aux femmes. Tu choisis ce qui t'intéresse, mais ce n'est pas un hasard s'il s'agit des problèmes de la jeunesse et des relations avec les gens, mais c'est très caractéristique par rapport aux femmes. Et tu dis aussi que tu n'es pas encore capable de t'occuper de l'Aménagement du Territoire.

B.E. - Cela tient sans doute à mon éducation et à tout ce qu'il y a derrière moi.

Quel âge a celui qui s'occupe de l'Aménagement du Territoire ?

B.E. - 34 ans. Et il a déjà travaillé dans une administration. Il était attaché consulaire.

Parle-nous un peu des relations hommes/femmes au sein du mouvement Ecolo. Il y a sûrement des petits problèmes, des petits heurts dans les priorités attribuées.

B.E. - Dans les priorités de parole, certainement pas. Au niveau de la réflexion, je ne pense pas non plus. Dans la vie quotidienne, il se passe souvent ceci : quand un couple est écolo, les deux personnes sont pareillement motivées, mais c'est souvent l'homme qui participe aux réunions et aux assemblées pendant que la fille reste avec les gosses et s'occupe du minage. On m'en a déjà plusieurs fois fait la réflexion : l'homme dit que sa femme aimerait bien participer, qu'elle est de tout cœur avec le mouvement, mais que ce n'est pas possible à cause des gosses.

Et évidemment, ils n'imaginent pas de garder les gosses pour que la femme vienne aux réunions. Est-ce que vous avez posé cette question dans le mouvement ?

B.E. Je ne l'ai jamais posée directement à quelqu'un. Je ne pourrais pas dire si cela semble évident aux hommes d'assister aux réunions s'ils le souhaitent, et pas de garder les enfants. Ou bien s'il s'agit simplement d'une question de rôle, du fait que c'est l'homme qui a l'habitude de prendre la parole, c'est l'homme qui est l'organisateur. La



filles se dit qu'elle n'est pas vraiment indispensable, qu'elle n'a pas vraiment de s'exprimer. Mais c'est dommage.

Vous pourriez faire remarquer qu'il y a eu beaucoup de votes pour les femmes et **mettre cela en valeur** pour montrer aux hommes que le désir des femmes, c'est qu'il y ait des femmes.

B.E. - C'est vrai. Et je tiens à dire qu'il y a tout de même des femmes écolos aux réunions.

Mais toi, par exemple, tu es **célibataire**. Crois-tu que ce serait pareil si tu avais des enfants ?

B.E. - Ce serait sûrement plus difficile. Je serais manifestement moins disponible vis-à-vis des gens, puisque je devrais l'être plus pour mes enfants. Là, il n'y a rien à faire, on ne peut pas sacrifier ses gosses...

Les hommes le font bien...

B.E. - Je ne crois pas. Ils ne sacrifient pas leurs gosses. Parmi ceux qui sont amenés à être Echevins écolos, ceux qui sont pères de famille ont aussi besoin d'être disponibles le dimanche ou au moins une après-midi pour jouer avec leurs gosses.

La grande **différence** pour eux, c'est

qu'ils sont toujours **sûrs** qu'il y a quelqu'un à la maison pour **s'occuper** des enfants. Les gosses ne **sont** pas sacrifiés, mais qui **est dans** l'histoire ?

B.E. - C'est vrai, c'est un problème.

Quand on parle de qualité de la vie, c'est important de penser aussi à la qualité de la vie des femmes, d'autant que tu vas être Echevin de la Jeunesse. C'est important de soulever **ce point-là** : l'affectif d'un enfant peut passer par le **père** aussi. Il faut que les **rôles** soient un peu plus interchangeables, pour que les femmes puissent participer à la vie politique.

B.E. - Il faudrait aussi qu'on puisse faire de la politique sans devoir y passer plus de huit heures par jour. Imaginons que j'aie des enfants. Je pourrais demander à mon mari de les garder, je ne pourrais pas lui demander de venir être Echevin à ma place pendant que je garde les enfants. Le problème se poserait exactement de la même manière pour lui, et il pourrait se sentir floué aussi.

C'est pour cela aussi que cela doit pas durer trop longtemps ?

B.E. - Exactement. Il est bon de se dire que c'est pour quelques années

seulement. Dans l'état actuel des choses, il faudrait pouvoir diviser sa vie selon deux axes, pouvoir travailler et pouvoir s'occuper de sa famille et des relations plus personnelles avec les gens. Donc, c'est **peut-être** une solution de dire qu'on va travailler deux ans pendant que le mari s'occupe plus des enfants et qu'ensuite lui travaillera deux ans et que je m'occuperai des gosses. C'est une solution de rechange... Un peu boiteuse, quand même...

Dans le Mouvement Ecolo, quelle est l'attitude en général par rapport au féminisme ?

B.E. - Les Ecolos s'associent tout à fait aux revendications des femmes de participer plus à la vie sociale, par le travail ou par la politique. Mais Ecolo n'est pas en soi un mouvement féministe, et on ne peut pas lui demander de mettre les revendications féministes en exergue plus que tous les autres problèmes de société qu'il envisage. C'est un des aspects d'un renouveau de la société et d'une société plus écologiste qui passe par les revendications des femmes. Et en ce qui concerne la place des femmes au sein du mouvement Ecolo, il ne faut pas trop demander aux hommes non plus. Il faudrait que la demande vienne aussi des femmes. Il y a une initiative à prendre, et je souhaiterais

que les femmes en prennent plus. Je pense que les hommes écolos ne refuseraient pas de garder les enfants si leurs femmes le leur demandaient pour assister **elles-mêmes** aux réunions. C'est mon impression. Etre femme, c'est important. Cela représente une spécificité, mais au niveau de la traduction des idées, je n'ai jamais ressenti vraiment que les idées écologistes devaient être portées plus par des femmes que par des hommes. Ce sont des idées qui s'appliquent à tout être humain, et qui sont aussi valables pour les hommes que pour les femmes. C'est peut-être pour quoi les revendications féministes se traduisent moins. Elles me paraissent tellement évidentes, tellement incluses dans le projet de société écologique. C'est un peu comme ce qu'on nous a reproché au niveau liégeois. On nous a dit : vous parlez des Conseils de quartier, vous parlez de démocratisation, mais vous ne parlez pas des immigrés qu'aux femmes, mais c'est vrai qu'on nous a un peu reproché de ne pas le dire, et que nous pourrions être un peu plus explicites... Je vais essayer d'y penser...

Montréal, du 26 juillet au 4 août 1982 OU EN SONT LES "WOMEN'S STUDIES" ?

Recherche, enseignement, action sociale. tels sont les trois thèmes du 1^{er} colloque international sur la recherche et l'enseignement relatifs aux femmes, qui a rassemblé à Montréal (Canada) du 26 juillet au 4 août 1982. près de 350 femmes venues de 72 pays. Cette conférence est l'aboutissement de deux années de contacts et de préparatifs menés par Mair Verthuy, directrice de l'Institut Simone de Beauvoir (1) à Montréal, qui avait pris l'engagement, lors du Forum parallèle de Copenhague en 1980, de réunir des chercheuses et des enseignantes du monde entier pour échanger informations, expériences et connaissances en vue de créer un réseau international de communication. vœu exprimé par l'ensemble des participantes au Forum.

Les femmes, sujet et objet de la recherche féministe

« La recherche relative aux femmes est presque toujours de la recherche *action*, de la recherche prise de conscience, de la recherche éducative, de la lutte idéologique », affirmait, dans ses remarques d'ouverture, Jeanne Lapointe, professeur de littérature à l'université Laval de Québec. Cette recherche, loin de prétendre à l'*objecti-*

vité scientifique - souvent confondue avec une forme de rationalité bornée et mécanique -, revendique une « *subjectivité* conscients et militante, auto-*contrôlable* » et par conséquent moins dangereuse que « la subjectivité naïve et inconsciente des discours masculins sur les femmes qui se *donnent* pour la vérité *même* ». La définition de la recherche féministe donnée par Danielle Juteau-Lee, professeur de sociologie à l'université de Montréal, va dans le *même* sens : « Féministe au niveau des objectifs, elle doit contribuer à l'avancement des femmes. Féministe par son objet, elle doit incorporer de *manière* systématique pour toutes les analyses et tous les *thèmes* l'obligatoire relation entre les sexes. Elle doit développer un langage, une méthodologie et une *problématique* non sexistes. » (2).

Subversive dans l'intention, la recherche féministe l'est aussi sur le plan méthodologique et épistémologique en refusant en particulier « la *dissociation* entre sujet et objet » - la femme devenant objet d'étude mais aussi sujet du discours - et la généralisation propre à l'analyse scientifique. » Généralisation que dénonce également Keziah Awosika, de l'Institut ni-

gérien de recherche sociale et économique (3) mais sur d'autres bases. Selon elle, le mythe de l'universalité de la condition féminine aveugle les chercheuses occidentales lorsqu'elles abordent la problématique des femmes et du développement. Soulignant la différence entre la situation des femmes dans les pays développés et dans les pays sous-développés, elle fait remarquer, peu sensible au concept de patriarcat, que « les chercheuses africaines commencent à mettre en doute la pertinence et la crédibilité des recherches faites par des chercheurs étrangers sur elles-mêmes ». Elle n'a d'ailleurs pas été la seule Africaine à rejeter un féminisme « *néo-colonialiste* » s'illustrant par la non prise en compte des perspectives historiques et culturelles, une mauvaise interprétation des résultats et la non-diffusion des études auprès des femmes concernées.

Enseignement : marginalisées ou récupérées

Les disparités entre les situations et les stratégies ne sont pas moins marquantes dans le domaine de l'enseignement. Ainsi, le bilan de l'enseignement organisé aux Etats-Unis dans le

cadre des "études féminines" (Women's Studies), dresse sur un ton quelque peu triomphaliste par Florence Howe, codirectrice de "The Feminist Press", est-il impressionnant : 400 programmes, 3 000 universités et 20 centres de recherche ont dispensé en 1981 plus de 30 000 cours. Ces chiffres laissent évidemment *révéler* les Africaines et les Indiennes, qui doivent lutter pour mettre sur pied, avec des moyens dérisoires, des programmes d'alphabetisation et d'éducation sanitaire dont l'enjeu est vital. D'où le constat accusateur de Fanny Tabak (Singapour), qui s'étonne qu'un bulletin comme celui de l'*International Women's Tribune* Centre s'interroge pendant toute une *année* sur les « *femmes* et l'investissement » alors que « les deux-tiers de la population *féminine* mondiale sont encore *analphabètes* (...). C'est comme si on parlait de qualité de vie à des gens qui ne savent pas d'où viendra leur prochain repas. » Plutôt que de gaspiller du temps, de l'énergie et de l'argent à des recherches sur les femmes qui sont *instruites*, elle propose des sujets d'étude et d'enseignement plus importants et universels à ses yeux, tels que le contrôle de la population ou la protection de la femme et de l'enfant. Elle insiste également sur la nécessité de travailler de concert avec les hommes aussi bien dans la recherche que dans les colloques que dans l'action sociale ou au niveau de la prise de décision, opinion

loin d'être partagée par l'ensemble des participantes.

Il serait toutefois injuste de penser que l'enseignement relatif aux femmes n'est, dans les pays dits développés, qu'un luxe d'intellectuelles. Selon Michèle Jean, auteur d'un rapport sur la formation professionnelle et socio-culturelle des adultes (4), l'enseignement relatif aux femmes relève de deux défis : « intégrer le féminin dans les savoirs constitués » — c'est l'objet des « women's studies » — et « développer l'apprentissage innovateur chez les femmes » afin qu'elles acquièrent plus de pouvoir sur leur vie personnelle et participent davantage à la vie sociale. Mais comment, s'interroge Béatrice Slama de l'université Paris VIII (ex-Vincennes), résoudre le paradoxe qui consiste à dispenser un enseignement « subversif » dans un lieu institutionnel ? Comment éviter aussi bien la récupération par l'intégration de ce savoir nouveau à des cours académiques que la « ghettoïsation », la marginalisation — et par voie de conséquence la dévalorisation — qui guettent particulièrement les études féminines ou féministes. Pour Béatrice Slama, ces études sont davantage « un regard autre sur le monde » qu'une nouvelle spécialisation intellectuelle. C'est pourquoi à Paris VIII comme dans d'autres universités françaises, les études se font à l'intérieur de chaque département dans une optique pluridisciplinaire sans qu'ait été créé un « diplôme d'études féminines ».

Recherche-action : un pouvoir politique

La réflexion sur les liens entre la recherche et l'action sociale, très attendue par les participantes, est sans doute aussi celle qui leur a permis de trouver un langage commun et un accord presque unanime. Toutes les conférencières ont rappelé que la recherche et l'enseignement relatifs aux femmes doivent leur existence au mouvement féministe « qui s'est inscrit lui-même dans une vaste remise en question des rapports sociaux de domination à l'œuvre dans nos sociétés » (5). Marie Eliou (Grèce) a insisté sur le besoin « d'établir des liaisons entre les organisations de femmes ou

les groupes s'occupant de problèmes qui concernent les femmes et les institutions de recherche et les groupes de chercheurs. Il est important pour les mouvements contestataires de s'approprier une partie des possibilités de la recherche, si abondamment utilisés par le pouvoir. (...) Ce qui implique la double conviction que la recherche peut ne pas être uniquement aux ordres du pouvoir, et que les luttes sociales peuvent être menées d'une infinité de manières. » Des expériences passionnantes de recherche-action ont été présentées : ateliers ruraux dans les Antilles, programmes de radio en Tanzanie pour sensibiliser et informer sur des sujets non traités par les émissions éducatives de la radio officielle, comme le problème de la grossesse des adolescentes en milieu scolaire, ou études sur le financement des garderies au Québec — le dossier « brûlant » du moment — pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il adopte une politique sur cette question...

Parlant au nom des chercheuses « académiques » et s'adressant aux chercheuses « activistes » dans un appel à la solidarité, Peggy McIntosh, directrice d'un programme d'études féminines aux Etats-Unis, a déclaré : « Nous prenons en compte les femmes radicales qui refusent le compromis avec l'institution. Elles nous apprennent qu'il ne suffit pas de pénétrer la société orientée par l'homme. (...) Leur intégrité de vision donne de la force à nos recherches. » « Nous sommes plus conservatrices dans nos centres, a-t-elle reconnu, mais nous savons que nous utilisons de l'argent « conservateur » pour des objectifs radicaux ». Une boutade qui n'a pas rassuré pour autant les « femmes de terrain ». Fatiha Hakiki (Algérie) n'a pas caché sa déception, à la fin du colloque : « J'ai découvert l'ampleur de ce que je nommerai le féminisme institutionnalisé », celui de « femmes qui se situent dans une position de pouvoir, qui ont des moyens à gérer (...). Cette problématique m'est personnellement totalement étrangère, car je viens d'un pays dans lequel ces moyens n'existent pas (...). Je ne m'en plaindrai pas, car c'est une source de lucidité. Si les femmes ont participé à leur oppression dans la fa-

mille — le féminisme a permis d'en prendre conscience —, conclut-elle, le féminisme institutionnalisé a entériné une participation des femmes à leur propre oppression, à une échelle plus large, qui est celle de l'Etat, des institutions, ce qui est beaucoup plus dangereux. »

A quand le dialogue Nord-Sud ?

Cette sensation de malaise, ressentie à plusieurs reprises au cours de la conférence, provient en grande partie des désaccords intervenus sur des questions politiques, quand des chercheuses arabes ont voulu, pour marquer l'absence au colloque des déléguées libanaises retenues dans Beyrouth assiégée, faire voter une résolution condamnant Israël. Le lendemain, c'était au tour d'un groupe de femmes haïtiennes en exil vivant à Montréal de dénoncer l'invitation de Marie-Carmel Lafontant — finalement absente — qui, selon elles, est à la solde du régime Duvalier et n'a jamais travaillé à la promotion de la femme en Haïti, bien au contraire...

En outre, la domination numérique des chercheuses occidentales — surtout des Nord-Américaines (6) — a sans doute pesé sur le cours des débats, les représentantes des pays pauvres n'ayant pas eu autant l'occasion de s'exprimer. Reconnaisant que les Américaines sont un peu envahissantes, Mair Verthuy, organisatrice de la Conférence, a regretté « qu'on n'ait pas trouvé plus d'argent pour faire venir plus de femmes d'autres régions du monde ». Elle a rappelé que des invitations ont été lancées un peu partout et que les chercheuses de certains pays n'y ont pas répondu.

Quant au différend politique, il n'a pas, semble-t-il, détourné la conférence de ses objectifs : deux tentatives de coup d'Etat ont eu lieu dans l'intervalle du colloque. S'il fallait dresser la liste des pays où la femme est victime de conflits patriarcaux, huit jours n'auraient pas suffi, ont souligné les organisatrices, qui n'ont pas eu le sentiment pour autant d'avoir évacué le politique de cette assemblée résolument féministe, consciente « d'avoir le pouvoir que (lui) confère le savoir. »

Pour Mair Verthuy et pour bon nombre de participantes, le colloque a rempli ses objectifs puisqu'il a permis à des femmes très différentes et très isolées de se rencontrer et d'entamer un dialogue, même si ce dialogue a débouché sur des accrochages.

Les femmes d'Asie se sont réunies six fois et ont décidé de se regrouper en association de chercheuses et de femmes d'action. Tisser des réseaux régionaux, travailler à la mise sur pied d'une banque de données internationale, créer un Institut international d'études féminines, réunir une conférence de ce genre tous les deux ans, tels sont les projets qui sont dans l'air après cette intense semaine de travail et d'échanges.

- (1) Créé en 1978, l'Institut Simone de Beauvoir est rattaché à l'université anglophone Concordia, à Montréal, qui offre un programme annuel de Women's Studies à des étudiant/e/s de 18 à 73 ans donnant droit à des unités de valeur ou un certificat d'études féminines.
- (2) L'Institut canadien pour l'avancement de la femme tiendra du 19 au 21 novembre 1982, à Ottawa (Canada), une conférence sur « Le sexisme en recherche et ses incidences sur les politiques ».
- (3) N.I.S.E.R., Ibadan, Nigeria.
- (4) Apprendre : une action volontaire et responsable. Rapport commandé par le gouvernement du Québec à une commission d'étude dirigée par Michèle Jean, remis en février 1982.
- (5) Danielle Juteau-Lee, communication au colloque.
- (6) Sur les 325 participantes, on comptait près de 90 Canadiennes et 65 Américaines. Les Françaises étaient 20, tandis que les autres pays d'Europe occidentale étaient représentés, à titre individuel, par une à trois chercheuses. Il y avait en outre une Tchèque, une Allemande de l'Est et une Polonaise.

« Repères »
bulletin hebdomadaire de l'AFI
(Agence Femmes Informations)
du 23 au 29 août 1982

Viol : changement de texte, ou changement de contenu ?

Naïveté... J'avais, comme toutes, appris qu'une nouvelle loi définissant le crime de viol avait été votée à la Chambre. Je la croyais profitable aux femmes mais, à entendre Christiane Hannon et Denise Loute, j'ai déchanté.

Pourriez-vous d'abord nous dire un mot sur le groupe "SOS Viol" ?

Denise - C'est un groupe qui a été constitué vers les années 1976-77, dans la foulée de la prise de conscience des femmes. En effet, le viol exprime non seulement un attentat sexuel, mais est une véritable agression contre les femmes, portant atteinte à leur intégrité physique et morale. Le groupe s'est constitué sur cette idée fondamentale, qu'il a voulu faire passer dans l'opinion publique : la dénonciation du viol comme moyen de pouvoir et de prise de pouvoir de l'homme sur la femme. Cet objectif, nous l'avons partiellement atteint dans la mesure où le viol est apparu dans l'opinion publique de plus en plus comme un acte vraiment répréhensible, ce qui n'était pas si évident auparavant. De plus, la situation de la victime face au violeur a changé en ce sens qu'avant, toutes les femmes ou presque étaient réputées avoir contribué au viol par leur attitude. Le groupe a cheminé, il a accueilli des femmes violées, il a rencontré cette réalité. Les femmes venaient nous trouver soit pour agir, soit pour essayer d'arriver à faire face psychologiquement à la situation qui leur avait été faite, c'est-à-dire avoir été niée et détruite.

Le groupe continue avec cette double activité : une recherche et, d'autre part, un accueil. Il a lancé, il y a un an et demi, une enquête auprès des femmes violées pour connaître les circonstances et les conditions du viol, et aussi comment les femmes avaient réagi, et si elles avaient porté plainte. En effet, malgré une certaine évolution, les femmes ont encore des hésitations à l'égard du tribunal.

De nouvelles dispositions légales concernant le viol ont été acceptées dernièrement à la Chambre et doivent maintenant être discutées en commission au Sénat. Pensez-vous que c'est grâce au mouvement des femmes, et plus particulièrement du groupe "SOS Viol" ?

Denise - Ce sont les femmes, les féministes, qui ont parlé les premières de violence sexuelle, de pouvoir. Ce sont elles qui ont véritablement sorti le problème du viol de l'ombre, et j'ai moi-même, personnellement, vécu cela.

Christiane - En fait, en 1980, les femmes de Verviers ont fait une enquête sur la procédure judiciaire que devaient suivre les femmes en cas de viol, et elles ont découvert que les interrogatoires auxquels étaient soumises les femmes, surtout les mineures, étaient terriblement traumatisants. Les examens médicaux fait par les médecins légistes étaient choquants. Le type d'interrogatoire qu'on leur faisait subir, ainsi que les photos qu'on prenait d'elles lors de la visite médicale étaient également inacceptables. Les femmes PSC ont sorti un rapport qui est tombé un peu comme une bombe, et elles ont fait une série de propositions concrètes pour humaniser la procédure. Parmi ces propositions, il y avait celle d'avertir immédiatement le juge de la jeunesse lorsqu'une mineure était violée, pour éviter justement que l'instruction ne menace sa santé physique et mentale. Elles demandaient aussi la présence obligatoire d'une femme ayant subi une formation psychologique lors des interrogatoires et celle du médecin de famille ou d'une gynécologue de leur choix lors des examens corporels ainsi que l'interdiction de photos. Elles ont demandé aussi qu'on légifère sur le type d'interrogatoires afin qu'il soit uniformisé et ne varie pas d'un canton à l'autre.

Je voudrais, pour en arriver au but de cette rencontre, vous demander si les modifications apparues dans la nouvelle proposition de loi sur le viol vont dans le sens des revendications premières des femmes.

Denise - Je crois qu'on peut reconnaître qu'il y a certaines modifications qui ne sont pas sans valeur. Je crois que dans l'esprit de Mme Ryckmans, et même de M. Remacle, c'était une proposition qui avait un objectif réel : rencontrer le problème du viol. Mais je ne suis pas sûre qu'à la Chambre des Députés on ait accepté cette loi par souci de se pencher sur le problème du viol ; c'était plutôt électoral, ça leur donnait une image de marque par rapport aux femmes. Or, depuis quelque temps, on essaye dans les partis politiques de rencontrer toute une série de problèmes de femmes. Je pense donc que c'était relativement opportun, et que le PSC l'a découvert. Mais la loi qui a été votée rencontre-t-elle réellement la situation des femmes violées ? A un certain niveau, ce qui a été voté resitue le viol dans un contexte que nous, SOS Viol, refusons absolument, c'est-à-dire un contexte uniquement sexuel. Les descriptions du viol ont été par trop mises en



LA RU
FEMME
DU
BIER



avant, cela nous paraît – et Christiane pourra peut-être mieux le dire que moi – à la limite du pornographique : il y a un étalage de détails pour définir le viol mais...

Christiane – Je crois que ce luxe de détails masque le vrai problème, comme si, en multipliant toutes les possibilités de pénétration et en les décrivant, en précisant les orifices, en précisant les moyens, on voulait être sûr de ne rien oublier alors que l'aspect fondamental est quasi oublié : le non-consentement.

A la commission de la Justice de la Chambre un orateur a exprimé cette idée qu'il y a viol dès que le consentement de la personne n'a pas été obtenu. On ne trouve pas du tout cette préoccupation dans la loi.

Denise – La définition du viol, nous l'avions trouvée beaucoup plus acceptable dans la proposition de M. Remacle. Il parlait aussi de violence, de menaces graves, mais d'une manière plus mesurée et où le non-consentement apparaissait comme l'élément fondamental.

Christiane – La proposition de M. Remacle donnait la définition suivante : « Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, constitue le crime de viol » suivi de « sera puni de peines de réclusion quiconque aura commis ou tenté de commettre le crime de viol ». Il mettait sur le même pied la tentative et l'acte consommé, ce qui a été jugé inacceptable. Or, le texte qui a été accepté à l'unanimité par la commission dit : « Constitue le crime de viol tout acte de pénétration génitale au moyen du sexe ou d'un objet quelconque, ainsi que tout acte consistant à l'introduction du sexe dans l'orifice buccal ou dans l'orifice anal, imposé par la violence ou par une menace grave,

en abusant de l'état physique ou mental de la victime. Sera puni de la peine de réclusion, quiconque aura commis le crime de viol. »

L'accent n'est donc pas mis sur le non-consentement. D'autre part, ce qui se trouvait antérieurement dans le code pénal, par exemple la ruse, l'abus de pouvoir, cela, on l'a laissé tomber. A mon avis, c'est une erreur.

Denise – Ce luxe de détails individualise le viol, il efface le caractère social du viol, qui est aussi une agression contre toutes les femmes et les situe dans un rapport de forces intolérable, en portant atteinte aux droits élémentaires de la personne. Dans cette proposition, le viol est considéré comme quelque chose de très grave, un crime, mais si grave que rarement on reconnaît l'existence du viol. Ainsi, cette nouvelle proposition de loi, en donnant ces précisions, en vient à limiter le nombre de viols reconnus, alors que nous, nous voulions étendre la notion du viol à certaines tentatives qui portent atteinte à la femme dans son intégrité. Ce manque nous paraît la chose la plus grave dans cette loi. Autre faiblesse de la proposition : sa conception du viol conjugal. On y dit : « En cas de viol conjugal, la femme pourra retirer sa plainte. » Or, pour un crime, on ne peut jamais retirer sa plainte. Si on le permet ici, c'est qu'on considère le viol conjugal comme un constat d'adultère. Dans ce cas, en effet, la femme ou l'homme peut retirer sa plainte à partir du moment où il dispose du document permettant de demander le divorce. Cette procédure minimise le viol conjugal. Nous, au contraire, voulons dénoncer ce type de viol relativement fréquent, que les femmes n'osent pas encore qualifier de viol. Que de femmes viennent et disent : « Bien

sûr, mon mari... je suis bien obligée d'accepter, sinon il me donne des coups... mais enfin, qu'est-ce que vous voulez... on est mariés, je ne peux pas non plus refuser ! ».

Croyez-vous que les hommes qui nous gouvernent – et d'ailleurs les hommes en général – peuvent se penser comme violeurs potentiels ?

Denise – Je crois que la plupart des hommes refusent de croire qu'ils sont capables de violer. Dans leur conception les violeurs représentent une catégorie limitée : ce seraient des êtres frustes, déséquilibrés, des hommes qui n'en valent pas lourd, des types qui vous tombent dessus dans certaines circonstances. Les hommes s'identifient extrêmement rarement à un violeur.

Christiane – Moi, je dirais que les hommes qui nous gouvernent sont comme tous les autres et qu'ils essaient de se protéger en tant qu'hommes en limitant la portée de cette loi. Peut-être aussi ont-ils peur d'être en avance sur les coutumes et les mœurs du temps. Et puis, c'est difficile pour un homme qui considère toujours la femme comme une conquête à faire. C'est comme dans la chasse. La chasse, c'est pour suivre une proie. Or, dans le jeu amoureux accepté et valorisé par notre société, un homme peut employer tous les moyens, des plus doux aux plus subtils (la ruse, par exemple) pour essayer de capter l'attention et les faveurs d'une femme. Ça, c'est le « jeu » normal.

Mais, lorsque la femme exprime son refus d'une manière ferme, l'homme ne la croit pas ; il pense que le refus fait partie du « jeu » ou, pour ne pas avoir l'impression d'une défaite, d'avoir perdu leur proie, certains se croient en droit d'outrepasser la volonté de la femme qui dit « non ». Cela leur fait peur de devoir tenir compte du « non » des femmes. Cela les remet en cause dans leur vie de tous les jours et dans le jeu amoureux. Je crois que ça les insécurise.

Dans les discussions préliminaires au vote, on a retrouvé cette peur ; mais aussi la peur que les femmes n'abusent tout à coup de la possibilité de porter plainte. Ça, c'est très présent. Aussi la femme doit-elle « prouver » que l'homme a été « méchant » avec elle et l'a brutalisée. Son refus à elle est minimisé.

Denise – Oui, d'autant plus que si les hommes ne se veulent pas ou ne se croient pas violeurs, ils se veulent en tout cas les éveilleurs du désir des femmes.

Christiane – Et ils n'acceptent pas de ne pas y arriver. C'est un échec.

Denise – C'est ça. En fait, c'est com-

me si la femme n'avait pas de désir par elle-même, qu'elle doit être bien contente que les hommes le créent, ce désir.

Christiane – L'état d'esprit doit aussi changer. Dans la législation, le viol devrait sortir de la rubrique "atteintes à l'ordre des familles" et passer dans celle des "crimes contre la personne". Enfin, toute la procédure judiciaire qui précède le jugement est à repenser : lorsqu'une femme a déposé plainte pour viol, on lui demande, encore aujourd'hui, si elle est mariée, si elle est vierge, on fait une enquête sur sa vie, si elle avait beaucoup d'amis, si elle était cataloguée comme une "femme facile", ayant plusieurs partenaires, conjointement ou successivement... A partir du moment où elle est cataloguée comme telle, elle devient comme un bien public. On aura tendance à accorder moins d'importance au viol qu'elle a subi, puisque, au fond, une femme facile est quelqu'un d'accessible, dont la volonté n'a pas beaucoup d'importance. Cette enquête sur la moralité et la vie des femmes violées a quelque chose d'odieux. Elle se fonde sur l'idée qu'une femme qui n'est pas protégée par un homme, soit qu'elle vive avec cet homme, soit qu'elle vive encore chez ses parents ou qu'elle soit vierge, n'a plus beaucoup d'importance. Le viol est alors minimisé. Si cet état d'esprit ne change pas, rien ne change. L'interrogatoire restera un viol moral, comme le viol physique qui l'a précédé.

Denise – C'est vrai. Finalement, on estime que la réputation de la femme a plus d'importance que son comportement au moment du viol. En face d'elle, au contraire, le prévenu, le violeur, va jouer, comme dans tout autre délit, du bénéfice du doute. L'enquête sur le violeur, ici le prévenu, prend moins d'importance que l'enquête sur la victime : c'est la procédure à l'envers ! Cette situation est absolument criante d'injustice !

Christiane – Oui, il y a toujours cette idée que la parole d'une femme n'est pas fiable, pas plus dans l'enquête qu'au moment du viol, quand elle dit "non".

Denise – Je crois qu'il y a de ça, mais plus profondément cela traduit la nature du rapport entre hommes et femmes dans la sexualité. La femme doit répondre au désir de l'homme, à sa sollicitation. La non-réponse est un échec pour l'homme et peut, par conséquent, à un certain moment, être considérée comme une "provocation". Alors, toutes les femmes sont finalement provocantes, même les plus moches, les plus mal attirées, les moins agréables à regarder.

Ce ne sont pas toujours les plus jolies ou les plus aguichantes qui sont violées. Toutes les femmes peuvent être violées. Des femmes âgées sont violées. Parfois, des adolescents violent des femmes de plus de 70 ans, notamment au cours de viols collectifs, d'actes de vengeance. Le viol y apparaît comme l'accomplissement d'une vengeance globale, de l'absolue prise de pouvoir sur l'autre. A la guerre, le viol signe la prise de pouvoir des conquérants par rapport aux hommes de l'autre camp, c'est la marque d'une nouvelle domination à travers les femmes. Je pense que c'est cela qui est fondamental.

Christiane – Le contrôle du territoire de l'autre... La femme est considérée comme un élément de ce territoire ou, sous un autre angle, comme un butin de guerre...

Denise – Pas seulement un butin qu'on prend – on ne les emporte pas – mais un butin qu'on souille... On retrouve cela dans le viol collectif, celui des jeunes loubards, où, finalement, l'aspect sexuel a moins d'importance que la conclusion de la lutte. Ce sont souvent des gars frustrés, qui ont toute une série de problèmes ; mais c'est la fille qui va subir le contrecoup de tous ces problèmes, servir de terrain de marquage des prises de pouvoir. Ce sera souvent une fille paumée, qu'on va avilir encore davantage. L'homme règle ses problèmes entre hommes (souvent avec une composante homosexuelle) sur le dos de la femme.

Une composante homosexuelle ? Ce n'est pas très clair pour moi...

Denise – Il ne s'agit pas du tout d'un rapport sexuel avec une femme... Il y a dans ces groupes une sorte d'homosexualité latente et hiérarchisée... une hiérarchie par rapport aux partenaires qu'on peut prendre. Alors, finalement, on se défoule sur une malheureuse qui devient l'expression de toutes les frustrations du groupe. Ensemble, ils se défoulent sur elle, mais c'est le fait de le faire ensemble qui compte pour eux. Les bandes qui pratiquent le viol collectif sont en général organisées autour d'un chef dur, quasi idolâtré. C'est la vue du sexe des autres hommes du groupe, bien plus que la vue du corps, du sexe de la femme, qui éveille le désir... La femme n'est pas choisie en fonction de ce qu'elle est, mais par ce qu'elle a semblé au groupe plus ou moins violable. La fille violée représente symboliquement l'environnement, la société à laquelle s'oppose le groupe... Elle est l'objet par lequel l'angoisse du groupe peut se défouler... Ce n'est pas par hasard que les bandes d'adolescents au bord

de la délinquance pratiquent le viol collectif.

Christiane – Les hommes, dans notre société, doivent s'affirmer. Un des moyens privilégiés, quand il ne reste rien d'autre, est de s'affirmer sur une femme. S'ils n'y arrivent pas, ça leur pose des problèmes...

Dans la loi, il y a-t-il d'autres modifications proposées qui ne se situent pas dans l'optique du groupe "SOS Viol" ?

Denise – Il y a celle qui prévoit une aggravation de la peine en fonction, notamment, de l'âge de la victime. L'aggravation de la peine n'est pas un problème essentiel pour SOS Viol, ni surtout, pour les femmes qui ont été violées. Elles demandent que « justice soit faite », que le viol soit reconnu, mais la plupart des femmes ne demande pas que les peines soient particulièrement lourdes. Il y a aussi une proposition que nous aurions voulu voir introduire : que la femme soit assistée au moment de l'instruction et à d'autres moments, comme la visite médicale, par un médecin ou tout autre personne de son choix. N'a été retenue que la possibilité pour elle d'être assistée par un médecin. Or, la plupart des femmes sont très traumatisées à ce moment, surtout si – et c'est souhaitable – elles ont porté plainte le plus vite possible. Ce n'est pas forcément dans la personne du médecin qu'elle trouvera le soutien et l'aide nécessaires. Une autre disposition de la proposition de loi garantit aux femmes le huis-clos. Le huis-clos était déjà prévu par la loi précédente, mais seulement à la demande du président, du juge. Dans la nouvelle loi, la femme peut demander elle-même le huis-clos. Nous estimons que cette disposition l'aidera à décider de recourir à la justice.

La victime peut demander le huis-clos. Et l'accusé ?

Denise – Eventuellement oui. Mais avant, la femme ne pouvait pas le demander. On pourrait comprendre qu'une victime veuille obtenir justice mais refuse d'étaler sa vie privée en public à un moment où elle est particulièrement vulnérable. C'est donc très important que dorénavant elle puisse demander le huis-clos. Il y a, enfin, une dernière chose que nous regrettons beaucoup. Comme nous considérons que le viol est, d'une certaine manière, une atteinte faite à l'existence et au droit de toutes les femmes, nous regrettons qu'il n'ait pas été admis que les femmes violées puissent déléguer la défense de leurs droits à des associations telles que SOS Viol ou d'autres du même genre.

Préférez-vous que la loi ne passe pas au Sénat plutôt que d'être adoptée telle quelle ?

Denise – Oui, je crois que je préfère, le groupe aussi... Toutes les femmes qui ont conscience de ce qu'est le viol préfèrent que la loi ne passe pas au Sénat. Mais on peut profiter du moment où elle devrait y passer pour attirer à nouveau l'attention du public sur ce qu'est vraiment le viol : une atteinte à l'intégrité de la femme qui est constituée par le non-consentement de la femme. Or, la proposition de loi qui fait du viol un acte sexuel et la description finalement pornographique du viol laisse de côté l'aspect essentiel du non-consentement. Elle en fait un acte dramatique, mais ne fait pas comprendre à l'opinion publique que le viol est souvent un acte banal, accompli dans des circonstances qui ne sont pas toujours aussi horribles que celles que la loi décrit. De ce fait, beaucoup de viols risquent de ne pas être appelés viols devant le juge. Il y a peu de possibilités d'y changer vraiment quelque chose aujourd'hui.

Des parlementaires femmes ont été choquées par le libellé de la définition du viol et se sont senties gênées de ce luxe de détails qui montre bien que la réalité n'a pas été rencontrée par les députés...

Les hommes ont peut-être peur d'être dénoncés comme violeurs, par vengeance, par exemple ?

Denise – Effectivement, les hommes craignent de pouvoir être accusés ou condamnés comme violeurs. Il n'y a presque aucun homme qui se reconnaisse comme violeur, c'est toujours l'autre qui est violeur... Chacun se dit que le viol est un acte tellement épouvantable que personne, finalement, n'est capable de le réaliser. Les hommes craignent maintenant, à partir de la constatation que les femmes prennent leur sort en main, et définissent elles-mêmes ce qu'est le "viol", d'être accusés de violeurs. Ça montre qu'ils se rendent compte, quelque part, qu'ils ne sont pas si sûrs d'eux... Quant à la vengeance des femmes..., je n'y crois pas. Cela pourrait exister, bien sûr... mais surtout, pourquoi les hommes ont-ils peur de la vengeance des femmes ? Qu'est-ce qui les incite à parler de vengeance ? N'est-ce pas justement cette conscience d'être en défaut ? Et puis, la loi nouvelle n'accorde pas aux femmes la possibilité de l'utiliser impunément. La loi n'établit pas une situation d'égalité ; il faut toujours que la femme prouve toute une série de choses, et que ne subsiste pas à son égard ces a priori importants que les différentes dispositions de la loi proposée mettent encore en évidence...

AVORTEMENT

Lettre ouverte à Madame la Présidente

Madame la Présidente,

Nous sommes véritablement choquées et indignées par les inculpations et les condamnations contre des femmes qui ont avorté et les travailleurs de la santé qui ont pratiqué des avortements.

Le sursis que vous leur octroyez n'empêche pas le casier judiciaire mais démontre, s'il était encore nécessaire de démontrer, l'hypocrisie incroyable de la Justice; ainsi, tout le monde sait que les femmes avortent et dans quels lieux, mais le Parquet ne poursuit que sur dénonciations, généralement celles des pères, maris, amants, comme s'il était pensable d'avoir un enfant avec un homme capable de vous dénoncer.

S'il est vrai qu'un juge ne peut refuser de juger, fallait-il vraiment que vous appliquiez "un peu" la loi? Et ne peut-on se demander si tous les Belges sont vraiment égaux devant la loi quand seul(e)s les femmes malchanceuses - parce que dénoncées - et les médecins qui les ont avortées sont inculpés et jugés? N'auriez-vous pu refuser d'appliquer une loi inapplicable - d'autant plus que vous êtes femme, donc, normalement, plus proche de ce problème que tout juge masculin?

Mais les femmes, vous n'avez même pas voulu les entendre: vous avez refusé les témoignages de femmes qui ont choisi d'interrompre une grossesse non désirée, préférant, pour vous forger une opinion, le discours des "sommités".

Non contente d'avoir divisé les témoins en deux catégories: les écoutés (professeurs, de préférence) et les non-écoutables (les femmes qui ont avorté), vous avez aussi divisé les inculpés. Vous jugez d'abord les médecins et accueillant(e)s des centres extra-hospitaliers qui pratiquent des avortements et les femmes qui ont avorté dans ces centres, et remettez à plus tard le jugement du Docteur Hubinont, professeur à l'ULB, directeur du Service de Gynécologie de Saint-Pierre, membre important de l'Organisation Mondiale de la Santé, et dont la condamnation provoquerait des remous certains, et ce jusqu'à l'étranger.

Plus étonnant encore est que vous condamnez alors que vous donnez vous-même au moins trois raisons pour ne pas le faire:

- le changement de loi dans les pays qui nous entourent,
- le changement des mentalités,
- le non esprit de lucre des travailleurs de la santé qui sont inculpés.

En clair, cela signifie:

- que les femmes qui en ont les moyens peuvent se faire avorter ailleurs dans de bonnes conditions,
- que l'ensemble de la population n'est plus d'accord avec cette loi,
- que ceux qui pratiquent des avortements avec esprit de lucre ne sont pas sur les bancs des accusés.

En conclusion, nous affirmons que vous punissez les femmes les plus démunies et les travailleurs de la santé qui refusent de renvoyer ces femmes à l'avortement clandestin.

Car, vous n'êtes pas sans savoir, Madame la Présidente, que des grossesses non désirées, il y en aura encore (et par conséquent des avortements) et que les femmes depuis toujours avortent, même au risque de leur vie. Et en condamnant ces médecins, vous risquez de supprimer les réseaux où les avortements se font dans de bonnes conditions.

Il n'est cependant pas possible, Madame la Présidente, et nous ne vous en ferons pas l'injure, que, tout au long de ces procès, vous ne vous soyez pas posé quelques questions: par exemple, celle du pouvoir que cette société veut conserver sur nos corps de femmes et si, à travers la condamnation de l'avortement, ce n'est pas le droit des femmes à choisir leur maternité qu'elle condamne.

Pourtant, rien n'apparaît. Vous usez même à l'égard des femmes inculpées - surtout depuis l'absence volontaire du public - d'un mépris inadmissible, d'un manque d'écoute intolérable.

Même si, Madame la Présidente, vous n'avez pas pour charge de modifier les lois - encore que vos jugements ont une signification politique -, en jugeant comme vous l'avez fait, vous avez trahi la cause des femmes.

Madame la Présidente, à votre place, nous n'aurions plus une heure de sommeil tranquille, nos insomnies seraient peuplées de femmes en danger et qui nous accusent.

Pour l'Université des Femmes:
Françoise Hecq, Fanny Filosof,
Edith Rubinstein

De manif en manif...

Le 12 septembre, lendemain des premières condamnations, de deux à trois cents femmes et hommes se sont retrouvés le soir devant la Monnaie et, aux flambeaux, ont atteint les marches de la Bourse pour protester contre ces mesures.

Ce 11 novembre, une Journée des Femmes assez morne s'est déroulée à Liège, sur le thème de l'avortement. Si la parole de la Coordination nationale pour la dépénalisation de l'avortement reflète encore nos revendications premières, elle les noie dans des considérations d'ordre social et économique qui, sans qu'il s'agisse ici de nier les réalités, n'en sont pas moins que des raisons, mais surtout pas les seules, pour refuser une grossesse. Je cite: « De plus, les demandes d'avortements, qui avaient fortement diminué grâce à l'action de centres médicaux, extra-hospitaliers et hospitaliers, sont en train d'augmenter à nouveau. Ceci à cause de la crise économique, du manque d'emplois et de la diminution toujours plus importante des revenus des familles. Rien n'est fait pour encourager la parenté responsable: les allocations familiales diminuent, la contraception n'est pas remboursée, les crèches sont rares et les garderies des écoles désormais payantes... ».

Il est évident que même si la situation économique et sociale n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui, même si elle était idéale, des femmes avorteraient. Et cela, le texte d'appel à la manifestation distribué à la Journée des Femmes ne le dit pas. D'autre part, je pense qu'il ne sert à rien de se mettre des bandeaux sur les yeux. Il faut savoir qu'en période de récession économique, telle que nous la vivons aujourd'hui, le taux de natalité augmente. Le lien aux difficultés d'avorter dans de bonnes conditions serait un peu simpliste. Il serait plus important de découvrir le pourquoi que de nier cette réalité.

En tout cas, on peut certainement affirmer que si le désir d'enfant peut être occulté par de mauvaises conditions économiques et sociales, le non-désir d'enfant peut s'affirmer violemment, alors qu'apparemment toutes les conditions de bien-être physique, psychique et économique sont réunies. Ne pas le laisser appa-



raître, c'est reculer vers le protecto-
rat, alors que nous revendiquons
la liberté et la responsabilité de nos
actes.

Dans le même appel à la manifes-
tation, nous pouvions lire que le tri-
bunal a condamné «des femmes qui
se sont, à un moment de leur vie,
trouvées devant des difficultés trop
grandes pour elles.» Qu'est-ce à
dire? Ou je comprends mal (et
alors je ne suis pas la seule) ou
je m'indigne (et nous sommes
nombreuses)! Ces femmes n'étaient
pas devant des difficultés trop gran-
des pour elles, puisqu'elles ont
trouvé la solution: elles ont avorté.
Pour avoir avorté moi-même, j'affir-
me que les femmes avortent parce
qu'elles refusent une grossesse,
donc un enfant. Un point, c'est tout.
La Palisse, me direz-vous? Peut-
être, mais nous refusons que la

coordination nous traite en mineu-
res alors que depuis des années
nous luttons pour que nous soit
reconnu le droit de choisir d'être
mère si nous le voulons et quand
nous le voulons.

Le 20 novembre, trois mille fem-
mes et hommes ont manifesté.
Lassitude, diront certains. Mais
alors, lassitude bien particulière à
la Belgique. Les présent(e)s ont
manifesté en criant haut et clair
«Avortement: les femmes décident»,
«Avortement hors du code pénal».

F.F.

Perquisitions...

Deux nouvelles perquisitions ont
eu lieu dans des centres du
GACEHPA (Groupe d'action des

centres extra-hospitaliers pratiquant
des avortements).

La première a eu lieu au Centre
Planning Marolles, le 30 novembre.
Le Parquet a perquisitionné avant
l'ouverture du Centre, donc en l'ab-
sence de tout travailleur de la santé.
Il recherchait un dossier d'avorte-
ment, suite à une plainte déposée
il y a trois mois. Il n'a pu saisir
qu'un dossier standard, les autres
dossiers étant évacués toutes les
trois semaines.

Les travailleurs du Centre Planning
Marolles ont porté plainte auprès de
l'Ordre des Médecins.

La seconde perquisition a eu lieu
au Centre de Louvain-la-Neuve, le
3 décembre. Comme toujours, les
employés de la police judiciaire re-
cherchaient un seul dossier, suite à
une plainte. Ils en ont emporté
mille, et mis les scellés sur la

pompe... Le lendemain, ils ont rap-
porté les dossiers, sans avoir trouvé
celui qu'ils cherchaient, et ôté les
scellés de la pompe...

Les médecins et autres travailleurs
(-ses) du GACEHPA ne démobilisent
pas et invitent les femmes à
ne pas s'alarmer. Les avortements
continuent à se pratiquer dans les
mêmes bonnes conditions, malgré
les procès, les condamnations et
les perquisitions.

Des marques de solidarité (télé-
grammes, lettres, coups de fil) sont
les bienvenues.

GACEHPA
51, rue du Trône
1050 Bruxelles
Tél. 02/511 56 03
les lundis et jeudis
entre 14h et 17h.

Les femmes à la Nouvelle Delhi



A la Nouvelle Delhi, on estime à
quatre cents le nombre de jeunes
femmes assassinées l'an dernier par
leur belle-famille parce que la dot
promise n'avait pas été payée. Elles
sont généralement brûlées vives
pour camoufler le meurtre en acci-
dent ménager. La police ne poursuit
pas, «faute de preuves». Une en-
quête gouvernementale a montré,
en outre, que des milliers d'épou-
ses indiennes sont poussées au sui-
cide par ce système traditionnel de
dots, qui est théoriquement aboli
et punissable depuis 1961.

Les mouvements de femmes orga-
nisent chaque semaine, à travers
tout le pays, des actions de pro-
testation devant la maison des vic-
times. Ces mouvements concen-
trent leurs efforts pour lutter contre
le système de dot par des prises
de parole en pleine rue et par des
manifestations. Ils espèrent ainsi
rendre les femmes plus conscientes
de leurs droits et contraindre les
autorités à réagir avec plus d'énergie
contre les assassins de femmes.
A la Nouvelle Delhi même, elles ont
installé un service d'aide téléphoni-
que.

courir les flics? Ceci dit, sans être
nostalgique, puisque le mouve-
ment féministe a besoin de re-
nouveau, de nouvelles formes de
combat. Cette Maison des Fem-
mes ressemble un peu trop à un
Club où on se rencontre. Gentil-
ment.

Ce qui semble important à signa-
ler également, c'est peut-être la
diversité des femmes qu'on y ren-
contre, à savoir des niveaux diffé-
rents de réflexion ou des mani-
ères différentes de comprendre
le féminisme. Peut-être aussi des
expériences de vie et des tendan-
ces différentes qui rendent les
dialogues compliqués. Néan-
moins, l'expérience apparaît
comme très enrichissante pour
chacune.

C'est un assemblage d'idées que
j'ai reçues en interrogeant l'une
et l'autre. J'imagine sans probl-
me que toutes ne seront pas d'ac-
cord. C'est donc une certaine vue
des choses.

Ceci dit, à l'heure où j'écris ces li-
gnes, le sort de la Maison des
Femmes reste encore à décider.
La journée du 11 novembre,
quoique ayant été fructueuse tant
en argent qu'en activités, ne ré-
soud pas les problèmes finan-
ciers auxquels elle doit faire face.
Il existe pour le moment une
équipe de femmes qui refusent la
disparition de lieux de rencon-
tres comme celui-là. Elles consi-
dèrent qu'il est essentiel que ces
Maisons continuent à exister.
Rappelons que la situation que
nous venons de décrire n'est pas
typique de Bruxelles. Raison de
plus pour être attentives à ce qui
se passe. Affaire à suivre...

Bernadette Barbieu

Que se passe-t-il à la Maison des Femmes de Bruxelles?

A quelques-unes nous avons es-
sayé de faire le point sur l'évolu-
tion de la Maison des Femmes.
Les avis sont partagés.

D'abord, pourquoi faire le point?
Des bruits ont couru, et courent
encore: la Maison des Femmes
de Bruxelles va sans doute fermer
ses portes. Comment a-t-on pu en
arriver là?

Certaines diront que tout a changé
avec le transfert au 29 rue Blan-
che, dans cette énorme bâtisse,
froide et cafardeuse quand il n'y
a pas au moins cinquante person-
nes. L'ambiance n'a plus été la
même...

C'est vrai que les choses se sont
organisées autrement. On a com-
mencé à engager non plus seule-
ment une permanente mais des
CST qui, selon un projet, avaient

des tâches précises à effectuer.
Oui, mais! N'est-ce pas là une
arme à double tranchant que
nous offre le pouvoir? En-dehors
du fait que, pour un an, comme
c'était le cas, on ne peut pas éta-
blir un projet de travail à longue
échelle et que cette situation est
très inconfortable pour tout le
monde, nous voilà maintenant
avec une équipe qui devrait fonc-
tionner en autogestion, puisque la
Maison des Femmes refuse toute
forme de hiérarchie.

L'autogestion, nous sommes loin
de pouvoir l'assumer. Et à partir
du moment où des femmes ont été
payées pour faire ce que les mili-
tantes faisaient jusque là, le béné-
volat et la spontanéité en ont pris
un coup. Les femmes se seraient-
elles démobilisées? D'autres or-

ganisations ont vécu les mêmes
problèmes.

En-dehors du phénomène CST,
on parle aussi de «prise de pou-
voir» par l'une, par l'autre, par les
permanentes. C'est vrai que les
féministes ne veulent pas de res-
ponsables attitrés, pas de prési-
dente, mais c'est vrai aussi que
plus d'une a rêvé de le devenir!
Certaines sont même arrivées à
faire admettre des règlements
d'ordre intérieur et à instaurer
un Comité de sages. Marie soit
louée, on y a échappé!

D'autres reprochent à la Maison
des Femmes d'être devenue un
lieu de services, au détriment
d'une réflexion féministe, un lieu
où on prend les femmes en char-
ge en oubliant la lutte. Où est le
temps des manifs qui faisaient

Le travail de la femme et la fiscalité

Le lundi 18 octobre, la Commission du Travail des Femmes avait organisé une journée d'études sur les rapports entre fiscalité et travail professionnel des femmes. Comme la Commission est composée à la fois de représentant(e)s des départements ministériels ainsi que des organisations syndicales et patronales, les exposés reflétaient des intérêts très divers.

On a pu comparer les systèmes fiscaux des divers pays de la Communauté européenne, mieux connaître les implications du système fiscal belge, découvrir, à travers une enquête INUSOP, les attitudes des Belges à l'égard de certains aspects de la fiscalité, et notamment sur l'accroissement de celle-ci et l'offre de travail des femmes.

On a pu écouter un exposé qui n'avait que peu de rapports avec le thème de la journée, celui de M.

J. Autenne, qui défendait le système préconisé par le PSC-CVP, la « progressivité familiale de l'impôt », système qui est surtout favorable, on le sait, aux familles nombreuses et aisées, et défavorable au travail professionnel des femmes puisqu'il suppose un cumul des revenus des époux.

L'exposé qui répondait véritablement à l'attente de la journée était celui de Mme D. Meulders, professeur à l'ULB, qui défendait le « point de vue de la femme qui travaille sur la réforme de la fiscalité ». Elle a mesuré le poids de la fiscalité qui s'abat sur la *travailleuse mariée*, et les avantages fiscaux qui sont attribués aux *hommes mariés dont la femme n'exerce pas d'activité professionnelle*. Dans ses conclusions, elle a demandé une fiscalité qui soit neutre à l'égard du travail professionnel des femmes et neutre à l'égard du mariage.

Des chiffres éloquentes sur la fiscalité des couples de travailleurs ma-

riés ont été également présentés par le représentant de l'ACV (CSC flamande).

Au cours des débats, il est apparu que l'ensemble du public était assez mécontent du système fiscal actuel et que la majorité était favorable à un décumul fiscal complet.

Les « femmes au foyer », tant flamandes que francophones, étaient présentes. Les unes distribuaient des tracts et les autres essayaient de faire pression sur les rapporteurs pour qu'ils ajoutent des opinions qui n'avaient pas été formulées en public. Le lendemain, plusieurs associations flamandes – dont la Ligue des Familles (flamande) – ont fait passer dans la presse un communiqué vengeur dénonçant la « manière partisane » dont la présidente de la Commission du Travail des Femmes, Miet Smet, aurait, dans ses conclusions, rendu compte des débats. Les rapporteurs de la Journée se sont solidarisés avec la présidente, qui avait parfaitement

traduit les grandes lignes des discussions.

Ces offensives des femmes au foyer et des organisations qui se sentent de leur bord (on découvre ainsi que la Ligue des Familles flamande se considère Ligue des Familles des seules femmes au foyer !) est très significative dans la conjoncture actuelle. La politique familiale telle qu'elle apparaît notamment à travers la réforme de la fiscalité semble moins destinée à aider les « familles » (que la femme travaille ou ne travaille pas) qu'à décourager les femmes mariées d'exercer une activité professionnelle.

La Commission du Travail des Femmes compte publier les Actes de cette journée d'études. On peut, dès à présent, s'inscrire pour en obtenir un exemplaire.

*Secrétariat de la Commission du Travail des Femmes
Ministère de l'Emploi et du Travail
rue Belliard, 53
1040 Bruxelles*

Dulle Griet

Le 16 mai 1979 s'ouvrait à Bruxelles la première librairie féministe flamande du pays. *Dulle Griet* était située rue Duskenoy, et l'on pouvait y trouver des ouvrages et des revues de langues néerlandaise, anglaise et allemande. La librairie était gérée par un collectif de huit femmes.

En mars 82, les animatrices de « Dulle Griet » lancent un appel pressant dans *Lilith*, une revue féministe flamande : après bien des difficultés, elles renonçaient mais espéraient trouver une nouvelle équipe pour reprendre le flambeau. Elles avaient débuté dans l'enthousiasme, convaincues de la nécessité d'une librairie féministe flamande en Belgique. Elles s'appuyaient sur l'expérience hollandaise, où une bonne douzaine de librairies féministes marchent à tout casser, où des maisons d'édition spécifiquement féminines se maintiennent et où des maisons, des cafés et des restaurants de femmes poussent comme des champignons.

Le 11 novembre dernier, elles avaient déjà fait appel aux femmes pour qu'elles apportent leur concours financier, elles avaient envoyé des dizaines de lettres de demande de fonds. En vain. En tout et pour tout, elles ont reçu 100 francs bien comptés. Elles se sont senties abandonnées, mais ont consacré leurs

dernières énergies à ce que cette conquête n'échappe pas au mouvement des femmes.

« Dulle Griet » est fermée à Bruxelles, mais revit à Leuven, Tiensestraat, 45. Une nouvelle équipe s'en charge, qui compte bien profiter de l'expérience de leur prédécesseuses pour réussir.

Il faut remarquer que « Les Rabouilleuses » ont connu un sort assez semblable, et je ne peux m'empêcher de me demander pourquoi, en Belgique, la solidarité des femmes se manifeste si peu.

Ouvert depuis le mois de juin, à Paris, le *Centre audiovisuel Simone de Beauvoir* est accessible au public les mardi, jeudi, vendredi, samedi, de 15 h à 21 h, au 32 rue Maurice-Ripoche, 75 014 Paris — Tél. 542 21 43

Créé à l'initiative de Carole Rousopoulos, Delphine Seyrig et Joana Wieder, le Centre a pour vocation de recenser et de rassembler toutes les images produites sur les femmes : films, émissions de TV, bandes vidéo, expositions de photos. Un grand nombre de productions a été transféré sur cassettes, qui peuvent être visionnées gratuitement sur place.

Le *Centre Simone de Beauvoir* se veut également outil de production et susciter de nouvelles démarches et de nouvelles créations.

Le wen-do

Il y a, parmi toutes les formes de violence, des agressions qui ne sont portées qu'aux femmes. Cela va du sifflement en rue au viol, en passant par les mains aux fesses, l'injure grossière, les publicités sexistes, ... Des agressions tellement courantes qu'elles sont pratiquement considérées comme faisant partie intégrante de notre culture.

Face à l'agression, deux possibilités : soit rester cloîtrée et éviter tous les endroits et moments dangereux, soit avoir toujours à proximité un homme protecteur.

Et pourquoi ne pas mener notre vie comme nous l'entendons et apprendre à nous défendre ? Il s'agit avant tout de la décision de ne plus se laisser agresser ; c'est tout un bouleversement mental. Et pour beaucoup de femmes, le blocage est déjà là. Pourtant, décider de se défendre, c'est refuser d'être continuellement victime.

Toutes les femmes ont en elles la force de se défendre, mais beaucoup ont du mal à la retrouver, tant elles ont été inhibées par leur éducation.

Le wen-do, une technique de défense

Une famille canadienne a mis au point des techniques simples et efficaces provenant de certains arts

martiaux et adaptées à des situations concrètes vécues par des femmes.

Le cours de base comprend d'une part la pratique, d'autre part des discussions.

Ce cours n'a pas été créé pour des femmes qui ont envie de se battre mais pour répondre à une nécessité, celle de se défendre.

Si donc le wen-do vous intéresse, venez suivre un cours : vous n'avez rien à y perdre, si ce n'est votre passivité.

*Renseignements :
Wen-do
rue J. Wauters, 61
4273 Ville-en-Hesbaye
Tél. 041/43 81 10 ou 041/26 16 83.*

*Des séances d'information
peuvent être organisées
quand un groupe de femmes
en fait la demande.*

La Maison des Femmes d'Ostende a déménagé. Si vous allez humer l'air marin, vous pouvez en profiter pour passer la soirée du mardi au Café des Femmes, uniquement accessible aux femmes.

*2, Schilderstraat
Tél. (059) 32 14 71*

La maternité n'est plus ce qu'elle était

Une radio a diffusé à tous ses bulletins d'information, pendant une journée, la nouvelle suivante : une jeune femme (A.) va mettre au monde un enfant pour le compte de sa sœur jumelle (B.). A est déjà mère de deux enfants ; B est stérile et en souffre beaucoup. A a donc accepté une insémination artificielle avec le sperme du mari de B., elle est actuellement enceinte, et elle considère cet enfant à naître comme celui de B.

Cette nouvelle semble susciter chez les journalistes masculins qui la présentent un profond malaise. Ils interviewent A. et différents psychiatres. A insiste beaucoup sur le fait qu'elle ne considère pas l'enfant qu'elle porte comme son propre enfant mais comme celui de sa sœur. Sa grossesse ne se déroule d'ailleurs pas du tout de la même façon que les deux précédentes. Elle est très heureuse de rendre service à sa sœur, que naturellement elle adore. Les psychiatres, eux, s'intéressent plutôt à l'enfant à naître

et aux difficultés d'identification qu'il risque d'éprouver entre ses deux mères, une mère biologique qui sera sa tante légale et une mère légale qui sera sa tante biologique. Faut-il ou non mettre cet enfant au courant de la situation, et à quel âge ? Cela semble pour eux le problème important. Quant aux mères, ils s'y intéressent très peu. Elles sont, disent-ils, de vraies jumelles, c'est-à-dire, au fond, le même être reproduit en deux exemplaires, et cela suffit à aplanir toutes les difficultés qui pourraient peut-être se présenter s'il n'en était pas ainsi.

Et on sent très bien à l'insistance de leurs questions que ce ne sont pas du tout les réponses que les journalistes-hommes veulent entendre. Ce qu'ils attendent, c'est manifestement un cri des entrailles de la mère biologique : « Oui, j'ai cru que je pourrais faire cadeau d'un enfant à ma sœur, mais maintenant que je suis enceinte, je sais que cet enfant est à moi et que rien ne pourra me l'arracher. » Ce qu'ils

attendent des psychiatres, c'est la confirmation qu'une mère ne peut pas être psychologiquement autre chose qu'une mère, que sa relation à l'enfant est d'une nature telle qu'il lui est aussi nécessaire que l'air qu'elle respire, que seul un moment d'égarement a pu faire penser à une femme qu'elle ne se sentirait pas la mère de l'enfant qu'elle porte dans son ventre, mais que tôt ou tard tout rentrerait dans l'ordre.

L'ordre. L'ordre des choses pour un homme, c'est, semble-t-il, que du jour où une femme est enceinte il se déclenche en elle une réaction de type hormonal qui entraîne automatiquement amour fou et dévouement sans limite.

Or, l'expérience de cette femme leur démontre le contraire. Ils ne peuvent plus dire « *Tota mulier in utero* ». Il leur faut reconnaître que la femme est dotée aussi d'une tête et d'un cœur. Pour qu'elle soit mère, il faut que tout fonctionne en même temps, il faut qu'elle le désire. C'est le désir d'enfant qui fait naître la mère. Il n'y a pas à sortir de là. **G.S.**

tionale palestinienne.

« Nous intensifions nos activités dans tous les domaines pour permettre aux femmes de jouer leur rôle, côte à côte avec les hommes pour la réalisation de nos aspirations à un Etat laïque et démocratique sur toutes parcelles libérées de la Palestine. Notre but, maintenant, est de résister et ensuite de participer à part entière à la formation d'une nouvelle société en Palestine. »

Encore un bel exemple de discrimination indirecte

Extrait du rapport d'activité de l'ONEm - 1981. En 1981, 40.400 chômeurs ont été sanctionnés, c'est-à-dire privés temporairement ou définitivement de leurs allocations de chômage. Contrairement à une opinion couramment répandue, il y a moins de sanctions en 1981 qu'en 1980, non par mansuétude, mais par pénurie du personnel. Le nombre de contrôles effectués en 1981 n'a été que de 138.000 contre 178.000 deux ans plus tôt, car « les contrôleurs ont dû être distraits de leur mission essentielle, qui est le contrôle, pour participer à la mise en application, dès le 1er avril, de la nouvelle législation applicable en matière d'indemnisation. » Contrairement à une autre opinion couramment répandue, les hommes sont, plus que les femmes, frappés par les sanctions. En 1981, 1 chômeur sur 9 et 1 chômeuse sur 10 ont perdu leur indemnité.

Les femmes sont toutefois les seules victimes, ou presque, de l'article 143, article terriblement subjectif, puisqu'il permet d'exclure pour chômage « anormalement long ». En 1981, 412 hommes et 9.034 femmes ont perdu leurs allocations de chômage sur base de l'art. 143. En un an, le nombre d'exclusions sur cette base a été multiplié par deux. Sans doute les contrôleurs, n'ayant pas le temps d'effectuer les enquêtes approfondies pour découvrir des infractions (dont le travail noir), ont-ils puisé au jugé dans le fichier des chômeurs de longue durée... Pour les six premiers mois de 1982, 5.108 chômeurs (dont 95% de femmes) ont été sanctionné(e)s sur base de l'article 143, soit, si le rythme se maintient, 10.216 exclusions pour toute l'année, qui se répartiraient ainsi :

4,2% des chômeuses de Flandres, 3,5% des chômeuses de Wallonie, 2,5% des chômeuses de Bruxelles.

(d'après H. Van de Schoor, dans « *Combat* » du 25 octobre)

Au Parlement Européen

Raymonde Dury, Député socialiste, a déposé au Parlement Européen une proposition de résolution contresignée par E. Glinne, K. Van Miert, Marijke Van Hemeldonck, W. Vernimmen, L. Radoux et Anne-Marie Lizin.

Voici un extrait qui nous concerne particulièrement :

● considérant les législations déjà

en vigueur en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Italie et aux Pays-Bas,

● ayant pris connaissance des procès qui ont lieu en Belgique et des condamnations qui s'ensuivent,

le Parlement Européen insiste auprès de la Commission des Communautés Européennes pour qu'elle exige des Etats membres un rap-

prochement de leurs législations, en particulier sur la base des principes suivants :

- les femmes résidant dans la Communauté ont droit de décision en la matière ;
- suppression des poursuites pénales pour interruption de grossesse ;
- prise en charge par la collectivité des frais liés à l'interruption de grossesse.

Les Palestiniennes...

Les femmes palestiniennes participent activement à la lutte de libération et demandent de ce fait une place plus conséquente dans les organes de décision de l'OLP, et un programme de politique sociale qui rencontre mieux leurs revendications.

Voici ce que dit Issam Abdel Hadi, présidente de l'Union Générale de la Femme Palestinienne (UGFP).

« Depuis deux années, les femmes mènent une intense campagne d'alphabetisation et ont été à même de créer 125 centres d'alphabetisation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Nous considérons ceci comme un grand succès pour la femme palestinienne des territoires occupés.

En 1981, il y a eu un développement important de la participation de la femme dans les structures de l'OLP. Nous disions toujours que les efforts de la femme n'étaient pas suffisamment appréciés par le commandement de l'OLP. Nos femmes déploient des efforts considérables et sont engagées dans de nombreuses activités. Nous faisons valoir que ces efforts et activités devraient permettre à plus de femmes de siéger au Conseil National Palestinien (CNP). A la première réunion du Conseil, nous étions 21 femmes sur un total de 450 membres. Au cours de la dernière session, nous avons réussi à augmenter le nombre de femmes membres jusqu'à 31. Onze de celles-ci sont de l'UGFP. Nous pensons toujours

que ce nombre est insuffisant. Pour ce qui est du Conseil central de l'OLP, il y a seulement une femme membre, ce qui est absolument inadéquat si l'on considère que le Conseil central compte aujourd'hui 70 membres. Il y avait, d'autre part, un projet pour qu'une de nos sœurs fasse partie du Comité exécutif de l'OLP. Ceci ne s'est pas réalisé lors de la dernière session du CNP, du fait qu'il n'y a pas eu d'élargissement du CEOLP. Nous espérons qu'à la prochaine session du CNP, une femme sera élue au Comité exécutif.

« (...) Nous voulons libérer la femme de l'analphabétisme et de tous les obstacles qui l'empêchent de s'épanouir. Nous voulons l'indépendance économique de la femme. Nous pensons que la libération de la femme palestinienne est une condition essentielle de la libération na-

Mère et Paix

Quand on décerne le Prix Nobel à une femme, cela vaut la peine d'être souligné. Je n'ai pas fait d'étude approfondie de la question, mais, à première vue, je n'en connais qu'une, Marie Curie, qui ait obtenu ce prix, il y a de cela une bonne cinquantaine d'années. Cette année-ci, le Prix Nobel de la Paix a été attribué à Alva Myrdal, une Suédoise de 80 ans (ils se sont dépêchés!). Mais demi-prix seulement, puisqu'il est partagé avec un homme! Le mari d'Alva Myrdal, lui-même Prix Nobel d'économie, a dit de sa femme, il y a quelques années, que c'était elle qui prenait toutes les ini-

tiatives dans leur vie, que ses hobbies étaient les siens, mais qu'en fait Alva était son hobby à lui. Je suppose qu'on peut interpréter cela comme on veut.

Un bref rappel de la carrière d'Alva. En 1930, dans une Suède puritaine, elle fait scandale en prenant la défense des femmes et en prônant une éducation sexuelle. Elle est sympathisante du parti social-démocrate et sera la première femme ambassadrice suédoise, en 1955. En 1962, elle devient députée et ministre des Cultes. Cette même année, elle représente la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève, où elle se rendra compte, avec amertume, que quelque 400.000 scientifiques, c'est-à-dire 40% des savants du monde, consa-

crent leur intelligence (?) à l'amélioration des armes, pourtant déjà si meurtrières.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, elle entreprend une lutte acharnée contre le nucléaire, n'hésitant pas à s'opposer à la direction de son parti. Elle mène un combat sans faille contre la course aux armements, et juge dément de placer des missiles en Europe. Bien que persuadée qu'il existe 75% de chance pour qu'une troisième guerre mondiale éclate avant l'an 2000, elle poursuit sa lutte avec acharnement, continuant à dénoncer les Etats-Unis et l'URSS, collectivement responsables: «*Les dirigeants des super-puissances sont prisonniers de leur propre propagan-*

de. Il faut immuniser les citoyens contre cette propagande.»

Signalons encore qu'elle a trois enfants dont l'un, Jan, a publié ses mémoires. Dans les médias, Jan a parlé de «*cette mère plus occupée de sa gloire et de sa carrière que de s'occuper à élever ses enfants*». Voilà sans doute pourquoi Alva Myrdal n'a eu droit qu'à un demi Prix Nobel: elle n'a pas été une bonne mère!

Note - Mea culpa, trois fois mea culpa: en 1980, une femme reçut déjà un prix Nobel entier de la Paix: Mère Thérèse, femme admirable de dévouement et de sacrifice, une vraie femme, quoi!

E.R.

Les femmes d'Uruguay

Nombre de femmes uruguayennes, fidèles à la tradition démocratique de leur peuple, prennent une part active à la lutte contre la dictature fasciste dans leur pays. Elles souffrent comme citoyennes, comme mères et comme travailleuses, et sont victimes de la répression sous

toutes ses formes. Torturées, emprisonnées, disparues, dépouillées de leurs droits, licenciées, persécutées, contraintes à l'exil, leur histoire collective et individuelle est un témoignage vivant et accusateur contre le régime.

Un Comité d'aide aux femmes uru-

guayennes s'est créé en Belgique. Il a décidé d'éditer une carte postale, qu'il suffit de signer et d'envoyer au Président de la République d'Uruguay. En voici le texte:

«*Nous vous adjurons, Monsieur le Président,*
- de rendre la liberté à toutes les détenues et aux détenus politiques;
- d'assurer la réapparition des disparus;

- de faire cesser le régime de torture qui sévit;
- d'accorder aux familles l'autorisation d'entrée et d'aide matérielle auprès des prisonniers politiques.»

Comité d'aide
aux femmes uruguayennes
c/o Emilienne Brunfaut
221c, avenue des Croix-de-Feu
1020 Bruxelles

C.E.E.: une interview d'Odile Quintin

Odile Quintin, vous avez été nommée récemment chef du Bureau pour l'Emploi et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes à la CEE. Pouvez-vous nous dire en quoi consiste le rôle ou les tâches de ce Bureau?

Odile QUINTIN - Le Bureau a pour tâche de promouvoir dans les pays de la Communauté l'égalité de traitement et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans le monde du travail.

Concrètement, cela veut dire que nous essayons, d'une part, de promouvoir des réglementations communautaires visant à garantir l'égalité, et en même temps, par des actions concrètes, de réaliser l'égalité des chances dans les faits, notamment par des actions de sensibilisation tendant à favoriser le changement nécessaire des mentalités. La seule action juridique - indispensable et à poursuivre - ne suffit pas. Il faut agir sur les mentalités par tous les moyens à notre disposition (information, séminaires de sensibilisation, etc.). Ainsi, pour vous donner un exemple récent, nous avons organisé une action suivie d'un séminaire dans les banques des pays de la Communauté, où les femmes constituent un pourcentage important des travailleurs (près de

40%), et où leurs emplois, en général situés au bas de l'échelle, sont les plus menacés par les nouvelles technologies. L'objectif de cette action est de stimuler des programmes d'actions positives dans des banques qui joueraient un rôle pilote et pourraient ainsi avoir un effet multiplicateur.

Ces deux piliers d'actions (juridique et "concret") doivent être poursuivis ensemble. Cette action est particulièrement difficile et se heurte à des résistances accrues dans la situation économique actuelle, où les tendances - sournoises - à renvoyer la femme au foyer pour essayer de résoudre sur son dos la crise et le chômage se font jour partout.

Mais je crois que la Communauté devra continuer à jouer son rôle de pionnier dans le domaine de l'égalité. Après tout, les trois directives existantes sur l'égalité ont eu un effet stimulant pour l'adoption de législations nationales qui, sans elles, n'auraient probablement jamais été adoptées. Et elles constituent probablement l'une des "réussites" de la politique sociale de la Communauté. Bien entendu, le problème de leur application subsiste, mais nous veillons et n'hési-

tons pas à entreprendre les actions judiciaires nécessaires.

Le nouveau Programme d'Action de la Communauté sur la promotion de l'égalité des chances pour les femmes, dont la mise en œuvre est prévue de 1982 à 1985, devrait nous permettre de compléter les dispositions existantes et de développer le deuxième pilier de notre action: les actions positives et les moyens permettant d'agir sur les mentalités, seuls susceptibles de nous permettre de changer les choses en profondeur, mais ceci est une entreprise de longue haleine.

Je crois aussi que le Bureau doit avoir un rôle particulièrement important et que nous tentons de développer, malgré les résistances conscientes ou non dans l'insertion de la dimension "femmes" dans les politiques de la Communauté qui touchent les femmes (p. ex. emploi et chômage, formation professionnelle, politiques vis-à-vis des jeunes, etc.). Je crois fondamentalement qu'il faut sortir du ghetto "femmes" et donner aux "décideurs" le réflexe automatique d'insérer la dimension "femmes". Ceci ne veut pas dire qu'il faille systématiquement ajouter trois lignes sur les femmes dans toute décision

ou action de politique communautaire, mais cela implique que l'entière des politiques soit repensée, et cela n'est pas pour demain, mais on s'y emploie au jour le jour et "goutte à goutte". Le jour où cet objectif sera atteint, le Bureau n'aura plus besoin d'exister, c'est notre but ultime.

Avec qui travaillez-vous? Quels sont vos informateurs dans les différents pays?

Odile QUINTIN - Nous essayons d'avoir un dialogue et des contacts aussi larges que possible avec l'ensemble des milieux concernés. Nous avons en premier lieu un Comité consultatif pour l'égalité des chances, composé des représentants des Commissions pour l'égalité des chances ou commissions de travail des femmes, suivant les pays, qui font souvent un travail analogue au nôtre au niveau national. Nous avons avec ce Comité une coopération très étroite, notamment pour la mise en œuvre du Nouveau Programme d'Action. Nous travaillons également en liaison très étroite avec le Parlement Européen, qui a une attitude ouverte et dynamique en matière d'actions pour les femmes. Notre Programme d'Action constitue d'ailleurs largement une réponse aux demandes du Parlement. Les femmes, qui sont plus nombreuses

dans les Parlements nationaux (+ 16%) y sont très actives, aussi bien dans le cadre de la Commission d'Enquête sur la situation de la femme en Europe que sur un plan général.

Nous maintenons aussi un dialogue suivi avec les partenaires sociaux, qui sont d'ailleurs observateurs dans notre Comité Consultatif.

Nos contacts, notamment au niveau de l'information, avec les associations et mouvements féminins sont également très importants, tant sur le plan de la participation à des séminaires dans les différents pays ou au niveau européen (cf. le récent colloque de Bonn en mai dernier) qu'aux niveaux plus direct et personnel.

Enfin, toujours dans une optique de sortir du ghetto "femmes", il est indispensable de développer des contacts avec de multiples milieux concernés (jeunes, consommateurs, etc.).

La discussion, le soutien de l'ensemble des groupes concernés, est indispensable pour la mise en œuvre d'une politique qui n'est pas toujours accueillie à bras ouverts par les "décideurs".

Quelle est la différence entre une proposition de la Commission, une directive et un règlement du Conseil ?

La mécanique communautaire est complexe, longue et difficile.

La Commission propose une directive ou un règlement ou toute autre forme d'action. Celle-ci est après cela discutée au Conseil des Ministres (formé des représentants des gouvernements), qui adopte une décision finale après l'avis du Parlement Européen et du Comité Economique et Social (formé des partenaires sociaux).

Le règlement s'applique directement dans les pays membres comme une loi nationale. C'est l'instrument le plus direct et le plus clair. La directive fixe les objectifs à atteindre, les pays doivent adopter les lois, règlements et toutes autres mesures nécessaires. C'est un instrument à la fois beaucoup plus complexe et plus souple, car il permet de mieux tenir compte des particularités des législations nationales.

Mais concrètement l'effet doit être le même, chaque pays doit se conformer au règlement comme à la directive, et les recours juridiques, notamment devant la Cour de Justice des Communautés, sont les mêmes.

Quels sont vos liens avec le Bureau International du Travail et l'Organisation des Nations Unies ?

Odile QUINTIN - Nous avons des contacts avec l'ensemble des autres organisations internationales, également le Conseil de l'Europe et l'OCDE. Toute impulsion internationale est bonne dans la mesure où elle constitue un engagement et un stimulant supplémentaires, que les gouvernements doivent après cela transposer dans leur pays. Ainsi, la Décennie des Na-

tions-Unies sur la femme, commencée par la Conférence de Mexico en 1975, puis la Conférence de Copenhague en 1980 dont est sorti un plan d'actions et qui doit être évalué à Nairobi en 1985, a certainement un impact politique stimulant. Au minimum, cela force les gouvernements à se pencher régulièrement sur les problèmes des femmes. Au mieux, cela permet de promouvoir des programmes d'actions. Notre Programme d'Action communautaire se situe d'ailleurs également dans la perspective de la Décennie.

Si un pays de la Communauté n'applique pas une directive dans un laps de temps déterminé, de quels moyens dispose la Commission pour l'y contraindre ?

Odile QUINTIN - Si un pays n'applique pas une directive, la Commission peut le poursuivre devant la Cour de Justice Européenne, selon une procédure un peu longue peut-être, mais qui aboutit. Ainsi, pour la directive "égalité de salaires", la Cour a déjà rendu des arrêts qui donnent raison à la Commission. Pour la directive "égalité de traitement", des procédures sont en cours avec tous les pays, sauf la Grèce, qui n'a adhéré que récemment. Vous voyez que nous n'hésitons pas. Par ailleurs, des plaintes peuvent être adressées à la Commission par des individus ou organisations qui s'estiment lésés par une mauvaise application d'une directive. La Commission peut alors, si elle juge la plainte fondée, porter l'affaire devant la Cour de justice. Enfin, les tribunaux nationaux peuvent aussi saisir la Cour de Justice, c'est ce qu'on appelle les affaires préjudicielles.

Il y a donc des moyens juridiques de se défendre, et la Commission n'hésite pas à y recourir chaque fois que les directives ne sont pas bien appliquées. Les individus et groupements concernés ne doivent pas hésiter à le faire.

Comment circule l'information sur ce que fait la Commission vis-à-vis de Madame Tout-le-Monde ?

Odile QUINTIN - L'information des actions de la Communauté en général est difficile. Nous sommes trop ressentis comme une équipe de bureaucrates, travaillant dans l'abstrait depuis leur maison de verre.

Je crois cependant que les femmes sont peut-être mieux informées que d'autres sur nos actions. La revue *Femmes d'Europe* en est certainement un bon véhicule. Nos séminaires et contacts divers avec les mouvements et les associations féminines sont aussi un bon canal. Mais je pense qu'on devrait aller au-delà et prévoir une véritable campagne d'information, qui implique les médias. Quel impact aurait une heure sur l'égalité au niveau européen sur une chaîne de TV pour remplacer le onzième match de football ?

Le Bureau dispose-t-il d'un budget propre ? Si oui, pour quelles actions ?

Odile QUINTIN - Il existe un poste budgétaire dans le budget de la Communauté pour la mise en œuvre du principe de l'égalité. C'est un très petit budget (sans comparaison avec les budgets pour d'autres secteurs), par lequel nous subventionnons des actions ayant un impact européen visant à promouvoir l'égalité dans le travail. Cela couvre aussi bien des séminaires, que des études, des actions sur le terrain. Il doit servir en priorité à la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du Programme d'Action.

Comment promouvoir une meilleure insertion des femmes dans le monde du travail, dans une société où règnent la crise économique et le chômage ?

Odile QUINTIN - Je crois que j'y ai répondu dans le premier point, c'est arriver à ce que les politiques développées soient réellement des politiques qui prennent en compte les problèmes des femmes. C'est aussi de sensibiliser les femmes elles-mêmes, et ce dès leur plus jeune âge, et les orienter vers des débouchés d'avenir, au lieu de les cantonner dans les filières coupe-couture-secrétariat. C'est aussi influencer leur milieu familial. C'est leur donner confiance, leur apprendre à maîtriser les nouvelles technologies, à ne pas toujours être les lanternes rouges. C'est ne tolérer aucun recul, aucune discrimination, même indirecte ou sournoise, mais au contraire prendre les devants à temps et par des mesures positives. C'est favoriser l'aménagement du temps de travail pour tous et toutes dans une perspective de meilleur partage des responsabilités familiales et professionnelles.

Il faut profiter d'un des aspects positifs de la crise, l'éclatement des tendances à une meilleure qualité de la vie, qui est une revendication spécifiquement féminine.

Quel est le rôle et quels sont les moyens du Fonds Social Européen dans son action en faveur des femmes ?

Odile QUINTIN - Le Fonds Social Européen a une ligne spécifique "Actions Femmes" qui sert essentiellement à promouvoir des actions visant à diversifier les choix professionnels (métiers non traditionnels) et à intégrer les femmes dans des métiers "d'avenir". Cela touche de manière prioritaire les femmes qui ont perdu leur emploi et celles qui ont interrompu leur activité professionnelle ou décidé d'en commencer une.

En fait, l'application concrète de ces mesures a montré que sauf dans les pays où il existait une véritable volonté politique de promouvoir des expériences "femmes" dans le FSE (cas de l'Allemagne), ces actions n'ont pu être que très marginales. Par ailleurs, la nécessité d'avoir de bonnes structures dans les différents pays et que les milieux intéressés soient bien informés a été démontrée quand des actions d'information ont été entreprises.

Mais les actions du FSE sont un

exemple type de la nécessité d'avoir trois conditions réunies pour le faire : une véritable volonté politique, de bonnes structures, une bonne information.

Notre dernière question sera plus personnelle. Vous êtes femme, mariée et mère de trois enfants. Abordez-vous les questions qui se posent dans le cadre de votre travail comme technicienne ou comme femme, avec tout ce que cela comporte d'expérience personnelle, de problèmes pratiques à résoudre, de double journée de travail, etc. ?

Odile QUINTIN - Toute personne responsable d'une activité, quelle qu'elle soit, ne fait jamais abstraction de ses expériences personnelles, ceci est peut-être encore plus vrai quand ses responsabilités concernent un domaine qui touche à sa vie quotidienne. Il est certain, par exemple, que le problème du partage des responsabilités familiales et professionnelles, et plus généralement l'amélioration de la qualité de la vie, sont des domaines qui me touchent particulièrement.

Dans un autre sens, je suis convaincue qu'il est indispensable de me détacher au maximum dans l'exercice de mes fonctions de mes propres problèmes et préoccupations. D'abord, parce qu'une expérience personnelle est limitée et se situe dans une certaine catégorie bien spécifique, je n'ai pas, par exemple, l'expérience de la famille monoparentale, ni de l'agricultrice, ni de l'ouvrière.

Comment peut-on concrètement réaliser ce détachement ? D'abord, nous travaillons en équipe, et je suis très attachée à ce que l'équipe soit aussi diverse que possible de manière à ce que les différentes motivations ou sensibilités puissent se faire entendre. Ensuite, c'est, je le reconnais, une tournure d'esprit et une manière d'aborder les problèmes qui m'est propre : je crois fondamentalement, peut-être parce que j'ai toujours, avant de m'occuper des problèmes d'égalité de travail, travaillé dans des domaines "masculinisés", qu'on ne peut faire passer des politiques et actions en matière d'égalité (au moins au niveau de la Communauté) que si on présente les problèmes de manière aussi "objective" et "froide" que possible, sinon on nous accuse de ne faire que du militantisme, voire d'être une excitée, et on ne nous prend pas au sérieux. Je crois beaucoup à la fonction du langage et je suis persuadée que le langage est particulièrement important pour l'action que nous menons. La promotion de l'égalité est une négociation permanente entre l'homme et la femme d'abord, entre les femmes et les décideurs ensuite (ce qui est presque la même chose, d'ailleurs). Il faut donc adopter le langage et la technique de la négociation. Au risque, peut-être, de perdre son identité ? Mais sinon, on court d'autres risques et notamment celui d'enfermer les femmes dans un ghetto. Alors, je préfère courir ce risque-là pour ne pas être enfermée dans une "condition féminine" au sens traditionnel du terme.

LA BIBLIOTHEQUE DE L'UNIVERSITE DES FEMMES

La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans condition préalable (financière ou autre). Ouverte de 10 à 17 heures tous les jours de la semaine et le jeudi jusque 19 heures, elle offre une gamme étendue de documents sur le féminisme, la condition féminine, la production féminine et féministe. En toute quiétude, vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, ... Dans chaque numéro de «Chronique» sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse auprès des éditeurs (mentionné dans ce cas sp.) ou achetées par l'Université des Femmes (mentionné dans ce cas acq.).

Le Pouvoir

- *Champs de Pouvoir et de Savoir au Mexique*, G.R.A.L. Institut d'études mexicaines, éd. du CNRS, 1982, 241 p., sp.
- *Natures et Formes de Pouvoir dans les Sociétés Dites Acéphales*. Exemples Camerounais. Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 142, Compte-rendu de la journée scientifique de Yaoundé - 1^{er} mars 1978. éd. de l'ORSTOM, 1982, 168 p, sp.
- *Pouvoirs*, Nouvelle Revue de Psychanalyse, n° 8, éd. Gallimard, 1973, 240 p, acq.
- *Du Pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance*, de Jovenel Bertrand, éd. Hachette, 1972, acq.
- *L'Essence du Politique*, Freund Julien, éd. Sirey, 1965, acq.
- *Naissance de l'Anarchisme*, Ansart Pierre, presses universitaires de France, 1970, 261 p, acq.
- *Jour du Pouvoir*, Legendre Pierre, éd. de Minuit, 1976 (collection «critique»), 273 p, acq.
- *L'Age des Foules*, Moscovici Serge, éd. Arthème Fayard, 1981, 500 p, acq.
- *Le Discours de la Servitude Volontaire*, La Boétie Etienne, éd. Payot, 1976 (collection «critique de la politique»), 307 p, acq.
- *Droit Naturel et Dignité Humaine*, Bloch Ernst, éd. Payot, 1976 (collection «critique de la politique»), 320 p, acq.
- *L'Amour du Censeur*, Legendre Pierre, éd. du Seuil, 1974 (collection «le champ freudien»), 268 p, acq.
- *Economie Libidinale*, Lyotard Jean-François, éd. de Minuit, 1974 (collection «critique»), acq.
- *Dialectique Négative*, Adorno Théodor W., éd. Payot, 1978 (collection «critique de la politique»), 340 p, acq.

Pornographie, Prostitution, Erotisme

- *Mosaïque de la Pornographie*, Huston Nancy, éd. Denoël-Gonthier, 1982 (collection «femme»), 221 p, sp. Une contribution essentielle à l'analyse féministe de la pornographie, ici mise en relation avec la prostitution. L'auteur dénonce aussi l'hypocrisie ou l'inconscience qui permet aux intellectuels, au nom de la liberté d'expression, de donner une image humiliante de la femme dans la littérature pornographique ou érotique.
- *Cinéma Erotique*, Zimmer Jacques (sous la direction de), Edilig, 1982 (collection Cinégraphiques), 127 p, sp. Un historique du cinéma érotique se confondant avec une incessante lutte contre l'ordre moral, à partir d'articles puisés dans «la revue du cinéma» et d'autres inédits.
- *Plaisirs d'Amour, Almanach Erotique des Femmes*, Ducout Françoise (présente), éd. Le Lieu Commun, 1982, 264 p, sp. L'érotisme, côté femmes : textes, nouvelles, poèmes.
- *L'Imaginaire Erotique et ses Secrets*, Crepault Claude, Presses de l'Université du Québec, 1981, 263 p, sp. L'imaginaire constitue une «voie royale» pour la compréhension de l'érotisme humain. L'auteur relate ici les résultats de six ans de recherches sur l'imaginaire et les fantasmes érotiques conscients.
- *Les Filles de Noce. Misère sexuelle et prostitution (19^e siècle)*, Corbin Alain, Flammarion, 1982 (collection champs), 496 p, sp. Un historien analyse la politique menée par les régimes successifs et les théories qui les sous-tendent, il met aussi en relation l'ampleur de la misère sexuelle et les structures de la prostitution.
- *Le Corps Prostitué. Tome 1 : Le Sexe Dévorant*, Chaleil Max, éd. Galilée et Max Chaleil, 1981, 544 p, acq.
- *L'Esclavage Sexuel de la Femme*, Barry Kathleen, éd. Stock, 1981, 424 p, acq.

Sexualité, Homosexualité

- *Faire l'Amour à un Homme*, Penney Alexandra, éd. le Jour, 1982, 146 p, sp. Un manuel pratique, mesdames, pour vous apprendre à combler au mieux les désirs, même inavoués, de votre amant.
- *La Vie Sexuelle et Amoureuse des Françaises*, Solignac Pierre Dr. et Serrero Anne, éd. de Trévise, 1980, 416 p, acq.
- *L'Homosexualité*, Corraze Jacques, presses universitaires de France, 1982 (collection que sais-je ?), 124 p, acq.
- *L'Homosexuel et la Loi*, Gury Christian, éd. de l'Aire, 1981, 380 p, acq.

Histoire

- *Coquettes et Précieuses. Textes Inédits*, Avigdor Eva, Librairie A.-G. Nizet, 1982, 104 p, sp. Publication de manuscrits de la deuxième moitié du XVI^e siècle, où les femmes font le sujet des textes alors que c'est l'homme qui pose son regard sur le monde des coquettes, sur celui des précieuses et sur Christine de Suède, ce cas exceptionnel d'émancipation.
- *Le Sang de l'Histoire. Michelet, l'histoire et l'idée de la femme au XIX^e siècle*, Moreau Thérèse, éd. Flammarion, 1982, sp. La vision de la «femme» et de la féminité selon Michelet, dont l'influence fut considérable.
- *La Famille et l'Enfant en France et en Angleterre du XVI^e au XVIII^e siècle*. Aspects démographique, Armengaud André, éd. SEDES, 1975, 193 p, sp. Une histoire bien documentée de la famille et de l'enfant; sont aussi abordées les questions des enfants illégitimes, de la limitation des naissances, des enfants abandonnés,...
- *La Femme au Temps des Cathédrales*, Pernoud Régine, éd. Stock, 1980 (réédité en livre de poche 1982), 377 p, sp. Etude systématique menée à travers une multitude d'exemples de l'activité féminine pendant les périodes féodale et médiévale.
- *Enfants Trouvés, Enfants Ouvriers 17^e-19^e siècle*, Sandrin Jean, éd. Aubier, 1982 (collection «floral»), 256 p, sp. Les enfants trouvés (abandonnés !) et leur prise en charge par la société, sous l'Ancien Régime, puis au 19^e siècle. Mais surtout une étude sur le travail des enfants en usine qui ne concerne pas alors seulement les enfants trouvés.

- *Le Sexe dans l'Histoire*, Tannahill Reay, éd. Robert Laffont, 1982 (collection «les hommes et l'histoire»), sp.
- *Le Sexe et l'Occident*, Flandrin Jean-Louis, éd. du Seuil, 1981 (collection «l'univers historique»), acq.
- *Etre femme sous le Troisième Reich*, Thalmann Rita, éd. Robert Laffont, 1982, acq.
- *«L'Illustration Européenne» (1870-1880)*, Briot Bernadette, Analyse thématique : L'Image de la Femme. Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de licenciée en Histoire, Université Catholique de Louvain, 1982, 234 p, acq.

Sociologie, Economie, Politique.

- *Les femmes dans la sociologie*, Sociologie et Sociétés, vol XIII, n° 2, octobre 1981, presses de l'Université de Montréal, sp.
- *Economie et Statistique*, n° 145, juin 1982, INSEE (Paris), sp. (La progression de l'Activité Féminine est-elle irréversible ?) (Cohabitation et Mariage : qui vit avec qui ?) (Les Nouveaux Enfants Naturels et leurs Parents).
- *La Coordination Sociale à Braine l'Alleud*, Franken Elisabeth, CEFAC (centre expérimental de formation à l'action sociale et culturelle), 1982, sp. De la libre association des travailleurs sociaux en équipe autonome à l'émergence d'un réseau au sein d'une petite ville.
- *Rêver chacun pour l'autre*, Clément Catherine, Arthème Fayard, 1982, 320 p, sp. En sous-titre «Sur la politique culturelle» avec diverses participations. Une nouvelle culture, celle de la gauche, après l'accession des socialistes au Pouvoir.
- *Textes. Réforme, révolution, social-démocratie*, Luxemburg Rosa, Editions Sociales/Messidor, 1982 (collection essentiel), 374 p, sp.
- *Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux*. Régionalisme, féminisme, écologie. Tozzi Michel, éd. Ouvrières, 1982 (collection «social en mouvement»), 182 p, sp. Pour un syndicalisme mixte, réflexions sur la place de la femme dans les structures et revendications syndicales, l'apport féministe au syndicalisme.

Travail - ménager

- *Unpaid work in the household*, Goldschmidt-Clermont Luisella, ILO-BIT, 1982 (collection Women, work development), 1982, sp.
- *Le travail et la vertu*, Blunden Katherine, éd. Payot, 1982 (bibliothèque historique), sp. (voir compte rendu)
Femmes au foyer : une mystification de la révolution industrielle.
- *Rapport d'activités VII-1981*, Commission du Travail des Femmes, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1982, sp.
- *La Féminité Neutralisée*, Huppert-Laufer Jacqueline, éd. Flammarion, 1982 (collection visages de l'entreprise), acq.
- *Travail Féminin, Travail Masculin*, Gadrey-Turpin Nicole, éd. Messidor/Sociales, 1982 (collection problèmes), acq.
- *Syndicalisme au féminin*, Questions clefs, n° 1/81, auteur Catherine Simon, éd. études et documentation internationales, 1981, acq.

Psychologie, psychanalyse

- *Les Mythes de la création*, Von Franz Marie-Louise, éd. La Fontaine de Pierre, 1982, sp.
L'auteur poursuit son étude des mythes et contes de fées en les éclairant par des songes de contemporains.
- *Psychanalyse à l'Université*, revue trimestrielle-sept 82, tome 7, n° 28, ED. ERES, sp.
Sous la rubrique : documents et recherches : Artifices de la maternité. Arguments : «Ils virent qu'ils étaient nés». Différence et complémentarité des sexes à l'adolescence. Lectures : les figures de la séduction chez Freud.
- *Partage de Femmes*, Lemoine-Luccioni Eugénie, éd. Seuil, 1976 (réédition collection Points), 1982, sp.

Droit

- *Patrimoine et Familles. Les Pratiques économiques et patrimoniales des familles au regard des régimes matrimoniaux*, Beroujon Christiane et Revol Marie-Claude, éd. du CNRS, 1981, sp.
- *Women's law in Scandinavia*, Nielsen Ruth (et divers autres), EWL n° 1, Women Research center in social Science (Copenhagen), august 1982, sp.

Expression artistique

- *Martha Graham*, L'Avant Scène, Juin/août 1982, sp.
- *A travers la vie et la mort. Oeuvre poétique*, Michel Louise, éd. Maspero, 1982, sp.
- *Le paysage intérieur*, Groult Flora, La table ronde, 1982, sp.
Interview de l'auteur qui s'exprime ici sur le racisme, la violence et s'associe aux combats du féminisme.
- *Les anges* (pièce de théâtre), Janvier Elisabeth, éd. des Femmes, 1982, sp.
- *Le silence et l'obscurité*, Requier littoral pour corps polonais, Hyvvard Jeanne, 13-28 décembre 1981, éd. Montalba, 1982, 153 p, sp. Poèmes.
- *N° 1 l'écriture*, Corps Ecrit, Presses Universitaires de France, 1982, acq.
- *L'Inconciliabule*, Fontaine Brigitte, éd. Tierce, 1981, acq.
- *Affriques*, Bresciani Jeanne, éd. Tierce, 1981, acq.

Religion / Mythologie

- *La femme dans l'enseignement des Papes*, Moines de Solesmes (introduction et choix des textes), éd. Solesmes, 1982, sp.
- *Mythologie des filles des Eaux*, Bulteau Michel, éd. du Rocher, 1982 (coll. GNOSE), 188 p, sp.
- *Marie dans la religion populaire*, S. de Fiores, éd. Desclée de Brouwer, 1982 (cahiers marials), 162 p, sp.

Femmes étrangères : condition et luttes

- *El Salvador*, Guadelupe-Martinez Ana. Une femme du front de libération témoigne. éd. des Femmes, 1981 (coll. «Pour chacune»), sp.
Une femme dans la lutte de libération nationale raconte la guérilla, la torture, la situation politique de son pays.
- *Des femmes Indiennes - 2 tomes*, Omvedt Gail, éd. des Femmes, 1982 (coll. «Pour chacune»), sp.
C'est la vie quotidienne et politique des femmes indiennes qui est restituée ici avec leurs luttes pour l'émancipation, la division du travail...
- *Rural development and women in Asia*, ILO-BIT, Proceedings and conclusions of the ILO tripartite asian regional seminar Mahabaleshwar, Maharashtra-India, 6/11 april 1981. BIT (Bureau Int. du Travail), 1982, sp.
- *Conférence Internationale sur les Femmes et l'Apartheid*, Bruxelles, 17/19 mai 1982. Publié par le Centre des Nations-Unies contre l'apartheid, 40 p, sp.

- *Des Chiliennes*, Aguayo de Sota Carmen Gloria et des femmes en lutte au Chili, éd. des Femmes, 1982, 217 p, sp.
Carmen Gloria Aguayo de Sota, ministre du développement dans le gouvernement d'Unité Populaire en Salvador Allende, exilée politique en France depuis 74, relate le rôle des «centros de Madres» depuis 1945 jusqu'à la résistance à la dictature de Pinochet; Entretiens et témoignages de femmes chiliennes en lutte aujourd'hui.
- *La femme dans l'inconscient musulman*, Sabbah Fatna Ait, Désir et Pouvoir, éd. Le Sycomore, 1982, 203 p, sp.
Le champ sexuel, loin d'être un champ neutre, est au contraire un champ miroir où les luttes économiques et idéologiques se déploient avec une acuité particulière. A travers un certain nombre d'ouvrages sélectionnés dans le patrimoine traditionnel, l'auteur analyse ce qu'éveille dans le concret et l'inconscient musulman le corps féminin en tant qu'objet d'amour et de désir.
- *L'excisée*, Accad Evelyne, éd. L'Harmattan, 1982 (Coll. Ecriture Arabe), 173 p, sp.
Récit semi auto-biographique d'une Libanaise; l'excisée, femme mutilée symboliquement par la religion, femme témoin de l'amputation sexuelle d'autres femmes, femme enfermée dans un Liban défiguré par la violence.

Féminisme

- *Femmes, le second souffle*, Friedan Betty, Hachette, littérature générale, 1982, sp. (voir compte-rendu).
- *Report held at stony point*, International Feminist Work Shop, New-York, april 20-25, 1980. Developing strategies for the future : feminist perspectives. N.Y. international women's tribune, 1982, 43 p, sp.
- *La lutte contre le maltraitement des femmes. Un choix politique*, Femmes contre la violence, Louvain, Fédération «Femmes contre la violence», 1981, 173 p, sp.
Les 13/14/15 février 1981 a eu lieu la conférence internationale «Femmes contre la violence» à Bruxelles, cette publication fait le comp-rendu des différents points de vue sur le maltraitement des femmes, de la situation des groupes de femmes contre la violence en Europe occidentale, de la préparation et des discussions de la conférence.
- *Le mouvement des Femmes au Québec*, Brodeur Violette et divers autres, Montréal, centre de formation populaire, 1982, acq.
- *Féminisme : quelles Politiques ?* Nouvelles Questions Féministes, n° 2/81 éd. association nouvelles questions féministes, acq.
- *Le respect des Femmes*, Kofman Sarah, éd. Galilée, 1982 (Coll. débats), acq.

- *Proches et Lointaines*, Ringart Nadja et divers autres, éd. Tierce, 1980, acq.

Corps, maternité, éducation

- *La rouge différence ou les rythmes de la femme*, Morin Edmonde Françoise, éd. Seuil, 1982, sp.
Le rapport des femmes à leurs règles, qui les renvoie à leur féminité, leur fécondité, les aléas de la contraception sur la relation qu'entretiennent les femmes avec leur corps.
- *Ces maternités que l'on dit tardives. Un nouvel itinéraire pour les femmes*, Valabregue Catherine, Berger-Forestier Colette, Langevin Annette, éd. Robert Laffont, 1982, sp. 223 p
Retarder l'âge de leur maternité pour les femmes, ce sera peut-être changer la société. Aspects médical, psychologique et sociologique.
- *Aimer ses enfants... mais comment*, Donval Albert, Chronique Sociale, 1982, sp.
- *Le sport et la femme (du mythe à la réalité)*, Oglesby Carole A, éd. Vigot, Coll. sport + enseignement, 252 p, sp.
La principale interrogation posée sur le sport féminin fait intervenir le dualisme nature/culture, et plus souvent s'appuie sur des a priori sans fondements scientifiques; dans ce livre, les chercheurs, sociologues, psychologues... présentent une exploration pluridisciplinaire de l'activité sportive féminine.
- *La maternité*, Minkowski Alexandre, éd. Fayard, 1982, sp.
Le médecin chercheur et accoucheur fait le bilan de ses réflexions, et des problèmes de la périnatalité.
- *Pas d'enfant dit-elle*, Vallee Edith, éd. Tierce, 1981, acq.
- *Le corps... entre illusions et savoirs*, n° 52/82, Esprit, éd. Esprit, acq.
- *La maternité Singulière*, Le Millour Charlotte, éd. Robert Laffont, 1982 (coll. réponses), acq.
- *Groupe de travail «Changeons les livres scolaires»*, L'Image des Femmes et des Hommes dans les manuels scolaires, Avril 82 (Bruxelles), 32 p, acq.

Avortement, contraception

- *La Clinique de la Dernière Chance*, Montjoie Henri Dr., éd. Mercure de France, 1982 (collection «en direct»), sp.
- *D'Une Révolte à l'Autre, 25 ans d'Histoire du Planning Familial*, Mouvement Français pour le Planning Familial, éd. Tierce, 1982, 506 p, sp.

- *Contraception et Avortement, le Droit des Femmes*, Mouvement Français pour le Planning Familial, éd. Tierce, 1979, acq.
- *Les Interruptions de Grossesse (colloque international sur)*, Mouvement Français pour le Planning Familial, éd. Tierce, 1978, acq.

Biographies, Témoignages

- *Ninon de Lenclos*, Arnaud Lella, éd. Générique, 1982, sp.
- *Georges Sand ou le Scandale de la Liberté*, Barry Joseph, éd. du Seuil, 1982, sp.
- *Une Femme Honorable*, Giroud Françoise, Biographie de Marie Curie, éd. Arthème Fayard, 1981, réédité en livre de poche 1982, 377 p, sp.
- *Un Homme*, Fallaci Oriana, Biographie passionnée d'Alexandre Panagoulis, éd. Grasset, 1981 (réédité en livre de poche 1982), sp.
- *Adrienne Soulié. Coutière et Conteuse à Saint-Couat d'Aude*, Fabre-Vassas Claudine, éd. Atelier du Gué, 1982 (collection «terre d'Aude»), 137 p, sp.
- *Christine de Suède. Un roi exceptionnel*, Quillet Bernard, Presses de la renaissance, 1982, 320 p, sp.
Un portrait fascinant de la grande souveraine et fresque de l'Europe politique et intellectuelle du XVII^e siècle.
- *Cinq Reines pour la Belgique*, Gérard Jo, éd. J.M. Collet, 1982, 222 p, sp.
Pour grands enfants, la première «histoire» de nos reines nous laisse sur notre faim.
- *Journal. Tome 2* (version intégrale), Woolf Virginia, éd. Stock, 1982 (collection nouveau cabinet cosmopolite), 486 p, sp.
Des pages-hallucinantes où l'auteur prend à bras le corps les démons qui l'assaillent.
- *Histoires Ordinaires du Féminin Présent*, Breton Denise, éd. Temps Actuels, 1982, 160 p, sp.
Seize femmes se racontent, elles se sont rencontrées à l'«union des femmes françaises» dont l'histoire, par la même occasion, nous est contée.
- *Vie et Mort de Jeanne d'Arc*, Pernoud Régine, Nouvelles Editions Marabout, 1982, sp (voir compte-rendu).
- *Berthe ou un demi-siècle auprès de l'Amazone*, Causse Michèle et Cleyrergue Berthe, éd. Tierce, 1980, acq.
- *Lettres à sa Fille (1877-1902)*, Calamity Jane, éd. Tierce, 1979, acq.
- *Les Folles de la Place de Mai*, Bousquet Jean-Pierre, éd. Stock, 1982 (Stock 2), acq.
- *L'Homme à Prendre*, Randal Ariane, éd. Robert Laffont, 1982, acq.

Divers

- *Ainsi disent-elles. Recueil de pensées de femmes*, Hebert Madeleine, éd. Opuscul, 1982, so.
- *La Débandade*, Chauveau Sophie, éd. J-L Pauvert/Garnier frères, 1982, sp.
Une ancienne de 1968 réfléchit sur les problèmes de sa génération, sur les rapports homme/femme.
- *Un amour infini*, Marie-Madeleine, prostituée sacrée, Kelen Jacqueline, Albin Michel, 1982, 196 p, sp (voir compte-rendu).

Romans

- *Quatuor*, Rhys Jean, éd. Dinall, 1973, Coll. lettre nouvelles, acq.
- *La cérémonie des Adieux* (suivi de «Entretiens avec Jean-Paul Sartre»), Beauvoir Simone de, éd. Gallimard, 1981, acq.
- *Une vie à soi*, Wajsbrot Cécile, éd. Mercure de France, 1982. Coll. Mille et une Femmes, 248 p, sp.
Pour les besoins d'un livre, une journaliste retrouve peu à peu les interrogations de Virginia Woolf sur l'homosexualité, la création, la folie. Premier roman.
- *La Vénitienne*, Dervin Sylvie, éd. Albin Michel, 1982, 276 p, sp.
Enigme policière ou roman fantastique à travers sa version à lui et sa version à elle dans le cadre de Venise.
- *Les termites*, Thevoz Jacqueline, éd. Le Front Littéraire, 1982, 202 p, sp.
Cauchemar et réalités à propos de la vie dans les grands immeubles.
- *La belle Italie*, Guglielmetti Anne, éd. Buchet, Chastel, 1982, 315 p, sp.
Un petit bistrot perdu en banlieue et ceux qui s'y rassemblent. Premier roman.
- *Limonade tout était si infini*, Cixou Hélène, éd. des Femmes, 1982, sp.
- *La maison du désir*, Huser France, éd. Seuil, 1982, 185 p, sp.
De très courts textes pour explorer le monde des sensations, des plaisirs et du désir. Premier livre.
- *Vie et mort de Harriet Freah*, Sinclair May, éd. Flammarion, 1982 / Bibliothèque anglaise, 138 p, sp.
Soixante-huit ans de la vie d'une femme. Un destin marqué par le douloureux problème de l'identification à une mère trop aimée et l'analyse de la mauvaise foi qui s'ignore.
- *La mère Intérieure*, de Vilaine Anne-Marie, éd. Mercure de France, 1982, 234 p, sp.
- *Les vagues*, Woolf Virginia, éd. Stock (réédition en livre de poche. Coll. Biblio. 1982), 318 p, sp.

- *Mrs Dalloway*, Virginia Woolf, éd. Stock (réédition en livre de poche, Coll. Biblio. 1982), 220 p, sp.
- *Contes d'hiver*, Blixen Karen, éd. Gallimard, 1970 (réédité en folio 1982), 409 p, sp.
- *Je ne suis pas née pour mourir*, d'Eaubonne Françoise, éd. Denoël-Gonthier 1982, Coll. «Femmes», sp.
- *Maria Tiefertaler*, Cerf Muriel, éd. Albin Michel, 1982, sp.
- *Shérade. 17 ans, brune, frisée, les yeux verts*, Sebbar Leila, éd. Stock, 1982, sp.
- *Anonymes*, Manceaux Michèle, éd. Seuil 1982, sp. (voir compte-rendu).

Les revues

- Femmes au travail*, n°1/82
- Sorcières*, n°24
- Communiqué Elles*, volume 8, n° 4 à 9
- Des Femmes en Mouvement-Hebdo*, n°95 à 99
- Le Nouveau F*, n°5 à 10
- La Vie en Rose*, juin-août, sept.-oct. et nov.-déc.
- Nouvelles Feuilles Familiales*, n°3, 4 et 5
- Pénélope* n°6
- Bulletin de la Maison des Femmes* juin 82
- Crew Reports*, volume 2, n°6 à 8
- Les Pieds dans l'Plat*, n°10 et 11
- Choisir* n°58 et 59
- Libre PFU*, n°40 et 41
- Femmes Informations* (bulletin du CODIF) n°19
- Voyelles* n°32
- Femmes Suisses ou le mouvement féministe*, sept., oct. et nov.
- Agence Femmes Informations*, n°25, n°28
- Cahiers JEB* n°3/82
- Groupe belge de la Porte Ouverte*, nov. 82
- Cedif-info*, n°15
- Donna Woman Femme* n°19-20
- Donne e Politica* n°3, 4 et 5
- Centro Studi della Condizione della Donna. Rassegna Stampa* n°3, 4 et 5
- Courage* n°7 à 12
- Women and the Labour Market* n°4 et n°5
- Kinesis*: juin-juillet, août-sept., oct.-nov.
- Wires* n°131 à 136
- Feminist Review* n°11 et 12
- Broadside*, vol. 3 : n°3, 4, 9 et 10; vol. 4, n°1
- Isis (Women's international bulletin)* n°23 et 24
- Women Research and Ressources Centre Letter* n°4 et n°6
- Revolutionary and Radical Feminist Newsletter* n°10
- Off Our Backs* vol. 12 n°6 à 9
- ISIS (bulletin du groupe de recherches sur les femmes algériennes)* n°3
- Women Speaking*, avril-juin 82
- Fireweed (a feminist quarterly)* n°13
- The Tribune (a women and development quarterly) newsletters*, de 1976 à 1982
- Worldwatch Paper* n°49 et n°51.

LIRE

Je ne suis pas née pour mourir

Née dans une civilisation matriarcale au temps où les libres et fières Amazones ne connaissaient ni joug, ni servitude, Thécia traversera les siècles et connaîtra les tourments, les joies, les renoncements, les révoltes de bien des femmes. Car Thécia est promue à l'immortalité. Des bords de la Mer Caspienne où elle est née, elle participera à la découverte de l'Amérique par les Vikings, sera nonette dans un couvent à Bruges au XVI^e siècle, vivra les atrocités du siège de Münster, se passionnera pour les découvertes scientifiques et la Révolution française. Enfermée dans un asile au XVIII^e, elle vivra au Maroc du temps de Lyautey et deviendra

anarchiste au début de notre siècle. Thécia, femme forte dans l'adversité, puissante lorsque cela lui sera possible, souvent prisonnière de sociétés hostiles et ignorantes, luttera dans la mesure de ses moyens, individualiste ou solidaire de ses sœurs, selon les circonstances. Mais si Thécia est immortelle, cette vie sans fin lui pèse, car «*tout passe et recommence, et rien n'advient jamais*». Ce «*rien n'advient jamais*» est d'une tristesse et d'une lassitude infinies. Conte philosophique et historique, c'est à une véritable épopée à laquelle nous convie Françoise d'Eaubonne. De l'épopée elle a le style et le lyrisme auxquels elle ajoute une solide connaissance de l'Histoire et de la langue française.

S.D.

«*Je ne suis pas née pour mourir*», Françoise d'Eaubonne, éd. Denoël/Gonthier.

Un amour infini

Un livre d'amour, sans aucun doute. Marie-Magdeleine, une femme comme des centaines, des milliers d'autres. Une femme amoureuse, passionnée, excessive, comme nous pourrions l'être.

Une femme qui ne se repent pas de donner son corps, mais qui s'assume pleinement et donne une leçon d'amour à Jésus. Une complice qui lui était nécessaire, un amour matériel à côté d'un amour spirituel.

Ici, Marie-Magdeleine parle, se livre, se raconte, et cette femme-mythe devient une de nos contemporaines, une égale, une sœur. Les années n'entament pas sa réalité, elle est vivante, actuelle, elle nous ressemble.

Jacqueline Kelen analyse, fouille la personnalité de Marie-Magdeleine, et finit par se confondre avec elle. Le même visage, triste ou heureux, le même corps fatigué ou offert, le même cœur, déchiré ou comblé, elle devient Marie-Magdeleine, et c'est tellement simple de l'être.

Dans cet ouvrage, une Marie-Mag-

deleine au goût du jour. Pas de repentir et de pleurs qui n'en finissent plus, mais une femme, avec ses forces et ses faiblesses, à l'écoute des autres, de Jésus et d'elle-même. Elle accentue ce qui est "bon", atténue ce qui est "mal". Une femme qui prend conscience d'elle, «une femme qui s'accepte». Une Marie-Magdeleine qui me plaît.

Un reproche, cependant. Une fin un peu faible, où Marie-Magdeleine, n'ayant plus de "rédeur", n'est plus tout à fait la même (pourquoi?) et finit ses jours recluse, sage et seule. Une fin qui arrangerait les bien-pensants, mais pas moi. J'aurais préféré une Marie-Magdeleine aussi complète et humaine qu'avant la mort de Jésus. Une femme qui aurait continué à vivre comme avant, c'est-à-dire tout simplement «comme une femme».

**Madeleine Denis,
Marina De Ridder**

«Un amour infini. Marie-Magdeleine, prostituée sacrée», Jacqueline Kelen, éd. Albin Michel, coll. «Réflexion intérieure», 1982.

La femme au foyer

Voici pour la première fois, je crois, un livre qui tente une analyse en profondeur du rôle, historiquement situé, de la femme au foyer: «Le travail et la vertu. Femmes au foyer: une mystification de la Révolution industrielle.»

L'auteur, Katherine Blunden, montre comment, au cours de la révolution industrielle anglaise, l'ascension de la classe moyenne permet et exige l'apparition de la femme au foyer: «Le dilemme pour des classes moyennes repose sur cette double constatation: l'application stricte d'une idéologie inégalitaire qui défend leur classe contre l'invasion leur est aussi nécessaire que l'est leur engagement économique... La solution correspond à un principe industriel qui est en train de connaître son heure de gloire: la division du travail. Dans une famille qui peut dorénavant pourvoir à ses besoins grâce au travail d'un seul, l'un se consacrerait à la production, l'autre à l'idéologie...»

(p. 27).

Disons d'emblée que l'analyse de l'idéologie de la femme au foyer est splendide, d'une richesse extraordinaire, pleine d'intuitions géniales. Il est désormais nécessaire d'en tenir compte dans toute réflexion sur ce sujet.

Par contre, en ce qui concerne l'approche historique, les choses sont moins probantes. L'auteur attribue à la révolution industrielle le phénomène de la femme au foyer, ce qui est manifestement inexact.

Même l'analyse de la fonction sociale de la femme au foyer, de l'idéologie qui est propre à ce statut, analysées ici en profondeur, ne sont pas nécessairement propres à la révolution industrielle.

Par ailleurs, je me pose une question: quand nous découvrons à travers le livre de Katherine Blunden le rôle social imputable à la femme au foyer, notre premier réflexe de-

vrait être de refuser désormais de faire un foyer et des enfants. En effet, tout ce que nous faisons au foyer — que nous ayons une activité professionnelle ou non — ressemble étrangement à ce qui est ici attribué à la femme au foyer. Ce n'est donc pas réellement l'activité économique des femmes qui change la nature de ce qui est accompli à la maison. Ainsi, malgré la pertinence de toute la réflexion, celle-ci ne nous indique pas les chemins d'une action future. A moins que l'auteur ne pense, comme tant d'hommes de gauche, qu'il faut en finir avec la structure familiale, tout en laissant l'ensemble du travail de ménage et d'élevage à charge des seules femmes? Puisque ce travail se fait, et continuera à se faire, notre problème à nous est plutôt d'arriver à le faire partager équitablement entre tous les individus, et de faire en sorte que l'éducation que nous donnons ne fasse pas de nos filles, des femmes, et de nos fils, des hommes, mais conduise les uns et les autres à devenir des êtres humains.

H. P.-P.

«Le travail et la vertu. Femmes au foyer: une mystification de la Révolution industrielle», Katherine Blunden, Bibliothèque historique, Payot, Paris, 1982.



Jeanne d'Arc

Jeanne d'Arc, c'est le genre à me donner des boutons. Une allergie de naissance au style pucelle investie de voix et porteuse de messages. Mais deux livres sur Jeanne d'Arc étant tombés sur mon bureau, je me suis dit: pourquoi pas Jeanne d'Arc?

Le premier de ces ouvrages est la réédition dans la collection Marabout Université de l'ouvrage de Régine Pernoud (1). La médiévisse bien connue a examiné avec soin toutes les pièces des deux procès (condamnation et réhabilitation) de Jeanne d'Arc.

J. d'Arc reste toujours un mystère: ce mélange de piété démonstrative, d'intelligence simple mais supérieure, de force, de culot et de naïve prétention demeurent antipathiques mais saisissants.

Par ailleurs, bien que la nécessité politique pour les Anglais de condamner Jeanne d'Arc, et au contraire de la réhabiliter pour les Français, nous ait été expliquée depuis longtemps, la tournure proprement sexiste du procès reste malgré tout symptomatique. Aucun homme n'aurait été emprisonné et jugé de cette manière.

Le second ouvrage est plutôt affaire de spécialistes: c'est la publication d'un colloque d'Histoire médiévale (octobre 1979) consacré à l'époque de Jeanne d'Arc (2). Parmi les in-

RÉGINE PERNOUD



terventions, celle d'André Vauchez nous intéresse cependant. L'auteur situe le cas Jeanne d'Arc dans l'ensemble du «prophétisme féminin des XIV^e et XV^e siècles». Il nous montre que dans le climat de désarroi et la crise institutionnelle que connaît alors l'Eglise (pauté d'Avignon), un certain nombre de personnes, essentiellement des femmes, se sentent «prises de paroles». Ce sont souvent des femmes simples, qui associent des exhortations pieuses (nécessité de se convertir) à des recommandations politiques. L'Eglise est méfiante en face de ces révélations, mais surtout lorsqu'elles sont le fait de femmes.

H. P.-P.

(1) «Vie et mort de Jeanne d'Arc», Régine Pernoud, coll. Marabout Université, Verviers, 1982.

(2) «Jeanne d'Arc. Une époque, un rayonnement», colloque d'Histoire médiévale, Orléans, octobre 1979, éd. du CNRS, Paris, 1982.

Le second souffle

Lors du premier souffle, celui des années 70, les féministes se sont battues contre l'inégalité des rôles sexuels polarisés en hommes et femmes.

Dix ans après, la bataille reste inachevée, alors que de nouvelles questions se posent. Cette égalité est-elle vivable et viable? Il n'est pas facile de vivre, avec ou sans hommes et enfants, sur les seules bases initiales du projet féministe. De nouvelles questions économiques et émotionnelles apparaissent, auxquelles les femmes et les hommes devront répondre. De nouvelles manières de vivre se font jour. Le problème fondamental pour Betty Friedan reste celui de la famille, non pas celle des années 50 qui faisait des femmes des ménagères au service de leurs maris et enfants, mais toutes formes de famille qui permettent de concilier épanouissement professionnel, rapports de tendresse et qualité de la vie.

On connaît Betty Friedan, dont le livre «La femme mystifiée», paru en 1963, eut un immense succès et participa largement à amorcer une réflexion féministe. Dans «Le second souffle», paru en 1981 aux Etats-Unis, et traduit récemment en français, elle mène une réflexion sur quelques problèmes actuels du nouveau féminisme.

S.D.

«Le second souffle», Betty Friedan, éd. Hachette.

Anonymus

Exil: situation de celui qui, en désaccord avec le régime politique de son pays, s'expatrie, volontairement ou non. Mais exilé, on peut l'être dans son propre pays. Ainsi, ce chauffeur de taxi de Budapest que rencontre l'auteur et dont elle saura seulement qu'il avait 11 ans en 1956, date de l'insurrection hongroise contre les Russes, et qu'aujourd'hui, plutôt que d'enseigner des vérités officielles, il véhicule des étrangères comme elle dans une ville qui garde les traces physiques et morales de la révolte passée.

Exilé également, ce Hongrois à Paris, rocker de profession, amateur de littérature de son pays, et qui se réfugiera dans la folie, recours ultime contre une détresse et une solitude que ne connaissent pas ceux qui espèrent en l'avenir.

Michèle Manceaux, ex-journaliste à L'Express, à l'ORTF et au Nouvel Observateur, signe ici son cinquième roman, beau, doux, triste qui effleure bien des vérités sans s'appesantir sur aucune. Pas de discours politique, mais le reflet des états d'âme de ceux qui ne se sentent nulle part chez eux, si ce n'est parfois dans des amours ou amitiés qui leur tiennent lieu de havres fugitifs et qui les renvoient souvent à de nouveaux exils.

S.D.

«Anonymus», Michèle Manceaux, éd. Seuil.

Officiel

Commission du Travail des Femmes
Ministère de l'Emploi et du Travail
53, rue Belliard - 1040 Bruxelles
T. 02/230 90 10

Commission consultative de la Condition féminine
14, rue des Petits Carmes - 1000 Bxl
Tél. 02/512 50 14

Le Service de la Femme
Ministère de la Communauté Française
4, Galerie Ravenstein - 1000 Bruxelles

Comité interministériel pour le statut de la femme
c/o Cabinet du Premier Ministre
16, rue de la Loi - 1040 Bruxelles
T. 02/513 80 20

Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes
Commission des Communautés Européennes
200, rue de la Loi - 1049 Bruxelles
Tél. 02/235 11 11

Comité consultatif de l'égalité des chances
c/o Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes.

Femmes et syndicats

Commission Femmes de la FGTB
c/o Marcelle Hoens
42, rue Haute - 1000 Bruxelles
Tél. 02/511 80 67 et 511 64 66

Service féminin de la CSC
c/o Anne-Françoise Theunissen
121, rue de la Loi - 1040 Bruxelles
tél. 02/735 60 50

Mouvements féminins

Femmes Prévoyantes Socialistes
c/o Marie-Claire Musin
1-2 place Saint-Jean - 1000 Bruxelles
T. 02/513 64 70

Vie Féminine
c/o Andrée Delcourt
111, rue de la Poste - 1030 Bruxelles

Mouvements féministes

Comité de Liaison des Femmes
c/o Hedwige Peemans-Pouillet
(T. 733 48 80)
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
pas de téléphone

Vrouwen Overleg Komitee
c/o Monika Abicht
(T. 03/828 95 68)
7, Ambtmanstraat - 2000 Antwerpen
T. 03/232 55 33

Vrouwen Overleg Komitee
c/o Monica Abicht
(T. 031/28 95 68)
9, Lambeaulaan - 1200 Brussel
pas de tél.

Femmes contre la crise
Contact national francophone:
Micheline Nélisse
169, rue des Vennes - 4020 Liège
pas de tél.
Contact national néerlandophone:
Marijke Colle
109, Heerneslaan - 9000 Gent

La Porte Ouverte
16, rue Américaine - 1050 Bruxelles

Solidarité Femme-Emploi
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 65 18

Coordination femmes européennes

CREW
Centre de Recherche sur les femmes européennes
22, rue de Toulouse - 1040 Bruxelles
T. 02/230 42 35

Accueil : maisons et cafés

Arlon
Maison des Femmes
37, rue de Diekirch
T. 063/21 43 23

Bruxelles
Maison des Femmes
29, rue Blanche - 1060 Bruxelles
T. 02/539 27 66

Centre féminin d'éducation permanente
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 28 02

Café des Femmes
"Les Griffes des Sorcières"
94, rue Lesbroussart - 1050 Bruxelles

Charleroi
"Comme chez elles"
7 bd d'Audent

Liège
Maison des Femmes
6, rue du Pont - 4000 Liège

Café des Femmes
8, rue Nagelmackers - 4000 Liège

Mons
Groupe Femmes
105, bd Sainctelette

Mouscron
Groupe Femmes
c/o Véronique Bauwens
58, rue des Villas

Nivelles
Maison des Femmes
31, rue des Brasseurs

Tournai
Groupe Femmes
c/o Bernadette Michenaud
7, place Verte

Verviers
Maison des Femmes
37, rue des Hospices

Wavre
Groupe Femmes
10, rue des Brasseries

Oostende
Maison des Femmes
2, Schilderstraat
T. 059/32 14 71

Prendre l'air

Le point du jour
Grande maison isolée à la campagne.
Hébergement. Restauration.
Stages. Animation.
Possibilité d'accueillir des femmes ou des groupes de femmes souhaitant organiser leur propre activité.

Aides et luttes

Avortement / Contraception

Fédération belge pour le Planning familial et l'Education sexuelle
51, rue du Trône - 1050 Bruxelles
Tél. 02/511 56 03

GACEHPA
Groupe d'action des Centres extra-hospitaliers pratiquant des avortements
Permanence : lundi et jeudi, 14 h à 17 h
51, rue du Trône - 1050 Bruxelles
Tél. 02/511 56 03

Vous trouverez au GACEHPA des cartes de soutien (20F minimum) avec la liste complète des centres extra-hospitaliers qui pratiquent des avortements, et ce malgré les procès en cours.

Comité pour la dépénalisation de l'avortement
c/o Monique Geudin
23, rue A. Giron - 1050 Bruxelles
T. 02/649 18 22

Viol

SOS Viol
Accueil, information, soutien et centre de documentation et de recherche sur les violences sexuelles
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 28 02

SOS Viol Louvain-la-Neuve
24, rue des Blancs Chevaux
1348 Louvain-la-Neuve

Femmes battues

Bruxelles
19, rue Blanche - 1060 Bruxelles
T. 02/539 27 44

Liège
9, rue Sœurs-de-Hasque - 4000 Liège
T. 041/23 42 85

Arlon
47, rue de Diekirch - 6700 Arlon
T. 063/21 46 82

La Louvière
Fédération des Collectifs de Femmes Battues
9, rue de Bouvy - 7100 La Louvière
T. 064/21 33 03

Leuven
Federatie Vrouwen tegen mishandeling
57, Justus Lipsiusstr. - 3000 Leuven
T. 016/23 36 61

Namur
47, rue Notre-Dame - 5000 Namur
T. 081/71 55 45

Centres de documentation

Université des Femmes
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 61 07
Ouvert tous les jours, sauf le week-end de 14 h à 17 h (jeudi : jusqu'à 19 h).
L'une, l'autre
99, bd de Waterloo - 1000 Bruxelles
T. 02/538 66 98

Le Lesbanaire
1, rue Herman Richir - 1030 Bruxelles
T. 02/216 68 42

CREW
Centre de recherches sur les femmes européennes
22, rue de Toulouse - 1040 Bruxelles
T. 02/230 47 77

RoSa
62, Bondgenotenstraat, 1190 Brussel
T. 02/347 24 77

Librairies

Les Rabouilleuses
221, chée d'Ixelles - 1050 Bruxelles
T. 02/648 43 18

Dulle Griet
45, Tiensestraat - 3000 Leuven
T. 016/23 41 23

Revues

Chronique
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 61 07

Lilith
7, Ambtmanstraat, 2000 Antwerpen
T. 03/232 55 33

Voyelles
99, bd de Waterloo - 1000 Bruxelles
T. 02/538 66 98.

Marianne
Cruyslei, 30
2200 Borgerhout

Femmes d'Europe
Commission des Communautés Européennes
200, rue de la Loi - 1049 Bruxelles
T. 02/736 60 00

Etudes féministes

Université des Femmes
1a, place Quetelet
1030 Bruxelles
Tél. 02/219 61 07

